4 WORLD POLICY CONFERENCE

9-11 décembre 2011 - Vienne, Autriche

www.worldpolicyconference.com

Accès aux Actes de Conférence
(textes et vidéos)

Téléchargez Neoreader sur
get.neoreader.com

WORLD POLICY CONFERENCE

QUATRIÈME ÉDITION, 9–11 DÉCEMBRE 2011, VIENNE, AUTRICHE

WORLD POLICY CONFERENCE

SOMMAIRE

NOTES DU PRÉSIDENT page 5
PROGRAMME page 8
OUVERTURE page 10
SESSIONS PLÉNIÈRES page 16
ATELIERS PARALLÈLES page 40
DÉJEUNERS & DÎNER DÉBATS page 50
CLÔTURE & DÎNER DE GALA page 58
INVITÉS page 67
DISCOURS D'OUVERTURE page 79
PRESSE page 91
WPC TV page 97
PARTENAIRES & ORGANISATION page 101

Pour une meilleure gouvernance mondiale

La crise financière de 2008, le changement climatique, la crise de la zone euro, le printemps arabe ou la catastrophe de Fukushima sont venu ajouter un crédit supplémentaire à la démarche de la World Policy Conference, réunion internationale conçue dès 2007 comme un lieu de réflexion de haut niveau en vue d'améliorer la gouvernance mondiale. Pour cette quatrième édition, les participants, responsables à divers niveaux et dans divers domaines de la gouvernance, ont apporté leurs idées, leurs remarques et leurs propositions dont on a rassemblé ici les points saillants. L'impression générale qui prévaut est que, malgré les problèmes parfois graves qu'a rencontrés le monde en 2011 et les craintes qu'ils ont suscité, la situation a pu être jusqu'à présent maitrisée grâce à une gouvernance mondiale qui progresse sous la pression des événements et des mentalités. Une meilleure structuration, et un renforcement des moyens et des pouvoirs de la gouvernance mondiale, comme prôné par la WPC, devrait aider grandement à la résolution des problèmes globaux, favoriser la sécurité et élargir la prospérité.

L'Europe et l'Euro

La crise européenne a deux causes immédiates principales : la fragilité économique de la Grèce, et l'absence de convergence des dix-sept pays de la zone Euro. La convergence, qui maintenant se révèle être une condition incontournable du succès de l'Euro, nécessite, pour le long terme, une amélioration et un meilleur équilibre des compétitivités entre les pays de la zone euro. À plus court terme, elle implique pour chaque pays une rigueur dans la conduite budgétaire et fiscale et le respect des règles édictées. Leur non-observation a conduit à la crise de la dette souveraine qui pourrait, à terme, détruire les démocraties et la classe moyenne. Cette crise impose de mettre en œuvre des politiques drastiques dans un contexte d'urgence. Dans la situation actuelle, les pays du nord, qui ont des déficits et une dette plus faibles, doivent accepter de gérer de façon solidaire leurs excédents en Europe. L'aide extérieure nécessite l'intervention du FMI.

Les arrangements institutionnels, en particulier ceux concernant l'euro, se révèlent insuffisants. Ils ne doivent pas seulement promouvoir la stabilité, mais aussi veiller à garantir le retour de la croissance. La mise en œuvre les réglementations existantes ainsi qu'une plus grande coordination sont absolument requises pour empêcher une nouvelle crise. Les mesures financières, dictées par l'urgence, doivent être complétées par des réformes structurelles. Des avancées substantielles ont été déjà accomplies pour l'organisation de l'eurozone. Mais, il faut du temps pour voir leurs effets.

Par ailleurs, la politique ne peut se réduire au froid calcul de l'intérêt national. L'Europe doit mettre ses valeurs au cœur du processus d'intégration. Les politiques audacieuses et responsables doivent trouver un support populaire. Ce qui demande une information plus poussée et une pédagogie non partisane pour expliquer les enjeux. Une plus grande démocratisation et la fédéralisation peuvent contribuer à combler le déficit démocratique de l'Europe. Les Européens doivent se montrer suffisamment ouverts à la mondialisation pour redonner une dynamique à leurs économies.

Le G20

Le G20 est un énorme pas en avant pour l'économie mondiale. Il réunit les poids lourds du système mondial et représente plus de 85% du PIB mondial et les deux tiers de la population mondiale. Pour conforter sa légitimité, sa composition devrait être révisée tous les cinq ans en s'appuyant sur des critères régionaux ou économiques. Un avantage supplémentaire de cette modification régulière serait de pousser les états candidats à améliorer leur gouvernance.

Le G20 devrait également veiller à l'application des règlementations financières mondiales et à évaluer leurs effets. Mais le G20 ne doit pas accueillir exclusivement les ministres des Finances, il doit devenir un comité de pilotage global. Les Ministres des Affaires étrangères devraient y traiter des questions de gouvernance mondiale. Une réunion des ministres de l'agriculture pourrait inclure des pays qui ne sont pas représentés au G20.

Enfin, la montée des inégalités sociales étant de moins en moins tolérable, le G20 devrait aborder les questions sociales. Il devrait être plus engagé dans les problèmes de l'Europe, en collaboration avec le FMI.

La gouvernance mondiale

La mondialisation et les changements technologiques remettent en cause le pouvoir des États souverains et des institutions internationales. Les institutions et les régimes établis sont par nature résistants au changement et sont tentés de défendre les avantages acquis. Les nouvelles formes de gouvernance ne devraient pas concerner uniquement les plus grands ou les plus puissants.

L'organisation multilatérale actuelle est beaucoup trop complexe. Plus de 158.000 accords et conventions inhibent le dynamisme des institutions internationales. L'ampleur de la mondialisation nécessite un sens des échelles. Il faut apprendre à briser les frontières disciplinaires et à devenir beaucoup plus respectueux des valeurs et des systèmes normatifs différents des principaux acteurs de l'espace global.

L'architecture multilatérale existante intègre mal l'influence croissante et multiforme des acteurs non étatiques. Le rôle des entreprises devrait être pleinement reconnu dans les démarches «sectorielles».

Le « triangle de cohérence » doit être consolidé. Le G20 assure d'emblée le leadership. Les institutions internationales spécialisées, les agences onusiennes mettent en œuvre, mobilisent leur expertise et leurs capacités bureaucratiques. Enfin, l'ONU coordonne les politiques requises par ces défis mondiaux.

Démocratie, Droits de l'homme

Gouvernance, démocratie et droits de l'homme ne vont pas nécessairement de pair. Tous les cas de figure sont possibles. Les grands principes ne sont pas immédiatement universels, et certains régimes profitent de cet argument pour bloquer tout progrès dans leur pays.

Il n'est pas acceptable que de nombreux pays qui ne respectent pas les droits de l'homme siègent au Conseil des droits de l'homme. Afin d'assurer la légitimité de cette enceinte, un bilan périodique du respect des droits de l'homme a été institué et concerne tous les États sans exception. Les pays pauvres ne sont plus ainsi les seuls visés – ce qui était souvent les cas dans le passé -.

Le printemps arabe affirme un désir de dignité humaine, de démocratie, de justice sociale, d'emploi, de disparition de la corruption. Partout les peuples réclament le respect des droits de l'homme. La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 reste un texte fondateur, indiscutable et visionnaire. Quand leurs droits ne sont pas respectés, les hommes doivent avoir des possibilités de recours. Les universités, les institutions internationales, les ONG, par leur simple existence et aussi par leurs actions, peuvent faire progresser la démocratie et les droits de l'homme.

On sait que tant que les chefs d'État ne bénéficieront pas d'une certaine protection face aux multiples actions juridictionnelles possibles, les États-Unis n'adhéreront pas à la Cour pénale internationale (CPI). Toutefois, leur soutien à une intervention de la CPI dans la tragédie du Darfour indique que les États-Unis acceptent la réalité de la CPI. À cet égard, les dirigeants syriens devraient faire l'objet de recours devant la CPI.

Entreprises, droits de l'homme et gouvernance

Des initiatives privées, issues de l'ONU (Global compact) ou d'ONG, cherchent à amener les entreprises, et en premier lieu, les multinationales, à respecter un certain nombre de règles concernant les hommes et les lieux où elles exercent leurs activités.

Des engagements et des pactes peuvent être établis. Nous ne sommes qu'au début d'un long processus. Il faudra veiller à faire appliquer partout ces règles, quels que soient l'environnement politique et les gouvernements locaux.

Ces multinationales, compte tenu de leur richesse et aussi du dénuement très fréquent des populations locales, doivent s'impliquer davantage dans la résolution des grands problèmes humanitaires : faim, santé, éducation, ne serait-ce qu'à l'échelle locale.

Le modèle social

Partout dans le monde, des manifestants clament que les gouvernements ne satisfont plus les exigences des citoyens, en particulier en termes d'égalité. Si des privilèges immérités et une distribution injuste de la richesse deviennent la norme, la colère des peuples sera très difficile à apaiser.

En termes d'égalité, la Scandinavie peut être considérée comme un modèle pour la réinvention de l'Occident. Dans tous les États qui la composent, les inégalités de revenus sont contenues. Mais aucun modèle social n'est éternel dans un monde qui change rapidement. Le défi est de trouver un équilibre entre sécurité et performance.
Il faut lutter, par l'éducation et l'information, contre la montée des populismes qui s'appuient sur les difficultés actuelles pour promettre des solutions simplistes à des problèmes complexes.

L'énergie et l'environnement

Il est du devoir des gouvernements de dire aux industriels de l'énergie ce qu'ils doivent faire et respecter dans le cadre de réglementations claires et stables.

Il faut absolument promouvoir la diminution des émissions de carbone. Le concept de la croissance durable ou soutenable doit être systématiquement creusé.
Les entreprises commerciales devraient être notées pour leurs performances environnementales.

La sécurité alimentaire

Comment nourrir de manière saine 9 milliards de personnes d'ici à 2050 ? Tel est le défi de la sécurité alimentaire.

La volatilité des prix des denrées alimentaires est un grave problème pour les populations pauvres. Les prix élevés actuels résultent de décennies de sous-investissement dans l'agriculture auquel il faut remédier. Les plus remarquables percées technologiques concernent probablement les organismes génétiquement modifiés (OGM), l'optimisation de l'utilisation des engrais et de l'irrigation, et l'utilisation de biocarburants de deuxième et troisième génération.

Les expériences du Brésil, de l'Inde et de la Chine montrent qu'il faut organiser la chaîne de production alimentaire. Une attention particulière doit être accordée aux organisations coopératives : quelques-uns des producteurs les plus efficaces au Brésil et dans d'autres pays émergeants appartiennent à des coopératives.

La santé

Les Objectifs du Millénaire de 2000 ont donné lieu à des progrès, mais les résultats demeurent très insuffisants. La santé reste trop souvent perçue comme une question de souveraineté, alors qu'elle représente un défi international majeur.

Dans les pays occidentaux, le financement de l'innovation revient principalement au secteur privé ou à des partenariats public / privé. Si les industries pharmaceutiques ne bénéficient pas d'une structuration efficace pour se lancer dans des investissements à long terme et risqués, elles réduiront leur recherche et leurs capacités d'innovations futures.

Une citoyenneté mondiale de la santé pourrait être promue au sein du G20 et de l'OMS afin de développer un ensemble de normes de bonnes pratiques.

Gouvernance mondiale face aux catastrophes

Les catastrophes majeures ne peuvent pas relever de la seule responsabilité des États qui en sont les victimes. La gouvernance mondiale doit intervenir dans ce type de situation et s'organiser pour pouvoir faire face à toutes éventualités. La catastrophe de Fukushima a mis en évidence l'impératif de durcir les normes de sécurité. Les contrôles de l'AIEA doivent être renforcés dans la mesure où la technologie nucléaire doit continuer d'être utilisée pour des raisons économiques. Une transparence totale est requise. Cependant, comme pour toute activité à risque, la sécurité absolue est impossible. On peut seulement réduire les risques.

La plus grande catastrophe des deux dernières années n'est certainement pas nucléaire. Ainsi les inondations au Pakistan ont fait plus de 10 000 morts et, en Chine, la pollution atmosphérique tue 400 000 personnes par an. Les accidents dans les mines de charbon tuent davantage de gens en une année que toutes les catastrophes nucléaires réunies.

Internet a été conçu au départ afin d'assurer le maintien des échanges d'information en cas d'attaque nucléaire. Il peut jouer un rôle dans la gestion des catastrophes, tout comme le système de géolocalisation GPS.

Le développement et la sécurité

Les menaces et défis de 21e siècle mettent à l'épreuve l'ingéniosité et la flexibilité des gouvernements. En termes de sécurité globale, cinq menaces pèsent sur les États et les gouvernements :

i) La croissance et la diffusion des idées extrémistes ou fondamentalistes, sources de terrorisme. Les gouvernements doivent réagir contre la légitimation des actes terroristes justifiés par un discours simpliste (par exemple « la religion est menacée »)

ii) La cyberguerre : plus le monde devient connecté, plus les risques de blocage des systèmes d'information s'accroissent. L'anonymat dont bénéficie le cyberespace en fait une arme idéale pour tout hors-la-loi. Cependant les cyberattaques ne sont pas des guerres. Leur impact est limité et ces attaques ne visent pas à s'approprier de nouveaux territoires, pouvoirs ou ressources. À moins qu'elles ne soient une première phase annonçant des attaques réelles. La nature d'internet semble exclure sa gouvernance. Toutefois les gouvernements collaborent sur la sécurité d'internet. Des négociations sont en cours pour la mise sur pied d'une éventuelle « Convention de Genève » sur l'internet.

iii) Des groupes terroristes ou voyous peuvent développer des capacités de frappe nucléaire ou perturber, par des moyens électroniques, des réacteurs nucléaires. Des mouvements peuvent commettre des attentats contre des installations nucléaires.
L'AIEA surveille les installations nucléaires officielles de l'Iran. Cet État a adhéré au Traité de non prolifération (TNP) nucléaire et fourni une liste d'équipements concernés. Mais d'autres sites peuvent être cachés et non déclarés. Si l'Iran acquiert l'arme nucléaire, l'Arabie saoudite, la Turquie et l'Égypte feront de mêmes. Ce serait la fin du TNP. Il faut donc, par tous les moyens légaux possibles, empêcher l'Iran d'avoir l'arme atomique.
Pour mieux contrôler les flux de matières radioactives et assurer un approvisionnement en cas de problème, l'AIEA a décidé de créer une banque d'uranium faiblement enrichi, dont une réserve existe déjà en Sibérie. Pour aller plus loin, le principe d'une assurance relative au combustible nucléaire (ACN), garantissant l'approvisionnement des utilisateurs par les pays producteurs, sous la forme de contrats entre les pays concernés et l'AIEA, a été récemment adopté.

iv) La sécurité de ce qu'on appelle parfois les biens publics mondiaux. Les océans peuvent devenir des zones de conflits. Les frontières maritimes font toujours l'objet de très âpres disputes (notamment en Asie-Pacifique).
L'espace extra-atmosphérique peut également devenir un champ de bataille.

v) Dans de nombreuses régions du monde, les trafics de drogues et la criminalité transnationale pèsent sur la stabilité politique et sociale, les droits de l'homme et le développement économique.
Les remèdes sont connus, mais difficiles à mettre en œuvre : renforcement de la primauté du droit et de la police, prévention du terrorisme, lutte contre la corruption, la traite des êtres humains et les migrations illégales.

Résolution des conflits

Le rapprochement polono-russe peut être considéré comme un modèle de politique de réconciliation effective. Le facteur clé du succès réside dans la promotion de la compréhension mutuelle par l'échange des points de vue politiques et historiques, soutenus par les communautés locales religieuses et spirituelles.

Comment appliquer cette méthode aux conflits Lettonie-Russie, Inde-Pakistan, Grèce-Turquie, ou Thaïlande-Cambodge ? Tous les conflits sont différents. Il faut agir au cas par cas, organiser la discussion et susciter la confiance. Enfin, il est nécessaire de faire appel à des groupes de personnes indépendantes, plus à même de reformuler les questions, de poser un regard neuf sur des conflits souvent multiséculaires.

Le bref résumé qui précède ne fait évidemment pas justice à la richesse des débats de la quatrième édition de la WPC, disponibles en totalité sur le site www.worldpolicyconference.com (voir également www.worldpolicyconferencetv.com). Cette conférence s'est en définitive achevée sur une note relativement optimiste. Il n'en reste pas moins que l'amélioration de la gouvernance mondiale est une course contre la montre. L'ambition de la WPC est de contribuer au succès des adaptations nécessaires à l'épanouissement d'une mondialisation heureuse, face au risque d'une nouvelle fragmentation en blocs hostiles ou, peut-être pire, de l'anarchie.

Thierry de Montbrial
Président et fondateur

Vendredi 9 décembre

15h00 – 16h00 **Ouverture**

Thierry de Montbrial, Président et fondateur de la WPC

Discours d'ouverture
Heinz Fischer, Président de la République d'Autriche
Abdullah Gül, Président de la République de Turquie,
Hôte d'honneur de la 4e édition de la WPC

16h00 – 16h15 **Pause-café**

16h15 – 17h00 **Session plénière 1**

La BCE et la viabilité de l'Euro

Intervenant : **Peter Praet**, Membre du directoire de la BCE
Modérateur : **Thierry de Montbrial**

17h00 – 19h00 **Session plénière 2**

« *Printemps arabe* et gouvernance mondiale »

Intervenants : **Amr Moussa**, ancien secrétaire général de la Ligue des États arabes, candidat aux élections présidentielles d'Égypte
SAR Turki al-Faisal, Président du Centre du Roi Faisal pour la Recherche et les Études islamiques
Edward Djerejian, Président fondateur de James A. Baker III Institute for Public Policy ; ancien Ambassadeur américain en Syrie
Christophe de Margerie, PDG de Total
Modérateur : **Volker Perthes**, Président et directeur de *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*

19h00 – 20h15 **Session plénière 3**

« Catastrophes majeures et gouvernance mondiale »

Intervenants : **Yukiya Amano**, Directeur général de l'AIEA
Scott Charney, Vice-président de *Turstworthy Computing* de Microsoft
Modérateur : **Jim Hoagland**, Associate Editor, Chief Foreign Correspondent of the *Washington Post*

20h15 – 21h15 **Cocktail d'accueil**

21h15 – 23h00 **Dîner au Palais Hofburg** (Conference Center)
Herbert Stepic, PDG de Raiffeisen Bank International

Samedi 10 décembre

09h00 – 10h15 **Session plénière 4**

« Responsabilité sociale des entreprises et gouvernance mondiale »

Intervenants : **Mary Robinson**, ancienne Présidente d'Irlande, Présidente de la Fondation Mary Robinson
Narayana Murthy, Président et Fondateur de *Infosys Technologies Limited*
Modérateur : **Bruno Lafont**, PDG du Groupe Lafarge

10h15 – 10h45 **Pause-café**

10h45 – 12h15 **Session plénière 5**

« L'avenir du G8 et du G20 : défis et perspectives pour les systèmes économiques et financiers »

Intervenants : **Jacob A. Frenkel**, Président de JPMorgan Chase International, ancien Gouverneur de la Banque d'Israël
Il Sakong, Envoyé du Président de la République de Corée
Lourdes Aranda, Sherpa du Mexique pour le G20, Secrétaire d'État mexicain aux Relations extérieures
Modérateur : **Kemal Dervis**, Vice-président du département Économie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci ; ancien Ministre des Affaires économiques de Turquie

12h30 – 14h30 **Déjeuner-débat**
avec **Kishore Mahbubani**, doyen et professeur en politique publique au *Lee Kuan Yew School of Public Policy at the National University of Singapore*

14h45 – 15h30 **Session plénière 6**

« Débriefing du Conseil européen »

Jean-David Levitte, Conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy

15h30 – 17h00 **Session plénière 7**

« L'Europe comme laboratoire de la gouvernance mondiale »

Intervenants : **Toomas Hendrik Ilves**, Président de la République d'Estonie
Bartholomée 1er, Patriarche œcuménique de Constantinople
Fu Ying, Vice-ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine
Kemal Dervis, Vice-président du département Économie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci ; ancien Ministre des Affaires économiques de Turquie
Modérateur : **Charles Kupchan**, professeur en relations internationales à l'université de Georgetown

17h00 – 17h30 **Pause-café**

17h30 – 19h30 **Ateliers en parallèle**

1. Énergie et environnement

Intervenants : **Manoëlle Lepoutre**, Vice-président Exécutif du Développement durable et de l'Environnement de Total
Paal Frisvold, Président du conseil d'administration de *Bellona Europa asbl*
Kristina Rüter, Directeur de recherche à *Oekom research AG*
Modérateur : **William Ramsay**, conseiller du Centre Énergie de l'Ifri

2. Sécurité alimentaire

Intervenants : **Louise Fresco**, Professeur à l'université d'Amsterdam
Yashwant Thorat, PDG du Rajiv Gandhi Trust
Qu Xing, Président de l'Institut chinois d'études internationales (CIIS)
Jean-Yves Carfantan, Senior Consultant, AgroBrasconsult
Modérateur : **Mostafa Terrab**, PDG du Groupe OCP

3. Santé

Intervenants : **Petra Laux**, Directrice des Affaires Extérieures et Gouvernementales pour Novartis
Steve Howard, Secrétaire Général fondateur de The Global Foundation
Modérateur : **Jérôme Contamine**, Vice-président Exécutif, Directeur financier et membre du Comité Exécutif de Sanofi-Aventis

4. Gouvernance mondiale et état des lieux

Intervenants : **Sean Cleary**, Président de Strategic Concepts (Pty) Ltd
Bruno Lafont, PDG du Groupe Lafarge
Modérateur : **Stewart Patrick**, Senior fellow et Directeur du programme sur les institutions internationales et la gouvernance mondiale, Conseil des Relations étrangères (CFR)

20h30 **Dîner de gala au Rathaus**
Martti Ahtisaari, ancien Président de la République de Finlande, Prix Nobel de la Paix 2008

Dimanche 11 décembre

9h00 – 10h00 **Compte rendu des ateliers parallèles**

10h00 – 11h15 **Session plénière 8**

« Développement et sécurité »

Intervenants : **M. K. Narayanan,** Ancien conseiller de sécurité nationale du Premier ministre de l'Inde ; Gouverneur du Bengale occidental
Yury Fedotov, Directeur général de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
Modérateur : **Jim Hoagland**, Associate Editor, Chief Foreign Correspondent of the *Washington Post*

11h15 – 11h30 **Pause-café**

11h30 – 12h30 **Session plénière 9**

« L'Afrique »

Intervenants : **Lionel Zinsou**, président de PAI Partners
Jean-Michel Severino, Gérant de *Investisseur et Partenaire*, membre de l'Académie française des technologies
Modérateur : **Christopher Dickey**, *Newsweek Magazine*

12h30 – 13h30 **Déjeuner-débat**

« Leçons de l'expérience du rapprochement polono-russe »

Anatoly Torkunov, Recteur de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou
Adam Daniel Rotfeld, ancien Ministre des Affaires étrangères de Pologne, co-président du *Polish-Russian Group on Difficult Matters*

14h45 – 15h45 **Session plénière 10**

« Moyen Orient »

Intervenant : **Ehud Barak**, ancien Premier ministre ; vice-Premier ministre et Ministre de la Défense israélien
Modérateur : **Steven Erlanger**, Directeur du bureau de Paris du *New York Times*

16h00 – 18h00 **Session plénière 11**

« Débat général »

Intervenants : **Hubert Védrine**, ancien Ministre français des Affaires étrangères
Igor Ivanov, ancien Ministre russe des Affaires étrangères
Joschka Fischer, ancien Ministre allemand des Affaires étrangères
Robert Badinter, ancien Garde des Sceaux, Ministre français de la Justice, ancien président du Conseil constitutionnel français
Modérateur : **Dominique Moïsi**, conseiller spécial à l'Ifri

18h00 – 18h15 **Conclusions**

20h30 **Dîner de clôture**

Thierry de Montbrial

Fondateur et président de la WPC

La mondialisation implique une interdépendance croissante, ce qui entraîne une complexité grandissante. Cette complexité produit de l'incertitude. Par essence, la complexité signifie que de toutes petites causes peuvent avoir des répercussions immenses sur la totalité d'un système. Or ces répercussions sont fondamentalement de nature imprévisible. (…) l'éclatement de la bulle spéculative financière a été fondamentalement imprévisible, eu égard aux circonstances particulières qui l'ont provoqué. L'éclatement de bulles spéculatives financières peut entraîner des situations critiques, telle que celle qui touche actuellement l'Union européenne dans son ensemble. Si l'Union européenne devait entamer un processus de désagrégation, le monde entier pourrait être gravement déstabilisé à son tour.(…) du fait de cette incertitude croissante, la gouvernance est d'une importance capitale. Sans gouvernance, le système hautement interdépendant qui est le nôtre risque de se désintégrer. (…) J'aimerais qu'à un moment opportun nous puissions rédiger une déclaration des valeurs universelles.

Accès à l'intégralité
du discours en vidéo

Heinz Fischer

Président de la République d'Autriche

Il existe, à mon sens, deux enjeux fondamentaux dans notre programme mondial : le premier est lié au besoin de développer notre cadre institutionnel et nos processus de prise de décision et de mise en œuvre à tous les niveaux ; le second concerne la nouvelle dimension sociétale de notre réponse aux défis.(…)Le secteur privé a compris la signification profonde et « infrastructurelle » des questions internationales et est devenu aujourd'hui un véritable partenaire en la matière.(…)Comment élaborer un processus coordonné et complémentaire de gouvernance mondiale face à une telle pléthore d'acteurs, d'intérêts, de visions et de pouvoirs ?(…) La gestion industrielle moderne nous a fourni un modèle utile (…) Je fais ici référence au concept de « gestion par objectifs » élaboré pour la gestion des entreprises : un grand nombre d'acteurs distincts partagent les mêmes objectifs et aident à les atteindre par le biais de cadres normatifs et de responsabilités opérationnelles différentes. (…)Les institutions privées sont devenues des autorités de poids en matière de politique économique.(…)Le rétablissement de la primauté de la politique est un défi majeur, et nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas saisir l'occasion qui se présente à nous de le faire. À la fin de 2008, le G20 a lancé une initiative ambitieuse visant à réglementer de nouveau les marchés financiers.

Accès à l'intégralité
du discours en vidéo

Abdullah Gül

Président de la République de Turquie, Hôte d'honneur de la 4e édition de la WPC

Le Printemps arabe, la crise de la dette souveraine en Europe, des tensions alarmantes entre l'Iran et d'autres pays, (…) enfin, la contamination nucléaire au Japon. Tous ces facteurs pourraient potentiellement faire basculer le système international d'un état d'« équilibre imparfait » à un état de « parfait déséquilibre ». En conséquence, nous devons être extrêmement vigilants quant à la gouvernance mondiale de ces problèmes.(…)aucune puissance à elle seule ne peut relever tous ces défis. Il est donc nécessaire de mettre en place un multilatéralisme réellement efficace, avec la participation des puissances émergentes. (…) si nous voulons un système international durable, nous devons également penser à créer de nouveaux projets de coopération pour sortir des milliards d'individus de la pauvreté. Nous devons garder à l'esprit que le développement et la sécurité sont directement liés et se renforcent mutuellement.(…)Les démocraties émergentes de la région du Moyen-Orient-Afrique du Nord interrogent l'expérience démocratique turque et son organisation institutionnelle. Pour elles, la Turquie est une source d'inspiration.(…)Les partis politiques qui décrivent l'immigration comme la cause principale d'insécurité, de chômage, de criminalité, de pauvreté et de problèmes sociaux enregistrent des hausses de popularité électorale. En conséquence, nous sommes très préoccupés par la montée de tendances xénophobes et islamophobes.

Accès à l'intégralité du discours en vidéo

SESSIONS PLÉNIÈRES

MODÉRATEUR :
Thierry de Montbrial
Président et fondateur de la WPC

La BCE et la viabilité de l'Euro

Peter Praet
Membre du directoire de la BCE

A la BCE, nous prenons nos responsabilités. La politique monétaire au sein de la zone euro restera dans le cadre fixé par notre mandat, qui est de maintenir la stabilité des prix à moyen terme. Grâce aux mesures prises par la BCE, le Conseil des Gouverneurs a affiche un bilan remarquable depuis 13 ans en termes de stabilité des prix et d'ancrage des anticipations d'inflation. Dans le contexte d'une économie mondiale caractérisée par de grandes incertitudes, la BCE continuera à représenter un point d'ancrage de la confiance et de la stabilité. Telle est notre contribution majeure à la promotion d'une croissance durable, de la création d'emploi et de la stabilité financière dans l'ensemble de la zone euro.

MODÉRATEUR :
Volker Perthes
Président et directeur de *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*

Printemps arabe et gouvernance mondiale

Amr Moussa
ancien Secrétaire général de la Ligue des États arabes, candidat aux élections présidentielles d'Égypte

Je prédis que le prochain Parlement sera un lieu de débats réels et sérieux entre les différents courants politiques et idéologiques, ce qui n'a pas été le cas depuis 60 ans. À mon avis, il s'agit d'un point positif car il en résultera soit des consensus soit des discussions sérieuses. Les décisions prises ne refléteront pas seulement le point de vue de la majorité parlementaire mais aussi l'état d'esprit du pays. Or le sentiment qui prévaut dans notre pays est que l'Égypte devra jouer son rôle en tant que membre de la communauté internationale du 21e siècle. (...) Nous voulons aller de l'avant ensemble en interagissant davantage avec le monde plus interconnecté et où il fait bon vivre.

SAR Turki al-Faisal
Président du Centre du Roi Faisal pour la Recherche et les Études islamiques

(...) Le roi Abdallah a décrété l'élargissement de notre système électoral pour qu'il inclue les femmes, non seulement par le droit de vote, mais aussi par le droit d'être représentées en tant que telles. (...) Tous les changements en cours au sein du Royaume relèvent d'un programme de réformes horizontales et verticales. En effet, pour relever les défis du développement, des droits de l'homme et de toutes les aspirations que partagent l'humanité, l'approche adoptée par le Royaume (...) est celle de la réforme. À nos yeux, celle-ci n'est plus une simple option mais est devenue un véritable impératif. Pour nous, être capables de relever les défis de la justice sociale, de la prospérité et de l'égalité des chances pour tous est une chance mais aussi un défi.

Edward Djerejian
Président fondateur de James A. Baker III Institute for Public Policy ;
ancien Ambassadeur américain en Syrie

Face au « réveil arabe », les États-Unis ont adopté une politique étrangère différenciée qui s'inspire de deux principes fondamentaux : d'une part, de l'adhésion aux valeurs américaines telles que la liberté, la démocratie et les droits de l'homme ; d'autre part, de la défense des intérêts des États-Unis en matière de sécurité nationale dans la région du Grand Moyen Orient. Ainsi, du point de vue de la portée historique du réveil arabe, les États-Unis s'identifient avec la quête de liberté individuelle, d'égalité des chances et, plus largement, de participation plus active à la vie politique. Mais dans l'immédiat, à court terme, les États-Unis doivent aussi défendre leurs intérêts en matière de sécurité nationale dans chaque pays concerné et au cas par cas.

Christophe de Margerie
PDG de Total

Comme j'aime bien utiliser de temps en temps des formes en termes de mots, mais qui restent, il faut rester relativement neutre puisque nous ne sommes quand même pas en tant que société citoyens de tous ces pays en même temps. Mais, c'est une neutralité que j'appellerais d'engagés et voire plus engagés que neutres. Parce qu'en même temps, on ne peut pas laisser faire des choses quand on sait qu'elles peuvent éventuellement être faites un peu mieux. Personne n'a forcément raison, mais à nouveau en tant qu'acteur et acteur dans tous ces pays, on a notre mot à dire. Mais il faut aussi écouter et puis après, tâcher de trouver ensemble, avec les politiques, la meilleure solution possible.

Catastrophes majeures et gouvernance mondiale

MODÉRATEUR :
Jim Hoagland
Associate Editor, Chief Foreign Correspondent of the *Washington Post*

Yukiya Amano
Directeur général de l'AIEA

Il est de la responsabilité de chaque pays d'assurer le niveau le plus élevé possible de sûreté nucléaire. Le rôle de l'AIEA est de les aider. À cet égard, chaque pays étant différent, il est nécessaire de tenir compte des spécificités nationales. Dès le lendemain de l'accident de Fukushima Daiichi, l'AIEA a voulu se positionner au centre du dispositif de réponse de la communauté internationale. (...) Je me suis rendu au Japon juste après l'accident pour visiter le site de Fukushima Daiichi. Nous avons convoqué une réunion interministérielle au terme de laquelle nous avons adopté un plan d'action dont la mise en œuvre est désormais la priorité. En effet, ce sont les actes qui comptent et non pas les paroles. La responsabilité en incombe à chaque pays, certes, mais cela exige une réponse internationale et l'AIEA est maintenant prête à assumer cette responsabilité.

Scott Charney
Vice-président de *Turstworthy Computing* de Microsoft

Je pense qu'il est de la plus haute importance que les gens commencent à se rendre compte de manière beaucoup plus concrète que nous vivons désormais dans un monde interconnecté du fait de l'Internet. L'Internet développe le tissu social. Lorsque les premiers ordinateurs individuels ont été commercialisés, on pensait mettre un ordinateur sur chaque bureau, chez soi comme au travail. Cependant, le micro-ordinateur est né avant tout sous la pression de la quête de gains de productivité par les entreprises. De nos jours, les gens utilisent les nouvelles technologies de l'information et de la communication (les NTIC) tout le temps, bien sûr, et pour tous les aspects de leur vie, comme en témoigne la contribution des NTIC au printemps arabe. En conséquence, nous nous sommes débarrassés de certaines structures sociales qui pourtant assureraient notre capacité à soutenir l'activité humaine normale même en l'absence de machines.

MODÉRATEUR :
Bruno Lafont
PDG du Groupe Lafarge

Responsabilité sociale des entreprises et gouvernance mondiale

Mary Robinson
ancienne Présidente d'Irlande,
Présidente de la Fondation Mary Robinson

Nous disposons désormais de normes juridiques « douces » (non contraignantes) qui fondent les débuts d'une gouvernance mondiale dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises. Je pense que le défi principal auquel nous serons confrontés sera de transformer les progrès réalisés depuis une décennie en de nouvelles initiatives qui exerceront une pression suffisante sur les gouvernements et les marchés pour que le respect des droits de l'homme soit intégré dans la vie normale du monde des affaires à travers la planète. À l'évidence, nous sommes encore aux tout débuts du processus de prise en compte du rôle et de la responsabilité du secteur privé en matière de respect des droits de l'homme. L'essentiel du travail qui nous attend concernera l'application des nouveaux principes adoptés par la communauté internationale compte tenu de l'ampleur des défis propres à certains secteurs industriels dans des contextes opérationnels spécifiques.

Narayana Murthy
Président et Fondateur de *Infosys Technologies Limited*

Je pense que tant que les entreprises auront le souci de se faire respecter par chaque partie prenante, elles seront amenées automatiquement à se servir de la responsabilité sociale des entreprises pour ajouter de la valeur sociétale. Il est important d'ajouter de la valeur sociétale tout simplement parce que les clients, les salariés, les distributeurs, les politiques, les bureaucrates et les fonctionnaires font partie de la société. Par conséquent, si une entreprise veut faire preuve de longévité, si elle désire poursuivre ses activités pendant longtemps et si elle veut ajouter de la valeur actionnariale, alors, il est très important qu'elle vive en harmonie avec la société. D'où ma conviction que la responsabilité sociale des entreprises prend une importance extrême.

Bruno Lafont
PDG du groupe Lafarge

La nouveauté en matière de RSE, c'est que ce concept est de plus en plus perçu, non seulement comme une condition de survie des entreprises, ou comme un permis d'opérer, mais aussi comme un puissant levier permettant de rendre la création de valeur durable sur le long terme. En d'autres termes, le statut de la RSE a évolué : il est passé de celui de fonction périphérique, et parfois controversée, de l'entreprise à celui d'une fonction plus stratégique et bien acceptée. (...) À cet égard, dans un univers mondialisé, la taille et l'influence des grandes entreprises sont d'une importance primordiale. Étant à la fois mondiales et locales, les grandes entreprises sont capables de promouvoir la RSE partout où elles opèrent. Certes, leur statut d'entreprise « multilocale » irrite parfois les États parce qu'il limite leur souveraineté. Mais il permet aussi aux entreprises d'ajouter fort utilement leurs efforts à ceux de l'État en matière de gestion des biens publics et de redistribution de la valeur créée par la mondialisation.

MODÉRATEUR :
Kemal Dervis
Vice-président du département Économie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci ; ancien Ministre des Affaires économiques de Turquie

SESSION 5 • Samedi 10 décembre • 10h45 – 12h15

L'avenir du G8 et du G20 :
défis et perspectives pour les systèmes économiques et financiers

Jacob A. Frenkel
Président de JPMorgan Chase International,
ancien Gouverneur de la Banque d'Israël

Le système économique mondial se trouve face à des défis majeurs. Le plus urgent à l'heure actuelle est celui de la crise du système de l'euro. (...) Pour mettre durablement fin à la crise de l'euro, il faudrait une harmonisation beaucoup plus poussée des politiques budgétaires et un respect beaucoup plus strict des règles budgétaires. Pour réussir durablement sur le plan économique, les pays membres de la zone euro devront prendre des mesures de réforme structurelle qui les aideront à réaliser des gains de productivité et des taux de croissance durable plus élevés. (...) Les États-Unis vont connaître une modeste reprise et semblent avoir réussi à éviter la double récession tant redoutée. Par ailleurs, tirée par les économies chinoise et indienne, l'Asie continuera à réaliser des taux de croissance très rapides et l'Amérique Latine, jadis une source de tourmente économique, devient une source de stabilité et de croissance. Bref, les perspectives économiques paraissent meilleures lorsqu'elles sont vues à travers le prisme de l'économie mondiale qu'à travers celui de la seule économie européenne.

Il Sakong
Envoyé du Président de la République de Corée

En cette ère de mondialisation poussée et d'interdépendance accrue, les efforts politiques concertés du monde entier sont les plus importants qui aient jamais été faits pour faire face à des crises majeures au niveau international ou régional. Un système de gouvernance approprié est absolument nécessaire au niveau mondial dans notre monde non-polaire ou G-Zero. Le monde, au moment du Sommet du G20 de Séoul, a été confronté à un risque sérieux de guerre monétaire mondiale. En fait, par sa capacité à éviter la débâcle monétaire qui menaçait, le G20 a montré au monde son potentiel de devenir un comité de pilotage mondial efficace. La crise européenne actuelle illustre bien l'importance d'avoir une gouvernance appropriée et une autorité dédiée au traitement de la crise. Il ne fait aucun doute que la crise aurait pu être gérée beaucoup plus tôt et elle serait restée localisée s'il y avait eu une structure de gouvernance solide.

Lourdes Aranda
Sherpa du Mexique pour le G20,
Secrétaire d'État mexicain aux Relations extérieures

Les priorités pour le Mexique seront : la stabilité économique, le commerce international, la régulation financière, la sécurité alimentaire, et la croissance verte.
Plus précisément, le Mexique cherchera à :

- Restaurer la stabilité économique pour relancer la croissance.
- Rejeter les mesures protectionnistes et explorer les moyens de renforcer le système commercial multilatéral et son organisation.
- Renforcer le rôle du FMI pour prévenir les crises futures et clarifier son rôle dans la crise actuelle.
- Promouvoir les questions de la croissance verte, par exemple par la création d'un Fonds vert et la mise en œuvre de programmes destinés à réduire à la fois la pauvreté et la déforestation.

MODÉRATEUR :
Thierry de Montbrial
Président et fondateur
de la WPC

SESSION 6 • Samedi 10 décembre • 14h45 – 15h30

Débriefing du Conseil européen

Jean-David Levitte
Conseiller diplomatique et
sherpa du Président Nicolas Sarkozy

Pendant cette longue nuit du 8 au 9 décembre, nous avons adopté comme règle du jeu cinq mots clés. Le premier, c'est la convergence de nos économies. Il n'y a pas d'avenir pour l'Euro s'il n'y a pas de convergence de nos économies. Le deuxième mot-clé, c'est la discipline. (...) il y a un moment où, s'il n'y a pas de discipline budgétaire, la dette s'accroît ; il faut revenir à des politiques saines. Le troisième mot, c'est la solidarité. Parce que s'il y a convergence et s'il y a discipline, alors il est normal qu'il y ait de la solidarité entre les membres du club des dix-sept pays de la zone Euro. Le quatrième mot, c'est le mot intégration. Parce que, précisément, convergence, discipline et solidarité, vont conduire les pays de la zone Euro vers une intégration toujours plus poussée. Le dernier mot, c'est le mot compétitivité. Parce que ce chemin que je viens de vous décrire va nous amener à être de plus en plus compétitifs avec l'adoption de réformes structurelles dont nous allons débattre au premier semestre 2012. (...) Non seulement nous sommes déterminés à sauver l'Euro, mais nous sommes déterminés à être l'un des ensembles les plus compétitifs du monde au 21e siècle.

MODÉRATEUR :
Charles Kupchan
professeur en relations internationales à l'université de Georgetown

L'Europe comme laboratoire de la gouvernance mondiale

Toomas Hendrik Ilves
Président de la République d'Estonie

Ma question est de savoir pendant combien de temps nous pourrons soutenir, ou voir notre Parlement soutenir, une solidarité pro-européenne dans un pays démocratique quand cela est contraire aux souhaits de l'électorat ? Je crains que nous ne puissions pas le faire pendant longtemps (...) Notre liberté d'action est donc limitée et je tiens à souligner que le premier gouvernement à tomber en raison de la crise était l'un des gouvernements les plus responsables d'Europe et, peut-être n'est-ce pas un hasard, un nouveau membre, la Slovaquie. La Slovaquie a décidé de faire ce qu'il fallait et, bien que plus pauvres que la Grèce, ils se sont engagés à ratifier le FESF, et le gouvernement est tombé. Ce fut la première victime politique de la crise en Europe et c'était un gouvernement qui avait fait tout ce que l'on pouvait attendre d'un bon gouvernement européen. Je pense que nous allons voir de plus en plus de problèmes de ce type.

S.S. Bartholomée 1er
Patriarcheœcuménique de Constantinople

L'Union européenne, et l'Europe dans son ensemble, sont indubitablement un laboratoire pour la gouvernance mondiale. Cependant, comme le montre l'histoire, ce n'est pas le seul. L'Europe, héritière de la chrétienté médiévale, vit peut-être une répétition du passé. Au Moyen Âge, l'idéal chrétien œcuménique de l'Ouest fut confronté à un défi similaire mais concurrentiel, à savoir l'Islam. Les croisades, l'épisode majeur de ce «choc des mondialisations», ont marqué une période tragique de l'histoire méditerranéenne.
Le modèle européen moderne de gouvernance mondiale peut aussi avoir à compter avec des paradigmes alternatifs issus des pôles mondiaux qui émergent actuellement. Basés sur d'anciennes et vénérables civilisations, ces pôles ont leur propre sagesse ancestrale en ce qui concerne l'organisation de grands espaces. Des conceptions divergentes de la gouvernance mondiale, qui naissent lorsque l'équilibre entre efficacité et légitimité est en jeu, pourraient affaiblir l'effort commun, avec de graves conséquences au niveau mondial.

Fu Ying
Vice-ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine

Comparer l'Europe à un « laboratoire de gouvernance » fait sens du point de vue de la gouvernance. L'Europe est le leader mondial en matière d'industrialisation, d'innovation, d'économie verte et dans de nombreux autres domaines. (...) L'expérience européenne du dernier demi-siècle est en grande partie réussie. Cependant, notre monde est fait de diversité. Beaucoup de choses comme la culture, les traditions ou le stade de développement, varient d'une région à l'autre. L'environnement de la Chine se trouve de l'autre côté du globe. Même si certains points de l'expérience européenne peuvent être utiles, ils ne peuvent pas être simplement transplantés. (...) Il y a de nombreuses discussions sur le fait de savoir si la Chine doit «sauver» l'Europe et comment. En réalité, l'Europe a besoin non d'un sauveur, mais d'un partenaire de coopération.

Kemal Dervis
Vice-président du département Économie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci ; ancien Ministre des Affaires économiques de Turquie

Je ne crois pas que l'Europe puisse sortir de la crise sans que les pays excédentaires du nord, notamment l'Allemagne, mais pas seulement celle-ci, acceptent aussi de faire un effort en réduisant leurs excédents très élevés. (...) Je pense que la réussite du processus d'intégration européenne passe par un développement de l'espace dévolu à la vie politique paneuropéenne. (...) Je ne pense pas que ce processus d'intégration (...) puisse réussir sans le renforcement de ce que je qualifierais de démocratie paneuropéenne. (...) Sans ce renforcement, l'écart entre les technocrates, les économistes et les leaders réunis en conférences au sommet ou en conseils, et la vie quotidienne des citoyens européens, sera trop important et deviendra l'obstacle principal au succès de l'Europe.

MODÉRATEUR :
Jim Hoagland
Associate Editor, Chief Foreign Correspondent of the *Washington Post*

Développement et sécurité

M. K. Narayanan
Ancien conseiller de sécurité nationale du Premier ministre de l'Inde ; Gouverneur du Bengale occidental

Les nouvelles menaces et les défis du 21e siècle vont probablement mettre à l'épreuve la flexibilité, l'ingéniosité et la capacité des gouvernements à travers le monde. La part de risque est vouée à augmenter à mesure que le siècle avancera. Comme ce fut évident dans le cas du «printemps arabe», les gouvernements montrent leur faiblesse quand il s'agit de prédire ou d'anticiper des événements et d'analyser des risques. Les États doivent se doter des moyens adéquats pour de telles éventualités afin d'être capables de faire face aux probables bouleversements du 21e siècle.Le monde devra aussi créer de nouvelles structures pour faire face aux nouvelles dimensions de la sécurité du 21e siècle. Cela devrait inclure une capacité de composer avec des acteurs non étatiques. En outre, il faut bien comprendre qu'aucune nation ne peut aujourd'hui espérer protéger ses intérêts par elle-même. Il faudra pour cela une coopération plus étroite et à plus grande échelle entre les pays et à travers les continents.

Yury Fedotov
Directeur général de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Bien qu'il existe de nombreux facteurs qui ont une incidence sur la sécurité et le développement, l'un des principaux défis est la criminalité transnationale organisée. En raison de leur caractère multidimensionnel, la criminalité transnationale et la drogue sont capables de nuire à la sécurité et d'entraver le développement. (...) Ces menaces sont la preuve qu'en ce qui concerne la drogue et la criminalité transnationale, aucun pays, aussi grand ou puissant qu'il soit, n'est capable de gérer ces problèmes de manière isolée. Nous devons accepter le fait que cette criminalité ne pourra être mise en échec que si la communauté internationale accepte le partage de la responsabilité pour ces questions transnationales. En outre, tandis que les drogues et la criminalité semblent souvent être de nature locale, nos solutions doivent être globales.

MODÉRATEUR :
Christopher Dickey
Newsweek Magazine

L'Afrique

Lionel Zinsou
président de PAI Partners

L'Afrique est encore considérée comme un continent de conflits, de maladies pandémiques, de faim etc. Il y a cinq ou six ans, j'aurais dit que cette perception négative était un problème majeur pour l'Afrique. Aujourd'hui, je pense que c'est un problème majeur pour l'Europe. Cela a totalement changé parce que, en tant qu'Africains, nous avons été perçus par les pays de l'OCDE comme une sorte de continent sans espoir pendant les années 1980 et 1990. Dans un sens, nous avions tendance à partager cette vision et à nous voir nous-mêmes à travers une sorte de point de vue biaisé européen ou américain. Ce n'est plus le cas. (...) L'Asie devient importante en Afrique. (...) La perception de l'Afrique par la Chine est totalement différente. Ce n'est pas du néo-colonialisme. C'est juste un pays regardant un continent d'un point de vue pragmatique et en aucune façon comme un héritage colonial. (...) Je dirais que nous sommes probablement le continent où l'État de droit progresse le plus et le plus rapidement.

Jean-Michel Severino
Gérant de *Investisseur et Partenaire*, membre de l'Académie française des technologies

2011 est la première année où le PIB des pays non-OCDE sera plus élevé que le PIB des pays de l'OCDE. Cela nous amène également à essayer de voir si nous pouvons trouver des moyens de sortir de la crise économique majeure à laquelle le monde de l'OCDE est confronté, par l'introduction de nouveaux partenaires dans le jeu. (...) L'Afrique va atteindre un minimum de 1,8 milliards d'habitants et probablement plus dans les 30 prochaines années. La deuxième nouvelle, c'est que la croissance a repris. Au cours de la dernière décennie, l'Afrique a connu un taux de croissance supérieur à 5% par an. Si on maintien cette tendance pendant les trois prochaines décennies, ce qui est bien sûr une hypothèse théorique, alors, à un moment entre 2040 et 2050, l'Afrique subsaharienne bénéficiera d'un PIB absolu du même ordre que celui de la Chine d'aujourd'hui. (...) Actuellement, l'Afrique est le continent le moins endetté du monde en raison du dividende démographique dont il bénéficie et qui va créer un moteur de croissance qui durera pendant 70 à 80 ans.

Moyen-Orient

MODÉRATEUR :
Steven Erlanger
Directeur du bureau de Paris du *New York Times*

Ehud Barak
ancien Premier ministre ; vice-Premier ministre et Ministre de la Défense israélien

Si nous pouvions miraculeusement nous retrouver avec des études secondaires obligatoires pour chaque jeune femme dans le monde musulman, cela changerait tout en une génération, (...) Je crois que ceux des dirigeants, dans le monde arabe, qui ont ouvert davantage leur société à la pluralité et aux droits des femmes se sont trouvés plus solides face à ce printemps arabe (...) Nous croyons fermement en deux États pour deux peuples : un Israël fort et indépendant avec ses préoccupations sécuritaires. (...) Il sera aux côtés d'un État palestinien démocratique, démilitarisé, mais vivant de façon à pouvoir réaliser les rêves et l'avenir du peuple palestinien. (...) Après 44 ans de règne sur ce que nous appelons la région de Judée-Samarie, l'ensemble des colonies n'en couvre même pas 2% de la superficie. Nous n'avons pas construit de nouvelles colonies. C'est seulement de la propagande. Nous ajoutons certaines unités à des colonies de peuplement déjà existantes. (...) Les Iraniens essaient de devenir une puissance nucléaire. C'est un défi au monde entier, car un Iran nucléaire va totalement changer le paysage du Moyen-Orient.

MODÉRATEUR :
Dominique Moïsi
conseiller spécial à l'Ifri

Débat général

Hubert Védrine
ancien Ministre français des Affaires étrangères

La suite de la grande affaire de la gouvernance dépend largement du fait de savoir si des alliances se constituent, si elles redécoupent le monde en systèmes hostiles ou si ça permet de le dépasser.(...) Je pense qu'il faut tout faire pour que les nouvelles formes de gouvernements auxquelles nous réfléchissons ne soient pas victimes des systèmes bipolaires ou schématiques qui ont paralysé les modes de gouvernance qui avaient été imaginés avant. Parce que, sur le papier, le système de 1945 était bon. Le système de l'ONU était bon. Le système du Conseil de Sécurité était bon. C'était un grand progrès par rapport à l'impuissance de la SDN. Mais, il y a des événements de la géopolitique réelle qui les ont paralysés par la suite. Il faut qu'on ait à l'esprit que nous participons à la réflexion sur le G20 de demain, le nouveau système européen, etc.

Igor Ivanov
ancien Ministre russe des Affaires étrangères

La Russie elle aussi vit de profondes réformes. Ce sont des réformes qui ont commencé il y a 20 ans avec la désintégration de l'Union soviétique, et nous avons eu beaucoup de discussions sur les réformes. (...) La nouvelle génération veut un changement réel et un véritable système démocratique. Si vous la comparez à l'Italie ou à la Grèce, elle n'a pas parlé de salaire ou d'âge de la retraite, mais de modernisation du pays et de renforcement du système démocratique. (...) Dans notre pays, les gens veulent une évolution et non une révolution. Nous avons eu des révolutions et en avons souffert. Nous voulons évoluer et que notre pays soit un pays moderne avec des institutions démocratiques fortes. (...) La Russie aura besoin d'être un acteur fort et d'avoir une économie moderne. C'est pourquoi nous avons proclamé la modernisation de notre économie et l'instauration d'un système démocratique solide à l'intérieur du pays et nous souhaitons parler le même langage avec d'autres acteurs internationaux.

Joschka Fischer
ancien Ministre allemand des Affaires étrangères

Au 21e siècle, le fait marquant sera la montée des nouvelles puissances ou, plus encore, le désir des gens de sortir de la pauvreté et d'atteindre le même niveau de vie que celui auquel nous sommes habitués en Occident. (...) Une nouvelle révolution industrielle, dite révolution verte, va transformer, de concert avec la mutation du système politique mondial, le 21e siècle, et je pense que c'est un développement extrêmement important et positif. Nous parlons de redistribution du pouvoir quand nous regardons le système international et le glissement de l'Ouest vers l'Est. L'Occident a perdu son monopole. Est-ce si terrible? (...) C'est positif parce que c'est une conséquence de la mondialisation (...). Cela définira l'avenir. Sera-ce sans contradictions ? Certainement non. Y aura-t-il conflits? Oui. Cependant, je pense que l'élément principal sera la coopération, car avec 7 milliards de personnes, la nouvelle communication et les défis communs, la coopération, qui est également basée sur la compétition, sera un facteur important.

Robert Badinter
ancien Garde des Sceaux, Ministre français de la Justice, ancien président du Conseil constitutionnel français

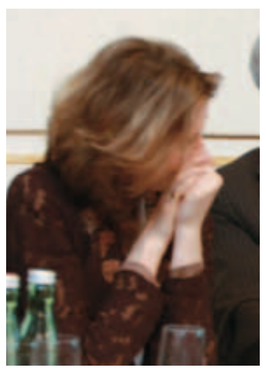
La Cour pénale internationale dépend en définitive des États. Parce qu'elle n'a pas de force autonome. Il n'y a pas de police judiciaire internationale qui soit le bras armé du procureur. Elle dépend entièrement, pour la conduite de ses instructions, des moyens qu'on met à sa disposition, parce qu'elle a un budget et que ce budget lui est nécessaire pour réaliser ses objectifs. Dans les périodes que nous connaissons, il n'est pas si aisé d'obtenir ces ressources, mais c'est indispensable. (...) Une justice pénale internationale pour être totalement crédible se doit d'être universelle. C'est-à-dire que c'est en fonction de la gravité des crimes commis que les poursuites doivent intervenir et non pas selon l'intérêt politique des États membres. Il y a encore trop d'États qui, grâce au Conseil de sécurité, bénéficient d'une immunité absolue.

ATELIERS PARALLÈLES

1. Énergie et environnement

William Ramsay
conseiller du Centre Énergie de l'Ifri

Nous avons un objectif de politique publique collective qui est de fournir une énergie abondante, accessible, sure et propre à la majorité de la population du monde, qui en bénéficie maintenant. (...) De combien de pays avez-vous besoin autour de la table pour résoudre le problème ? Combien de pays sont requis pour prendre les types de décisions que vous pourrez ensuite mettre en œuvre plus globalement ? (...) Les décideurs politiques de l'énergie sont pleinement conscients de ce que les options politiques sont et de ce que les réalisations pourraient être. Ils comprennent les technologies. (...) Quand vous regardez autour de vous, vous avez l'impression que ce n'est pas vraiment la politique qui conduit les marchés, mais que ce sont les circonstances. Il est des choses qui se passent en dehors du contrôle des politiciens. (...) Nous ne sommes pas à une époque de grand courage politique. Il y a trop d'élections. L'économie dans le monde entier est trop précaire et ce n'est pas un moment où les politiciens prennent des décisions difficiles.



Manoëlle Lepoutre
Vice-président Exécutif du Développement durable et de l'Environnement de Total

La mission principale d'une société d'énergie comme Total est de produire, transformer et rendre abordable et accessible l'énergie à la population (...) Cependant, nous voulons le faire en ayant une meilleure compréhension de l'impact que nous avons sur elle et sur l'environnement et en intégrant mieux tous les défis. (...) Notre première priorité est de gérer les risques associés à nos opérations, afin d'éviter tout accident majeur, et nous ne cessons de progresser dans ce domaine. (...) La deuxième priorité est d'identifier et d'ajuster l'impact environnemental et sanitaire de nos opérations. (...) Chaque fois que nous commençons un projet nous faisons ce que nous appelons un état des lieux environnemental, ce qui veut dire que nous impliquons des partenaires académiques et scientifiques dans l'évaluation, par exemple, de la biodiversité et de la fragilité autour de notre future installation. (...) En ce qui concerne le CO_2 nous pensons qu'il y a un besoin absolu de règles mondiales.

Paal Frisvold
Président du conseil d'administration de *Bellona Europa asbl*

Le fait est qu'il est nécessaire de réduire les émissions, nous le savons, mais nous savons également que 80% de l'énergie utilisée dans le monde est basée sur les combustibles fossiles et que la demande mondiale d'énergie augmente rapidement et considérablement, et qu'il y a près des deux tiers de la population mondiale qui n'a pas un accès adéquat à l'énergie. Il y a un milliard de personnes dans le monde qui ne disposent pas d'énergie et la question est de savoir ce que nous allons faire à ce sujet. Comment pouvons-nous permettre à tous les gens qui n'ont pas accès à l'énergie de sortir de la pauvreté et nous permettre en même temps de réduire les émissions de gaz à effet de serre ?

Kristina Rüter
Directeur de recherche à *Oekom research AG*

Les principaux défis dans l'industrie pétrolière et gazière comprennent la protection du climat et le passage progressif à des sources d'énergie non fossiles et pauvres en carbone, la minimisation des risques environnementaux et de l'impact de ses opérations, la sécurité des travailleurs et la prévention des accidents, la préservation des droits de l'homme et des moyens de subsistance, la transparence sur les paiements aux gouvernements et la lutte contre la corruption. En plus de la notation des entreprises, l'Oekom crible un large éventail de critères d'exclusion spécifiques aux clients, couvrant certains domaines d'affaires et des pratiques commerciales douteuses. Il y a toute une liste de compagnies qui avaient eu une note financière positive mais une note de l'Oekom négative en raison de leurs performances environnementale, sociale et de gouvernance au moment où le prix de leurs actions s'est effondré, ce qui montre que l'analyse de viabilité permet de minimiser les risques d'investissement.

ATELIER 2 • Samedi 10 décembre • 17h30 – 19h30 - MODÉRATEUR : **Mostafa Terrab**

2. Sécurité alimentaire

Mostafa Terrab
PDG du Groupe OCP

Louise Fresco
Professeur à l'université d'Amsterdam

Il faut promouvoir l'innovation sérieuse. Tout ce qui a si bien fonctionné depuis les années 1960 (les aliments d'origine végétale, la qualité de l'eau, le système de crédit et le développement des infrastructures) doit être réinventé d'une manière ou d'une autre. Certes, la Révolution Verte nous a permis d'accomplir beaucoup de choses, mais nous avons aussi constaté que son impact tend à diminuer. Il nous faut donc trouver de nouvelles méthodes de production alimentaire durable. (...) Nous pourrions mieux exploiter les effets positifs de la volatilité des prix des produits alimentaires pour diriger les investissements vers l'agriculture, transformant ainsi une tragédie en occasion à saisir pour régler le problème de l'équilibrage ou du rééquilibrage naturel du marché, en produisant davantage de nourriture dès lors que les prix des produits alimentaires indiquent l'existence d'une pénurie.

Yashwant Thorat
PDG du Rajiv Gandhi Trust

Une des choses qui est tout à fait claire maintenant, c'est que les prix alimentaires, à la fois élevés et volatils, vont probablement continuer d'avoir des répercussions. (...) L'impact des variations des prix mondiaux sur les ménages n'est pas général, ils est très fortement dépendant du contexte, et l'impact de la hausse des prix alimentaires dépend du produit, des politiques nationales qui modulent les prix entre les marchés mondiaux et les marchés intérieurs, des spécificités démographiques et des particularités de la production. (...) La volatilité des prix fragilise de plus en plus les petits agriculteurs. Les prix élevés aggravent la sécurité alimentaire à court terme, mais sur le long terme, ils favorisent les investissements dans l'agriculture et conduisent à une meilleure sécurité alimentaire, parce que les pays estiment qu'ils doivent investir et augmenter la productivité.

Qu Xing
Président du CIIS

Les mesures prises par les gouvernements chinois : d'abord, l'intensification de la surveillance de la qualité et la salubrité des produits agricoles, en second lieu, l'établissement et la mise en œuvre rigoureuse de systèmes d'accès au marché pour assurer la qualité et la sécurité alimentaire, troisièmement, l'intensification des contrôles de l'État par l'analyse de la qualité d'échantillon d'aliments, quatrièmement, l'intensification de la remise aux normes des ateliers alimentaires, cinquièmement, le développement du système de responsabilité pour le contrôle régional de la salubrité des aliments, et sixièmement, la mise en place d'une surveillance du circuit alimentaire. Le septième point est l'intensification de la supervision de la sécurité alimentaire dans le secteur de la restauration, le huitième est l'amélioration de la qualité et de la sécurité globales des aliments, le neuvième, est l'accélération de la mise en place d'un système d'alertes aux risques et de réponses d'urgence, le dixième est la création et l'amélioration d'un système de rappel des produits alimentaires, et le onzième est l'amélioration du système de gestion globale de la salubrité des aliments.

Jean-Yves Carfantan
Senior Consultant, AgroBrasconsult

La sécurité alimentaire prétend garder à l'esprit deux points principaux, tout d'abord que la plupart des sols pour nourrir la population se trouve dans des régions tropicales humides, en particulier en Afrique, et ces sols n'ont pas le même comportement que les sols d'Europe, où vous ne pouvez pas appliquer les mêmes techniques sans détruire le sol. On peut ajouter beaucoup de phosphore aux sols africains sans les détruire. Toutefois, le principal problème ne se situe pas là. Le deuxième point est, comme l'a souligné le Brésil, de bénéficier de plus d'investissements dans l'éducation, la recherche et l'innovation, et bien sûr de communiquer les résultats aux agriculteurs dans les plus brefs délais, mais pas tant que les ingénieurs sont en train de travailler, ce qui signifie qu'il ne faut pas considérer les sols seulement comme des tubes à essai. Enfin, je voudrais simplement dire que les OGM couvrent un peu moins de 10% des terres cultivées aujourd'hui, et même s'ils sont interdits en France et dans d'autres pays, c'est un réel progrès scientifique.

3. Santé

Jérôme Contamine
Vice-président Exécutif, Directeur financier et membre du Comité Exécutif de Sanofi-Aventis

La santé est évidemment l'une des principales préoccupations dans le cadre de la responsabilité sociale et de la gouvernance, et on devrait lui accorder plus d'importance qu'on ne l'a probablement fait par le passé. (...) Cela est lié à l'augmentation de la richesse générale et aux capacités des pays développés qui ont commencé à faire progresser le monde développé dans de nombreux domaines et qui permettent d'offrir à leurs populations un état de santé auquel ils n'avaient pas accès il y a 10 ou 15 ans. (...) Depuis les 15 dernières années, en plus de l'action des organismes internationaux comme l'OMS, il y a un nombre croissant de fondations privées qui jouent un rôle important dans l'aide au développement de la prévention, telles que la Fondation Bill Gates et l'Alliance GAVI. (...) Il est clair qu'il y a encore un fossé énorme entre ce que pourrait être un niveau raisonnable et acceptable de santé pour la population mondiale et la situation actuelle. (...) il y a encore énormément de besoins médicaux non satisfaits dans le monde.

Petra Laux
Directrice des Affaires Extérieures et Gouvernementales pour Novartis

La santé sera toujours une question nationale, mais on peut faire plus. À première vue, il semblerait séduisant de donner davantage de pouvoirs à l'OMS, mais les systèmes de santé publique varient énormément dans le monde, de sorte qu'un système de gouvernance mondial très centralisé ne serait probablement pas une bonne chose. Y a-t-il une autre solution? (...) Tout d'abord, on pourrait introduire la notion de citoyenneté mondiale pour la santé. (...) Deuxièmement, les organes de gouvernance mondiale pourraient définir des normes mondiales de santé concernant les pratiques et la déontologie. La troisième recommandation est d'avoir une approche intégrée impliquant toutes les parties prenantes, y compris la population défavorisée. (...) En Europe, les droits des patients et l'accès aux soins de santé sont codifiés. (...) L'engagement de tous les acteurs sur un indicateur de santé pour la population mondiale pourrait être un bon moyen de progresser sur les questions de santé.

Steve Howard
Secrétaire Général fondateur de
The Global Foundation

Traditionnellement, la santé semble avoir été gérée beaucoup plus par des organismes gouvernementaux ou intergouvernementaux mais une nouvelle mutation, depuis 10 ans, qui a amené des alliances de célébrités comme Gates et Buffet, et d'autres, à s'y investir, est assez spectaculaire. (...) La question que je voudrais poser est celle des objectifs. Il est très difficile de comprendre ce que sont les objectifs mondiaux dans le domaine de la santé, et qui les détermine. Que sommes-nous en train d'essayer de faire et qui en décide ? Il y a bien sûr les objectifs de développement du Millénaire, mais comment cela s'insère-t-il dans le cadre plus large de la sécurité humaine et de la prise de décision internationale ? (...) La seconde question est « comment peut-on mesurer les progrès dans ces domaines ? ». (...) Si nous mettons trop la santé dans sa coquille, cela découragera tous ceux qui ne sont pas vraiment dans ce secteur. Je suis très intéressé par l'idée de sécurité humaine et par celle que la santé devrait faire partie d'un programme de sécurité humaine. (...) La santé devrait être mise au programme du G20 et en être une partie intégrante.

ATELIER 4 • Samedi 10 décembre • 17h30 – 19h30 - MODÉRATEUR : **Stewart Patrick**

4. Gouvernance mondiale et état des lieux

Stewart Patrick
Senior fellow et Directeur du programme sur les institutions internationales et la gouvernance mondiale, Conseil des Relations étrangères (CFR)

Il est évident que la gouvernance au niveau mondial est plus compliquée dans un système d'États souverains dépourvus d'autorité politique complète. Nous constatons souvent des modes de coopération intergouvernementale horizontaux visant à négocier des normes et des règles de comportement nouvelles. Celles-ci sont ensuite insérées dans des institutions censées fournir des biens publics et réduire l'impact des maux publics. En réalité, cependant, la plupart des organisations internationales et des dispositifs de coopération internationale n'ont pas le pouvoir de faire respecter les décisions collectives. La plupart d'entre nous rechignons à vouloir l'instauration d'un gouvernement mondial. Or en son absence la gouvernance se réduit à un mélange d'arrangements institutionnels hétérogènes.

Sean Cleary
Président de *Strategic Concepts (Pty) Ltd*

Une première issue possible à la crise serait que nous allions dans le mur d'une manière beaucoup plus catastrophique, probablement à la suite d'une combinaison de troubles financiers et sociaux (...) Une autre issue à la crise serait que nous adoptions une attitude plus humble, c'est-à-dire que nous cessions de nous imaginer que nous avons les réponses à toutes les questions qui se posent et que nous pouvons continuer d'agir comme si de rien n'était. Cette attitude nouvelle implique que nous sachions jauger à leur juste importance les situations auxquelles nous sommes confrontées, que nous apprenions à penser de manière interdisciplinaire et que nous devenions plus respectueux des différences entre les valeurs et les systèmes normatifs des autres grands acteurs du monde, en leur donnant l'occasion de contribuer utilement au débat et en les encourageant à participer de manière responsable à l'élaboration d'un système mondial plus inclusif et durable.

Bruno Lafont
PDG du Groupe Lafarge

La mondialisation, ce qui signifie l'approche mondiale des défis, se heurte toujours à des différences culturelles (...); nous opérons dans beaucoup de pays différents, et nous voyons qu'il y a des limites à l'approche de la façon dont nous devrions aborder la gouvernance mondiale avec des cultures différentes (...). Sur le fait de choisir entre des solutions globales ou locales, l'idée que nous pouvons résoudre des problèmes uniquement par des accords ou traités internationaux est fausse en ce qui concerne certains défis, et je citerai l'exemple du changement climatique. Pour moi, Copenhague n'a pas été un échec, ce fut un grand succès, car la seule chose à laquelle nous pouvions aboutir, c'était la prise de conscience, et la prise de conscience, c'est quand une entreprise comprend sa responsabilité dans son empreinte environnementale. Maintenant tout le monde comprend ce qu'est le risque pour la planète et ce qu'il faudrait faire, et ce que je vois, après Copenhague, c'est que presque tous nos pays ont pris des mesures et ont agi, même les États-Unis.

DÉJEUNERS & DÎNERS DÉBATS

Accès à l'intégralité du débat en vidéo

Herbert Stepic
PDG de *Raiffeisen Bank International*

L'enjeu actuel n'est pas de savoir s'il faut maintenir ou abandonner le projet de l'euro, mais d'éviter les conséquences économiques douloureuses des faillites souveraines.(...)Morgan Stanley estime que le marché bancaire européen va se désendetter de 1,5 à 2,5 billions d'euros sur les 18 mois à venir. Cela aura un effet à long terme important sur le développement économique de l'Europe. La crise ne se résoudra pas par des augmentations hâtives des ratios de fonds propres, car ce qui constitue le cœur du problème c'est la méfiance des marchés face à la solvabilité de la dette publique. Le problème clé est celui de la liquidité, suivi en seconde position seulement par celui des fonds propres. (...) outre le processus indispensable d'assainissement budgétaire, nous devons nous concentrer sur des programmes stratégiques de croissance. Cela ne se fera qu'au travers de la solidarité. Sans quoi nous serons confrontés à des troubles sociaux sans précédent. Car il s'agit en fait du problème de la redistribution de la richesse. La solidarité paneuropéenne et, dans un second temps, une intégration européenne accrue sont les seuls moyens d'éviter une situation « perdant-perdant » et même d'atteindre une situation « gagnant-gagnant », pour permettre à toutes les parties prenantes de sortir de la crise actuelle.

DÉJEUNER DÉBAT • Samedi 10 décembre • 12h30 – 14h30

Accès à l'intégralité du débat en vidéo

Kishore Mahbubani
doyen et professeur en politique publique
au *Lee Kuan Yew School of Public Policy*
at the National University of Singapore

Nous n'avons jamais été aussi pessimistes qu'aujourd'hui. (...) Parce que nous essayons de gérer trois moments historiques importants en même temps. 1 - 7 milliards de personnes vivent sur le même bateau, dans 193 cabines séparées. (...) Nous n'avons pas de capitaine pour mener le bateau mondial dans son ensemble. 2 - Nous avons aussi à gérer le plus grand changement de pouvoir de l'histoire humaine : la fin de l'ère de la domination occidentale (et) le retour de l'Asie. 3 - Comme nous nous dirigeons vers toujours plus de transparence, notre capacité à construire des mythes autour de grands leaders est en voie de disparition. (...) Je suis optimiste parce que je dirais que le monde est maintenant d'accord sur trois nouveaux consensus mondiaux. (...) Le premier : le consensus de modernisation (qui) explique pourquoi des milliards de personnes partout dans le monde, notamment en Asie, sont sortis de la pauvreté. (...) Le second est le consensus de la paix. (...) C'est la lumière qui brille en provenance de l'Europe. Le troisième est ce que j'appelle le consensus du village planétaire. C'est pourquoi je dis que les 20 prochaines années seront les 20 meilleures années que le monde aura jamais connues.

Leçons de l'expérience du rapprochement polono-russe

Anatoly Torkunov
Recteur de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou

Adam Daniel Rotfeld
ancien Ministre des Affaires étrangères de Pologne, co-président du *Polish-Russian Group on Difficult Matters*

La Russie et la Pologne sont des pays dont l'histoire et la mythologie historique se recouvrent. (...) Nos pays insistent toujours sur la moralité de leur politique étrangère. Ce mélange de terre perdue, de rupture eurasienne et d'héritage Sarmate a dominé la politique étrangère de la Russie et de la Pologne et la perception qu'elles avaient d'elles-mêmes, pendant des siècles. Le plus grand problème de la décennie précédente a été l'absence de nouvelle politique étrangère dans les deux sociétés, ce qui a conduit à la renaissance de tous ces mythes et à l'émergence du phénomène particulier de politique historique, ou même de politique étrangère fondée sur l'histoire. Il s'agit d'un non-sens complet dans le jeu contemporain. Lorsque notre groupe a été mis en place, notre tâche a consisté à soustraire l'histoire à la politique et à la remettre entre les mains des historiens. (...) Nous avons décidé de sélectionner les chapitres les plus douloureux de notre histoire commune. Ils ont été présentés d'une manière très objective et très ouverte, et je voudrais dire qu'à mon avis, le premier enseignement qui doit être tiré comme une sorte de conclusion à suivre dans tous ces types de débats, c'est d'accepter qu'il n'y ait pas d'autre solution que celle de dire la vérité. Cependant, la vérité ne veut pas dire que les choses sont interprétées de la même manière, et nous avons donc décidé qu'elles devaient être présentées selon deux points de vue différents, suivant le principe de réflexion du miroir.

CLÔTURE & DÎNER DE GALA

Thierry de Montbrial

Fondateur et président de la WPC

Je voudrais vous dire ma conviction que cette quatrième édition de la World Policy Conference était la meilleure en termes de contenu. Je suis également heureux de voir qu'une certaine atmosphère amicale se développe, ce qui, de mon point de vue, est également un élément essentiel de succès d'une entreprise de ce genre et n'est nullement incompatible avec la substance. Je crois au contraire que plus il y a une atmosphère de club au sens le plus large du terme, plus il y a en même temps de la contribution intellectuelle et plus il y a des chances que nos travaux soient utiles. L'utilité, naturellement, est, comme la notion d'influence, difficile à définir avec précision, mais après ces quatre réunions et particulièrement celle-ci, je suis fondamentalement optimiste sur l'avenir de cette conférence.

Marianne Klicka

Président du Parlement de Vienne

C'est un plaisir particulier et un privilège pour moi de vous souhaiter la bienvenue à un dîner de gala à la mairie de Vienne au nom de notre maire, le Dr Michael Häupl. Le maire Häupl vous adresse ses meilleurs vœux, et nous espérons que la World Policy Conference à la Hofburg de Vienne contribuera avec succès à la paix mondiale. Dans le même temps, nous espérons que cette soirée dans le Grand Hall du Festival de la mairie de Vienne vous laissera à tous un souvenir impérissable. (...) Le programme de la conférence comprend des intervenants de haut niveau issus de la sphère de la politique internationale, des entreprises, du secteur bancaire et des médias internationaux, ce qui montre que de nombreux pays veulent contribuer à promouvoir la stabilité et la paix. (...) Je tiens à vous souhaiter un grand succès pour la Conférence, et pour ce soir un diner des plus agréables.

Martti Ahtisaari

ancien Président de la République de Finlande, Prix Nobel de la Paix 2008

Des inégalités importantes engendrent des écarts de confiance importants.(...)les Scandinaves ont été des précurseurs en matière d'intégration européenne. Un marché du travail commun a été créé dès 1954. Notre espace Schengen ou Union nordique des passeports remonte à 1957. Un traité de 1972 scelle une coopération culturelle étroite.(...)Du Danemark à l'Islande, de la Norvège à la Finlande en passant par la Suède, tous ces pays ont des inégalités de revenu mineures. Est-ce à dire qu'en termes de productivité, ils ont de moins bons résultats que les sociétés dans lesquelles les écarts de revenu sont importants dans le but d'encourager la productivité ? Pas du tout. La productivité scandinave est suffisamment solide pour que chacun puisse prétendre à une vie agréable.(...) Aucun modèle social ne peut être éternel dans un monde en proie au changement et à l'agitation sociale. Le défi est de trouver un équilibre entre la sécurité et la performance.(...)Dans la plupart des pays européens, et en particulier ceux dont la situation économique et sociale est sous tension, les populistes sont devenus une force que nous ne pouvons ignorer. Ils proposent des solutions simples à des problèmes complexes.(...)Si les personnes pensent que les privilèges immérités et une distribution arbitraire des richesses est la norme, leur colère sera difficile à calmer.

Accès à la galerie Flickr

INVITÉS

Soumeya Abdelatif
Médecin algérienne. Première Vice-présidente chargée du dialogue Nord-Sud pour les pays arabes et la Méditerranée à l'Institut Robert Schuman pour l'Europe. Membre fondatrice de la Maison de l'Europe d'Alsace.

Martti Ahtisaari
Ancien Président de la République de Finlande (1994-2000). Il a fondé Crisis Management Initiative en 2000. En 2005, il a facilité le processus de paix entre le Gouvernement indonésien et le Mouvement pour un Aceh libre. Il a été Envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour les pourparlers sur le statut final du Kosovo (2005-2008). Il a reçu le Prix Nobel de la Paix en 2008. Il a effectué une grande partie de sa carrière au sein du Ministère des Affaires étrangères finlandais et aux Nations Unies, notamment en tant que Représentant spécial du Secrétaire Général pour la Namibie et Secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères. Il est diplômé de l'université d'Oulu.

Manaf Alhajeri
Directeur Général du Kuwait Financial Center, plus connu sous le nom de Markaz depuis mars 2004 ; c'est l'un des principaux gestionnaires de patrimoine et l'une des principales banques d'affaires au Moyen-Orient. Avant de rejoindre Markaz, il a été Directeur adjoint dans le département d'investissements au Fonds Koweitien pour le Développement Économique Arabe. Il écrit dans la presse koweitienne économique et fait partie du conseil d'administration de plusieurs organismes locaux à but non lucratif. Il est Certified Financial Manager (CFM), Institute of Management accountants (IMA), New Jersey. Il détient également une maîtrise et une licence d'ingénierie civile de l'université du Koweït.

Patrick Allard
Consultant permanent auprès de la direction de la Prospective, ministère des Affaires étrangères et européennes. Il a précédemment occupé le poste de conseiller pour les questions économiques et financières internationales à la direction de la Prospective du ministère des Affaires étrangères et européennes. Il a également été Directeur du service des prévisions macro-économiques internationales et chef du service des finances publiques au ministère de l'Economie et des Finances. Il a travaillé au département des Affaires économiques à l'OCDE. Il est diplômé de l'École nationale d'administration.

Yukiya Amano
Directeur Général de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA), il était précédemment Représentant permanent et Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon auprès d'organismes internationaux à Vienne (2005-2009). Il a présidé le comité préparatoire 2007 pour la conférence de 2010 sur la révision du Traité de non-prolifération des armes nucléaires. Avant cela, il a été nommé Directeur Général du Département du désarmement, de la non-prolifération et des sciences au ministère des Affaires étrangères (jusqu'en 2005) après avoir été expert gouvernemental pour le groupe d'experts des Nations unies sur l'Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération (2001). Il est diplômé de la Faculté de droit de l'université de Tokyo.

Michael Ancram
Ancien député. Il est membre du Groupe des parlementaires du Royaume-Uni pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement multilatéral. Il a été membre du Comité parlementaire d'information et de sécurité, membre du Shadow Cabinet (1997-2005), Secrétaire d'État au Shadow Cabinet pour les Affaires étrangères et le Commonwealth (2001-2005), les Affaires internationales (2003-2005), la Défense (2005), leader de l'opposition (2001-2005). Il a également été leader du Parti conservateur (1998-2001), Ministre, Irlande du Nord (1994-1997). Il est diplômé en histoire de Christ Church, université d'Oxford et de l'université d'Edimbourg, Ecosse.

Hannes Androsch
Ancien Ministre fédéral des Finances autrichien (1970-1981) et ancien Vice-chancelier de la République d'Autriche (1976-1981). Il a été Directeur Général de la *Creditanstalt Bankverein* (1981-1988) et consultant pour la Banque mondiale (1988-1989). En 1989, il a fondé AIC Androsch International Management Consulting GmbH. Aujourd'hui, c'est un industriel et il se consacre aux questions politico-économiques, politico-sociales et politico-scientifiques. Il a reçu de nombreux prix et il est l'auteur de plusieurs publications. Il est diplômé de la Faculté de commerce international et a un Doctorat en sciences économiques.

Lourdes Aranda Bezaury
Secrétaire d´État aux Relations extérieures depuis 2003 et Sherpa du Mexique pour le G20 depuis 2008. Elle est également Présidente de l'*Institut Matías Romero*et membre du Conseil mexicain des relations internationales (COMEXI). Elle a été nommée Ambassadrice en 2002. Elle a été Directrice Générale pour les questions mondiales au Ministère mexicain des Affaires étrangères et Représentante adjointe de la Mission du Mexique auprès de l'OEA. Elle a une maîtrise en relations internationales de El Colegio de México. Elle a fait des études supérieures à l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève et a un master en Défense continentale de l'Inter-American Defense College (IADC), Washington, D.C.

David Avital
Président de MTP Investment Group. Entrepreneur, capital-risqueur et philanthrope à l'origine de grandes réussites dans l'immobilier, les parkings, la biotechnologie et autres domaines grâce à des valeurs et principes bien ancrés acquis au cours de sa longue carrière militaire. Les principes et bases de sa philosophie d'entreprise sont la créativité, la flexibilité, la persévérance et un code moral infaillible. Il siège au conseil d'administration de plusieurs sociétés et est activement impliqué dans des organisations caritatives et politiques.

Robert Badinter
Ancien Ministre de la Justice, Garde des Sceaux. Il a rejoint l'ordre des Avocats à la cour d'Appel de Paris en 1951. Il exercera jusqu'en 1981. Il a été Président du Conseil Constitutionnel. À partir de 1989, il a été consulté au sujet des problèmes constitutionnels émergeants par les gouvernements des nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale. Il a été le principal inspirateur et promoteur de la Convention de Stockholm créant la Cour de Conciliation et d'Arbitrage de l'O.S.C.E. En 1995, il a été élu Sénateur et réélu en 2004. Il a obtenu une licence ès lettres (Sorbonne) et une licence en droit (Faculté de droit, Paris), un *Master of Arts* à l'Université de Columbia et un doctorat en droit. En 1965, il est reçu au concours de l'agrégation de droit, la plus haute qualification universitaire en France. Il est nommé Professeur des Facultés de Droit en 1966.

Ehud Barak
Ministre israélien de la Défense depuis juin 2007. Il est le chef du parti Haazma'ut, ancien chef du parti travailliste. Auparavant, il a été le dixième Premier ministre de l'État d'Israël et Ministre de la Défense de 1999 à 2001. Il a également été Ministre de l'Intérieur, puis Ministre des Affaires étrangères sous le mandat du Premier ministre Rabin et du Premier ministre Peres entre 1995 et 1996. Il est diplômé de l'Université Hébraïque de Jérusalem en physique et mathématiques (1968) et de l'Université de Stanford en système d'ingénierie économique (1978).

François Barrault
Président et fondateur de FDB Partners, société d'investissement et de conseil dans les TMT, l'énergie renouvelable et l'édition Il a été PDG de British Telecom Global Services et membre du conseil d'administration de BT Group PLC après avoir fondé et dirigé BT International comme Président ; il a créé ou co-fondé plusieurs entreprises. Il a également été Président de Lucent EMEA. Avant de travailler chez Lucent, il était Vice-président d'Ascend Communications à la suite du rachat de Stratus Computer. Il est titulaire d'un DEA de robotique/IA et diplômé de l'École Centrale de Nantes. Il a commencé sa carrière comme chercheur chez IBM.

Sa Sainteté le Patriarche Bartholomée 1er
Sa Sainteté le Patriarche Bartholomée 1er a été élu en 1991 Archevêque de Constantinople et Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique. Son expérience personnelle et sa formation théologique lui confèrent une perspective unique au sein des relations œcuméniques et des questions environnementales. Il travaille à la réconciliation avec les Eglises Catholique et Anglicane, ainsi qu'avec d'autres confessions. Ordonné diacre en 1961, il est devenu prêtre en 1969. Il a été Doyen auxiliaire à l'École Théologique de Halki, puis secrétaire personnel de son prédécesseur. Il a étudié à l'École Théologique de Halki, à l'Institut Pontifical des Études Orientales de l'Université Grégorienne de Rome, à l'Institut Œcuménique de Bossey (Suisse) et à l'Université de Munich.

Reginald Bartholomew
Ancien Président de Merill Lynch Investment Banking Italy. Au département d'État américain, il a été Directeur adjoint à la Direction de la Prospective (1974-1977), Directeur pour les questions politico-militaires (1979-1981), Directeur Général pour la sécurité nationale (1989-1992). Il a occupé de hautes fonctions au sein de la Maison Blanche (NSC) et du département de la Défense. Il a été Ambassadeur au Liban (1983-1986), en Espagne (1986-1989), auprès de l'OTAN (1992-1993) et en Italie (1993-1997). Il a rejoint Merrill Lynch Investment Banking comme Vice-président pour l'Europe et Président pour l'Italie (1997-2011). Il est titulaire d'un B.A. de Dartmouth et d'un M.A. de l'université de Chicago.

Dusan T. Batakovic
Ambassadeur de Serbie en France. Directeur de l'Institut d'études sur les Balkans, Belgrade, et président du comité serbe de l'AIESEE (Association internationale d'études du sud-est européen), il fut également ambassadeur au Canada, ambassadeur itinérant, conseiller auprès du président de la Serbie et ambassadeur en Grèce. Il est titulaire d'un doctorat intitulé *La France et la création d'une démocratie parlementaire en Serbie 1830-1914* de l'université de Paris-Sorbonne, Paris IV.

François Bujon de l'Estang
Senior International Adviser et membre du European Advisory Board de Citi après avoir été Directeur de Citigroup France. Ancien Ambassadeur des Affaires étrangères de France aux États-Unis et au Canada, conseiller diplomatique du Premier ministre Jacques Chirac et conseiller spécial du Président Charles de Gaulle. Ancien Directeur des relations internationales au Commissariat français à l'Énergie atomique. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, de l'École nationale d'administration et de la Harvard Graduate School of Business Administration.

André Caillé
Chancelier de l'Université de Montréal et Directeur de la Banque Nationale du Canada. Il a été Président du Conseil mondial de l'énergie et sous-ministre de l'Environnement du Québec. Il a été PDG de Gaz Métropolitain. Il a obtenu une maîtrise et un doctorat en physicochimie à l'université de Montréal.

Jean-Yves Carfantan
Consultant senior, il dirige Agro-BrasConsult, une société de conseil brésilienne à São Paulo et Rio de Janeiro. Après avoir été professeur associé à l'Université de Brazzaville (1975-1978), il a été professeur d'économie internationale à l'Institut Supérieur de Gestion (ISG, Paris), puis professeur d'économie agricole à l'École Supérieure d'Agriculture d'Angers. Il a donné des conférences dans plusieurs universités brésiliennes et a conseillé différentes organisations de coopératives au Brésil. Son dernier ouvrage : *Le choc alimentaire mondial* est paru en 2009. Il est diplômé en sciences économiques, en philosophie et en affaires internationales.

François Chabannes
Président de Technochabs. Ancien délégué général du CIDEF, du GITEP-EDS (fusion avec le GIFAS) et Directeur Général de la Compagnie industrielle des lasers (CILAS). Ancien Vice-président stratégie Défense dans la branche Aéronautique et secrétaire général de la Direction internationale au sein du groupe Thompson-CSF. Il est diplômé de l'École Polytechnique, de l'ENSAR ; il a obtenu un DEA optique quantique (ESO) et un diplôme INFO II (CIRO-informatique de Défense).

Scott Charney
Corporate Vice President for Microsoft's Trustworthy Computing Group. Il est responsable de toute une gamme de programmes qui concernent la sécurité, la confidentialité et la fiabilité des produits, des services et des réseaux internes de Microsoft. Il fait partie du President's National Security and Telecommunications Advisory Committee. Avant de rejoindre Microsoft, il a été Directeur chez PricewaterhouseCoopers. Il a également dirigé la section du Département de la justice américain en charge de la criminalité informatique et des atteintes à la propriété intellectuelle (CCIPS). Il été Président du Sous-groupe du G8 chargé de la criminalité liée à la haute technologie. Il est diplômé de la Syracuse University College of Law et de la State University of New York à Binghamton.

Sergey Chestnoy
Directeur du Département international de Russian Aluminium (RUSAL) depuis juillet 2001. Il a occupé différents postes au sein du Ministère des Affaires étrangères de Russie depuis 1984, parmi lesquels Directeur adjoint du Département de l'Amérique du Nord, Conseiller spécial du sherpa russe lors du G8, Directeur de la Section Économique de l'Ambassade de la Fédération de Russie aux États-Unis (Washington) et Directeur adjoint du Département de Coopération économique. Diplômé de l'Institut des Relations Internationales de Moscou, il a obtenu un doctorat (PhD) en économie.

Sean Cleary
Fondateur et Vice-président de la Future World Foundation. Président de Strategic Concepts (Pty) Ltd. Conseiller stratégique du Président du World Economic Forum, membre du comité de direction de LEAD International et IFES et auteur, avec Thierry Malleret, de *Resilience to Risk*, et *Global Risks*. Il a fait des études de sciences sociales et de droit et a obtenu un MBA au Henley Management College, Brunel University, Royaume-Uni.

Bertrand Collomb
Président d'honneur de Lafarge. Administrateur de plusieurs sociétés (Total, ATCO et DuPont) et Président de l'IHEST (Institut des Hautes études pour la Science et la Technologie). Ancien PDG de Lafarge. Membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Après des études à l'École Polytechnique et l'École des Mines, il a obtenu une licence en droit et un PhD en management à l'Université du Texas.

Jérôme Contamine
Vice-président Exécutif, Directeur financier et membre du Comité Exécutif de Sanofi-Aventis. Ancien Vice-président exécutif senior, Directeur Général adjoint, et Directeur financier de Veolia Environnement. Auparavant, il a été Vice-président Europe et Asie centrale, Exploration-Production de Total et Directeur Finance et Trésorier du groupe Elf. Il est diplômé de l'École Polytechnique (X), de l'ENSAE (l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique) et de l'École nationale d'administration.

Dominique David
Directeur exécutif de l'Ifri depuis 2006. Il est aussi rédacteur en chef de la revue *Politique Etrangère*. Il a rejoint l'Ifri en 1992 et a dirigé son département des Études de Sécurité (2000-2006). Spécialiste des questions militaires et stratégiques, il a été chargé de recherches au Centre d'études politiques de défense de l'Université de Paris I, puis Directeur-adjoint de l'Institut français de polémologie et secrétaire général de la Fondation pour les études de défense nationale (FEDN). Il a été membre du Conseil scientifique de la défense auprès du Ministre de la Défense français (1998-2010). Il a enseigné à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, à l'université de Paris I et à l'Institut d'études politiques de Paris.

Nathalie Delapalme
Directeur de la Recherche et des Politiques Publiques pour la Fondation Mo Ibrahim depuis 2010. Elle a été inspectrice générale à l'Inspection générale des finances, conseillère sur les questions Afrique, développement et aide d'urgence auprès de plusieurs ministres des Affaires étrangères et conseillère auprès du Ministre la Coopération. Elle a débuté sa carrière comme conseillère de la Commission des finances et du budget du Sénat, où elle a été responsable de l'évaluation de différentes politiques et budgets publics, notamment dans les secteurs de l'aide au développement, des affaires étrangères, de la défense, de l'éducation, de l'environnement, de la santé et des médias. Elle est diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris et détient un DEA en économie appliquée.

Robert Delbos
Conseiller de l'India Trade Centre for Oil & Gas. Il a occupé différents postes chez Gaz de France pendant vingt ans dont celui de Responsable du département financier. En 1990, il est nommé PDG de Banque Pétrofigaz, une banque spécialisée dans le financement de travaux d'amélioration de l'habitat. Il quitte l'entreprise en 2003 et fonde Altergaz, premier et principal concurrent de Gaz de France Suez depuis l'ouverture du marché français du gaz naturel. En 2010, ENI a accru sa participation dans la société pour être en mesure de concurrencer GDF Suez sur le marché français. Il est diplômé de HEC (1967).

Philippe Delienne
Président de Convictions AM. Il est co-fondateur et Vice-président du Conseil de Gouvernance de La Française des Placements. Il a été Directeur Général, puis Vice-président CPR (1988-1999) et responsable du service de la trésorerie de la CNCA (1986-1987). Avant cela, il était Vice-président du Crédit Agricole à Chicago (1985-1986) et Directeur des émissions obligataires du Groupe. Il est diplômé de l'Institut d'Actuariat de Lyon (ISFA).

Kemal Dervis
Vice-président du programme pour l'économie mondiale et le développement à la Brookings Institution. Ancien Directeur du programme des Nations unies pour le Développement, membre du Parlement turc et Ministre des Affaires économiques et du Trésor de Turquie. Il est titulaire d'une licence et d'une maîtrise en économie de la London School of Economics et d'un doctorat de l'université de Princeton.

Jean Desazars de Montgailhard
Directeur Général Adjoint Stratégie, Développement et Affaires Publiques, Lafarge et Directeur de Rexecode. Il était auparavant Président pour la région Asie Pacifique et a joué un rôle majeur dans le développement du Groupe en Asie et en Afrique. Il a rejoint le Groupe en tant que Directeur du Plan et des Études Stratégiques, fonction qu'il a occupée à Paris puis en Espagne, où il devient Directeur Ventes et Marketing. Il a commencé sa carrière au ministère français des Affaires étrangères et a dirigé le service du désarmement. Il est ancien élève de l'ENA, diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris et titulaire d'un Diplôme d'Études Supérieures en Economie.

Edward P. Djerejian
Directeur et fondateur, Institut James A. Baker III pour les politiques publiques, université Rice. Il a précédemment été Ambassadeur des États-Unis en Israël (1993-1994), en République arabe syrienne (1988-1991) et sous-secrétaire d'État aux Affaires du Proche-Orient dans les gouvernements George H.W. Bush et Clinton (1991-1993). Il a également été en poste au service des Affaires étrangères pour huit présidents, de John F. Kennedy à William J. Clinton (1962-1994). Son ouvrage *Danger and Opportunity: An American Ambassador's Journey Through the Middle East* a été publié en 2008. Il a reçu le Presidential Distinguished Service Award ainsi que de nombreuses récompenses.

François Drouin
PDG d'OSEO. Ancien ingénieur à la direction régionale de Navigation du Nord-Pas-de-Calais, Directeur régional de la Caisse des dépôts et consignations et du Crédit local de France pour la Normandie puis la Bourgogne, Président du directoire de la Société régionale de Financement (Sorefi) des Caisses d'Epargne de Midi-Pyrénées, de la Caisse d'Epargne de Midi-Pyrénées et du Crédit Foncier de France. Il est diplômé de l'École Polytechnique et de l'ENPC (corps des Ponts) et il a obtenu un DES de sciences économiques (Paris X).

Caspar Einem
Président de l'Institut autrichien de politique internationale depuis 2011 et Président du conseil d'administration de la société « Austrocontrol ». Il a été Secrétaire d'État à la Chancellerie fédérale (1994), Ministre fédéral de l'Intérieur (1995-1997) puis Ministre fédéral de la science et des transports jusqu'en 2000, Député à l'Assemblée nationale (2000-2007). Il a également été Représentant de l'Assemblée nationale à la Convention européenne des droits fondamentaux (2000) et à la Convention constitutionnelle européenne, Président du Centre européen des entreprises à participation publique (CEEP) à Bruxelles. Il a étudié la jurisprudence à Vienne et obtenu son doctorat (Dr. iur.) en 1971.

Steven Erlanger
Directeur du bureau parisien du *New York Times*. Il a occupé un grand nombre de postes pour le *Times* à Berlin, Prague, Washington, Moscou, Bangkok et New York, où il fut rédacteur en chef Culture pendant deux ans. Auparavant, il a travaillé pour le *Boston Globe* comme correspondant en Europe, basé à Londres. Il a également été journaliste en Europe de l'Est, à Moscou et en Iran. Il a été professeur à l'université d'Harvard. Il a partagé le prix Pulitzer du reportage d'investigation pour une série sur Al-Quaida et le terrorisme mondial en 2002. Il est titulaire d'une licence de l'université d'Harvard et il a étudié le russe au St Antony's College, Oxford.

Yury Viktorovich Fedotov
Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) et Directeur Général de l'Office des Nations Unies à Vienne (ONUV) depuis 2010, avec le rang de Secrétaire général adjoint. Il a été Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Vice-ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, chargé des organisations internationales. En tant que membre ou chef de délégations russes, il a pris part à de nombreuses conférences internationales et forums. Il a commencé sa carrière diplomatique en 1972, en tant que membre de la délégation de l'URSS à la session de la Commission du désarmement de l'ONU, à Genève. Il est diplômé de l'Institut des relations internationales de Moscou.

Sauli Feodorow
Ambassadeur pour les Droits de l'Homme et la Démocratie au ministère finlandais des Affaires étrangères. Il a commencé sa carrière au ministère des Affaires étrangères en 1976. Il a été Ambassadeur de la République de Finlande au Luxembourg et Ambassadeur à Lisbonne, Portugal. Il a occupé différents postes au sein du département politique et du département pour les relations économiques extérieures. Il a également été responsable du département des Amériques et de l'Asie. Au cours de sa carrière, il a été en poste à Stockholm, Alger, Canberra, Paris et Mexico.

Joschka Fischer
Ancien Vice-chancelier et Ministre des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne (1998 - 2005). Il a dirigé le Parti Vert lors de sa première participation au gouvernement, dans le land de Hesse et au niveau fédéral. De 2006 à 2007, il a été professeur à la Woodrow Wilson School of International and Public Affairs à l'Université de Princeton (États-Unis). Il est membre du conseil d'administration de l'International Crisis Group et du conseil exécutif du European Council on Foreign Relations. Il est associé fondateur de Joschka Fischer and Company.

Heinz Fischer
Président fédéral de la République d'Autriche (depuis 2002 et jusqu'en 2016). Il est membre du Conseil national de Sécurité et du Conseil des Affaires étrangères d'Autriche. Le Dr. Fischer a également été Vice-président du Parti socialiste européen (PSE), membre du Conseil national autrichien, Ministre fédéral des Sciences et de la Recherche et Secrétaire du groupe socialiste au Parlement autrichien. Il est l'auteur de livres et de nombreux écrits consacrés aux sciences juridiques et politiques. Il a étudié le droit et les sciences politiques à l'université de Vienne où il est promu Docteur en droit.

Michael Fleischhacker
Rédacteur en chef et directeur du quotidien *Die Presse* depuis 2004. Il travaille comme journaliste depuis 1991. Il a rejoint le quotidien *Die Presse* en 2002. Auparavant il a travaillé au *Kleine Zeitung* et au *Der Standard*.

Jacob Frenkel
Président de JPMorgan Chase International, membre du Comité exécutif de JPMorgan Chase & Co. et du Conseil international de JP Morgan. Il est aussi Président du conseil d'administration du Groupe des Trente (G-30). Il a été Vice-président de l'American International Group, Inc (2004-2009) et Président de Merrill Lynch International Inc (2000-2004). Entre 1991 et 2000 il a exercé deux mandats en tant que gouverneur de la Banque d'Israël. Il a été conseiller économique et directeur de recherche au sein du FMI (1987-1991). Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur l'économie internationale et la macro-économie. Il est diplômé en économie et en science politique, Université hébraïque de Jérusalem. Il a une maîtrise et un doctorat en économie, Université de Chicago.

Louise Fresco
Professeur à l'université d'Amsterdam depuis 2006. Depuis 2011, elle est membre du conseil consultatif du The Hague Institute for Global Justice. Elle est également Directeur non-exécutif d'Unilever et fait partie du conseil de surveillance de la Rabobank. Elle enseigné les systèmes de production végétale à l'université de Wageningen (1990-1997). Elle a occupé plusieurs postes importants au sein de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Elle écrit pour le quotidien néerlandais *NRC Handelsblad*. Elle a également publié huit ouvrages. Elle a un doctorat de l'université de Wageningen (1986), où elle s'est spécialisée en agriculture tropicale.

Helmut Freudenschuss
Conseiller diplomatique du Président fédéral d'Autriche, depuis février 2011. Il a été Directeur Afrique au Ministère des Affaires étrangères (2008-2011), Ambassadeur d'Autriche en Afrique du Sud (2004-2008) et Ambassadeur d'Autriche au Liban (1999-2004). Il a également occupé divers postes au Ministère des Affaires étrangères, dont celui de Directeur du bureau pour la coordination au département politique. Il a étudié le droit à l'université d'Innsbruk et de Salzbourg (Master et Doctorat en droit) et à l'Académie de droit international de La Haye. Il est diplômé en économie de la London School of Economics.

Paal Frisvold
Président du conseil d'administration, Bellona Europa AISBL. Depuis 2001, il fait partie de l'équipe énergie de Bellona dont le principal objectif est de promouvoir des politiques, solutions technologiques et incitations économiques afin d'inverser et stabiliser le changement climatique et réduire la pauvreté. Auparavant, il a travaillé à l'Ambassade de Norvège à Pékin, au ministère des Affaires étrangères à Oslo, au Secrétariat de l'OCDE à Paris. Il a été élu président du Mouvement européen - Norvège en 2009. Il est titulaire d'un Master en Relations Internationales de la Johns Hopkins University's School of Advanced International Studies (SAIS) et un diplôme en sciences politiques de l'American University of Paris.

Fu Ying
Vice-Ministre des Affaires étrangères depuis 2009. Elle a été fonctionnaire, puis attachée près l'Ambassade de la République populaire de Chine en République socialiste de Roumanie (1978-1982), Attachée au Département de Traduction et d'Interprétation du MAE (1982-1985), directrice adjointe, puis première secrétaire au département d'Asie du MAE (1990-1992), Directrice générale d'Asie du MAE (2000-2003), Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la République populaire de Chine au Commonwealth d'Australie (2003-2006), puis au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (2006-2009). Elle est diplômée de l'université de Kent au Royaume-Uni.

Heinz Gärtner
Professeur à l'Austrian Institute for International Affairs, Laxenburg/Vienne. Il donne souvent des conférences à l'université de Harvard, Stanford, Princeton, Columbia, Oxford et dans d'autres universités américaines, européennes et asiatiques ainsi que dans des instituts de recherche. Il intervient régulièrement à la télévision, à la radio et dans la presse écrite, notamment pour CNN Europe et la BBC. Il est conseiller spécial auprès du Ministère autrichien de la Défense. En 2011, il a publié *Obama and the Bomb: The Vision of a World free of Nuclear Weapons* (éd. Peter Lang). Il a reçu le Prix Bruno Kreisky du livre politique: *Models of European Security* (1998). Il a un doctorat en sciences politiques et théorie de la communication de l'Université de Salzbourg.

Nicolas (de) Germay
Nicolas de Germay est PDG et fondateur de la compagnie d'investissement Alandia, fondée en collaboration avec certaines des grandes familles industrielles françaises. Après avoir vendu son premier cabinet de conseil à KPMG, il a occupé le poste de Président de Kroll France. Au cours de sa carrière, Nicolas est impliqué dans de nombreuses affaires à travers l'Europe mais également dans des pays émergents tels que l'Inde, la Malaisie, la région du Golfe et l'Afrique du Nord, agissant au nom des multinationales, des gouvernements ou des souverains. Il est (ou a été) membre de comités consultatifs tels que British Telecom ou PWC. Il a publié un ouvrage sur la mondialisation intitulé *Mondialisation, un autre regard* en 2010.

Thomas Gomart
Directeur du développement stratégique et directeur du centre Russie/NEI de l'Ifri. Ses études et son expérience professionnelle sont étroitement liées à l'espace post-soviétique. Membre Lavoisier à l'Institut d'État de Moscou des relations internationales, (Université MGIMO, Moscou), conférencier invité à l'Institut d'études de sécurité (Union européenne, Paris) et membre Marie Curie au département des études de guerre (King's College, Londres), ses expériences internationales sont variées. Il édite actuellement son prochain ouvrage avec A. Dellecker : *Russian Energy Security and Foreign Policy* (2011). Il est titulaire d'un doctorat à Paris I Panthéon-Sorbonne ainsi que d'un EMBA à HEC.

Jean-Paul Guevara Avila
Responsable du programme *Politique publique et Relations internationales de l'Union européenne* à l'université catholique de San Pablo, La Paz. Ancien Directeur Général des relations bilatérales auprès du Ministre des Affaires étrangères de l'État plurinational de Bolivie.. Parlant plusieurs langues, il possède une expérience professionnelle étendue en matière de relations internationales relatives à la migration et à la coopération internationale. Professeur dans plusieurs grandes universités boliviennes et mexicaines. Publication : *Les Migrations boliviennes et la mondialisation*, Editions Syllepse, Paris, 2004.

Abdullah Gül
Président de la République de Turquie depuis 2007. Il a travaillé comme économiste à la Banque islamique de développement à Djeddah (1983-1991). Il a été élu membre de la Grande Assemblée nationale de Turquie (1991-2007). Il a également été membre de la délégation turque à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) et à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Après les élections de 2002, il est devenu Premier ministre du 58e gouvernement turc. Il a occupé le poste de vice-Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères (2003-2007). Il est diplômé en économie de l'Université d'Istanbul, où il a reçu son doctorat en 1983, après ses deux années de travaux universitaires à Londres et Exeter.

Emmanuel Harlé
Fondateur et PDG d'Industries & Finances Partenaires. Ancien administrateur et Directeur Général de Morgan Grenfell Investissement, ancien Directeur administratif et financier de Compagnie Sanara et ancien sous-directeur de Compagnie de Suez. Avant cela, il était consultant puis Directeur des Projets chez SORA/IDHR et a effectué à ce titre de nombreuses missions en France, en Europe et en Afrique. Il est diplômé de l'IEP de Paris, titulaire d'une licence en droit et d'un doctorat en informatique, et détient un diplôme de l'Institut de Droit comparé de Paris.

Manuel Hassassian
Ambassadeur de Palestine à Londres. Il a œuvré avec distinction pour les Palestiniens durant 25 ans et a été un éminent représentant au ministère de l'Enseignement supérieur, à l'Association des universités arabes et autres organisations académiques. Parmi ses récompenses et prix académiques figurent un doctorat honorifique (Docteur Honoris Causa) de l'Université de Reims ; il fut aussi sélectionné par le Centre de développement international et de gestion des conflits (Université du Maryland) pour le Gleitzman Middle East Award. Il est licencié en sciences politiques de l'université américaine de Beyrouth, titulaire d'une maîtrise en relations internationales de la Toledo University (Ohio, États-Unis) et d'un doctorat en politique comparative de l'université de Cincinnati (Ohio, États-Unis).

Michael Häupl
Maire et Gouverneur de Vienne depuis 1994 et Président de la Fédération de Vienne du SPÖ de puis 1993. Il est membre du comité de la Section du 16e arrondissement Ottakring de la Fédération de Vienne du Parti social-démocrate autrichien (SPÖ). Il a été adjoint au Maire de Vienne, chargé de l'Environnement et des Sports (1988-1994), membre de la Diète et du Conseil municipal de Vienne (1983-1988). Il a été élu Président des Jeunes Socialistes de Vienne, Vice-président des Jeunes Socialistes d'Autriche, nommé par cooptation au comité directeur de la Fédération de Vienne du SPÖ (1982). Il a un doctorat en biologie de l'université de Vienne.

Cullen Hendrix
Maître de conférence au College of William & Mary et chercheur associé au Peterson Institute pour l'économie internationale, au Robert S. Strauss Center for International Security and Law et au Centre pour l'étude de guerre civile de l'Institut international de recherche sur la Paix à Oslo (PRIO). Il a participé à la création de la Social Conflict in Africa Database (www.scaddata.org). Il a obtenu son doctorat en sciences politiques à l'université de Californie à San Diego.

James P. Hoagland
Conseiller de la rédaction du *Washington Post* depuis janvier 2010, après avoir été rédacteur adjoint et correspondant en chef à l'étranger. Il a occupé différents postes depuis qu'il a rejoint le journal en 1966; il a été journaliste, il a travaillé au service publication et rédaction, et il a été rédacteur pour la partie « Débats ». Il a reçu deux Prix Pulitzer ainsi que plusieurs autres prix de journalisme. Il a commencé sa carrière de journaliste avec le *Rock Hill Evening Herald* en 1960 alors qu'il était encore à l'université. Il est l'auteur d'un livre, *South Africa: Civilizations in Conflict* (1972). Il a un diplôme de journalisme de l'Université de Caroline du Sud et il a étudié à l'université d'Aix-en-Provence et à l'université de Columbia.

Steve Howard
Secrétaire Général fondateur de Global Foundation, organisation fondée en 1998. Il a consacré toute son énergie à son réseau professionnel et personnel étendu, développé au cours de ses vingt-cinq années passées dans les affaires, les affaires civiques, les services publics et l'élaboration de politiques publiques en Australie et autour du monde. Il est également directeur du Comité de rédaction de *Australia Network*, le service de télévision international australien accessible dans 44 pays. Auparavant, il fut conseiller personnel auprès d'un certain nombre de sociétés et d'institutions internationales et directeur exécutif du premier Comité pour Melbourne (1989-1995).

Kyung-Wook Hur
Président du Conseil de gestion du budget et fonds de réserve pour les pensions de l'OECD. Ancien Ambassadeur de la République de Corée auprès de l'OCDE. Il a été Vice-ministre de la Stratégie et des Finances, Senior Economist pour le FMI et Directeur de la division des Institutions financières internationales au ministère de l'Economie et des Finances. Il est titulaire d'un MBA de la Stanford Graduate School of Business et diplômé de la Graduate School of Business Administration, université nationale de Séoul.

Toomas Hendrik Ilves
Quatrième et actuel Président de l'Estonie. Ancien diplomate et journaliste, il a été le Chef du Parti social-démocrate dans les années 1990 et plus tard membre du Parlement européen. Il a été élu à ce poste par un collège électoral le 23 Septembre 2006 et son mandat de Président a commencé le 9 Octobre 2006. Il a grandi aux États-Unis et est diplômé de la Leonia High School à Leonia, New Jersey en 1972 et major de sa promotion. Il est diplômé en psychologie de l'Université de Columbia et de l'Université de Pennsylvanie.

Bouthayna Iraqui-Houssaïni
Chef d'entreprise, députée du parti du RNI (Rassemblement National des Indépendants), ancienne Présidente de l'AFEM (association des Femmes Chefs d'Entreprise du Maroc du Maroc), Vice-présidente du Club Entreprendre, membre du Conseil d'établissement de L'IRFCJS (Institut Royal de Formation des Cadres de la Jeunesse et des Sports). Elle dirige les trois entreprises qu'elle a créées : Locamed, Orthoprotech et AKR. Elle est membre fondateur du MENA Business Women Network. En 2010, elle participe au débat national sur la place et l'avenir des médias et de la presse dans la société marocaine et elle contribue à la création d'un livre blanc sur le sujet. Elle est titulaire d'un Doctorat en Pharmacie de l'université de Paris XI.

Igor S. Ivanov
Président du Conseil russe aux affaires internationales depuis 2011 et professeur à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou auprès du Ministère des affaires étrangers de la Fédération de Russie (MGIMO) depuis 2007. Il a été Ministre des Affaires étrangères de Russie et secrétaire du Conseil de Sécurité de Russie. Il a le rang d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire. Il a été Ambassadeur de l'URSS puis de la Russie en Espagne. Il a commencé sa carrière à l'Institut d'économie mondiale et des affaires internationales, Académie des sciences de l'URSS. Il est diplômé de l'Institut pédagogique d'État des langues étrangères Maurice Thorez à Moscou et il est Docteur en histoire.

Bertrand Jacquillat
Président et Co-fondateur d'Associés en Finance, Professeur des Universités à Sciences po Paris, Vice-président du Cercles des économistes et administrateur de Klépierre et Presses Universitaires de France. Il a été Professeur invité à UC Berkeley (1982), Stanford University Graduate School of Business (1976-1979) et la Hoover Institution (1983-1992). Il a également été Professeur à HEC (1970-1983), à l'université de Lille (1979-1982) et à l'université Paris Dauphine (1983-2001). Il a été membre du Conseil d'Analyse économique (2006-2010). Il est diplômé d'HEC et de Sciences po Paris. Il est titulaire d'un MBA de la Harvard Business School et d'un PhD in Financial Economics de l'université Paris Dauphine.

Peter Jankowitsch
Secrétaire général du Centre franco-autrichien pour le Rapprochement économique en Europe. Ancien Ministre fédéral des Affaires étrangères, représentant permanent auprès des Nations Unies et de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), Président du Conseil de sécurité et Vice-président du Comité Directeur de l'Agence Internationale de l'Énergie. Il a fait des études de droit, de sciences politiques et de langues modernes à l'Université de Vienne et à l'Académie de Droit International de La Haye.

Sabine Jansen
Maître de conférences au Conservatoire national des arts et métiers à Paris, chercheuse au Centre d'histoire de Sciences Po et Vice-présidente du Comité d'histoire parlementaire et politique. Elle est rédactrice en chef de la revue *Histoire@Politique. Politique, culture, société*. Elle a publié, entre autres, *Pierre Cot. Un antifasciste radical* (Fayard, 2002) ; Les Grands discours parlementaires de la Quatrième République. *De Pierre Mendès France à Charles de Gaulle* (Armand Colin/ Assemblée nationale, 2006). Actuellement, ses travaux portent sur les origines et le rôle de l'Institut français des relations internationales (IFRI). Elle est agrégée de l'Université, diplômée de Sciences Po et docteur en histoire.

Juha Jokela
Directeur de programme au sein du programme de recherche de l'Union européenne à l'Institut Finlandais des Affaires Internationales. Il est membre du Conseil consultatif des Droits de l'homme du Ministère finlandais des Affaires étrangères. Il a été chargé de recherche invité à l'Institut d'Études de Sécurité de l'Union européenne, Paris (2009-2010), conseiller au Ministère des Affaires étrangères de Finlande (2009), Directeur du réseau d'études européennes de l'université d'Helsinki (2008). Il est diplômé de l'université de Birmingham, en science politique et études internationales et il est titulaire d'un doctorat en science politique de l'université de Bristol.

Labib Kamhawi
PDG de plusieurs entreprises, dont CESSCO, Chemical Supplies & Services Co. et Delta Energy Services Co. Auparavant, il était Vice-président de l'Organisation arabe pour les droits de l'homme en Jordanie et professeur en sciences politiques à l'université de Jordanie. Il a également été porte-parole lors de la conférence sur le droit de retour des réfugiés palestiniens. Il est membre du conseil d'administration du Forum arabe et de l'Organisation Ebal. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'université de Londres.

Jak V. Kamhi
Président de Profilo Holding AS. Principal industriel turc, il est membre du Conseil de la Chambre de Commerce d'Istanbul. Il a occupé la fonction de conseiller auprès du Premier ministre turc pour les relations Turquie-Europe et Turquie-États-Unis, et celle d'Ambassadeur volontaire pour les Affaires européennes. M. Kamhi est membre fondateur de la Ronald Reagan Presidential Foundation et membre du Conseil du World Business Council (Conseil mondial des Affaires). Il est le seul industriel turc à avoir été élu membre de la Table ronde des Industriels européens (ERT). Il est diplômé de la Yıldız Technical University.

Jean de Kerguiziau de Kervasdoué
Professeur titulaire de la chaire d'économie et de gestion des services de santé au CNAM, Co-directeur de l'École Pasteur/CNAM de santé publique. Ancien consultant auprès de l'OCDE, professeur invité à l'université de Yale, Directeur des hôpitaux au ministère de la Santé et chargé de mission au Cabinet du Premier ministre. Ingénieur agronome de l'Institut national agronomique Paris-Grignon, il est titulaire d'un MBA et d'un doctorat en Socio-Economie de l'université de Cornell.

Oya Ünlü Kızıl
Directrice de la Communication et des Relations extérieures, Koç Holding. Elle a débuté sa carrière en 1992 en tant que spécialiste pour l´Administration de Privatisation de Turquie. Elle a été Gestionnaire de Portefeuille pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord à la Banque Mondiale. Dès 2001, elle a été conseillère principale auprès du ministère de l'Economie. En 2003, elle entre chez Koç Holding comme conseillère du PDG. Elle est notamment membre du conseil d'administration de la Fondation d'Istanbul pour la Culture et les Arts (IFCA), de la Société des Volontaires du Secteur Privé (OSGD). Elle est diplômée du département de gestion de l'Université Technique du Moyen-Orient et est titulaire d'un MBA en affaires internationales de l'Université George Washington.

Charles Kupchan
Professeur en affaires internationales à la School of Foreign Service et au Government Department de l'université de Georgetown. Il a été Directeur des Affaires européennes au Conseil national de sécurité durant la première Administration Clinton et a travaillé pour le Département d'État américain à la Direction de la prospective. Avant de rejoindre le gouvernement, il était professeur assistant en politique à l'université de Princeton. Il est titulaire d'une licence de l'université de Harvard, ainsi que d'un master et d'un doctorat en philosophie de l'université d'Oxford. Il est l'auteur de *No One's World: The West, the Rise of the Rest, and the Coming Global Turn* (à paraître en 2012).

Jean-Pierre Lablanchy
Médecin, agréé à Paris et à Londres (General Medical Council). Il a travaillé en étroite collaboration avec plusieurs laboratoires pharmaceutiques (Laboratoires pharmaceutiques Debat, Laboratoires Lisapharm) et avec l'Institut national agronomique (Paris-Grignon). Il a été le médecin personnel du Président Abdoulaye Wade (Sénégal) de 1988 à 2010. De 1985 à 2010, il a été professeur associé à la Faculté de Médecine de Paris XIII (Bobigny). De 2006 à 2008, il a été consultant pour la Fondation France Télévisions. Il a travaillé avec Sankhia pour créer la première banque de leucocytes aux États-Unis. Il a publié *La Psychostratégie*, Ed. Polytechniques, 2002 et *Comment vaincre sa fatigue*, Ed. M.A. 2005.

Bruno Lafont
PDG du Groupe Lafarge depuis 2007. Il a rejoint le Groupe en 1983 et a occupé plusieurs postes à la Direction financière et à l'international. Il préside le groupe de travail sur l'énergie et le changement climatique de la Table ronde des industriels européens (ERT, European Roundtable of Industrialists). Il est également conseiller spécial du maire de Chongqing (Chine), Président de l'Association française des Entreprises pour l'Environnement et membre du conseil d'administration d'EDF et d'Arcelor Mittal. Il a co-présidé l'Initiative Ciment (Cement Sustainability Initiative) du Conseil Mondial des Entreprises pour le Développement Durable (WBCSD) et co-dirigé le projet *Efficacité énergétique des bâtiments* (Energy Efficiency in Buildings). Il est diplômé de HEC et de l'ENA.

Petra Laux
Directrice des Affaires Extérieures et Gouvernementales pour Novartis depuis 2006. Elle a été Directrice des Affaires Publiques Européennes pour Novartis Group. Elle a débuté sa carrière pour GlaxoWellcome à Hambourg, au poste de Directrice de l'unité Politiques de Santé. Elle a ensuite été Directrice des Affaires de Santé et Gouvernementales pour SmithKlineBeecham à Munich. Après la fusion de SmithKlineBeecham et GlaxoWellcome pour former GlaxoSmithKline (GSK), elle a dirigé les Affaires Globales et Gouvernementales Européennes dans l'ensemble des filiales GSK de l'Union européenne. Elle a rejoint Novartis en 2004. Elle a obtenu un doctorat en pharmaco-chimie et un Master en Santé Publique de l'École Supérieure de Médecine d'Hanovre.

Christian Lechervy
Directeur adjoint de la Prospective depuis 2009. Il a été Ambassadeur de France au Turkménistan (2006-2009), sous-directeur Asie du Sud-Est au ministère des Affaires étrangères (2002-2006), conseiller pour les affaires internationales du Ministre de la Défense, M. Alain Richard (1997-2002) et chef du bureau Asie-Pacifique de la délégation aux Affaires stratégiques du ministère de la Défense (1992-1996). Il est titulaire d'un doctorat d'études soviétiques, d'un DEA d'économie appliquée et d'un DEA de relations internationales.

Georg Lennkh
Membre du Conseil d'administration du Bruno Kreisky Forum for International Dialogue; de l'International Law Institute (Washington, Kampala) ; Président du conseil d'administration de CARE Autriche. Ancien envoyé spécial pour l'Afrique de la République d'Autriche (2005-2010). Il a été Représentant permanent de l'Autriche à l'OCDE (1982-1993). En 1978, il est entré au Cabinet du Chancelier fédéral, Dr. Bruno Kreisky ; il a été sherpa pour la préparation du premier sommet Nord-Sud à Cancun (1981). Il a commencé sa carrière au Ministère fédéral des Affaires étrangères en 1965. Il a étudié le droit et les sciences politiques à Graz, Bologne (John Hopkins) et Chapel Hill (N.C., US).

Manoelle Lepoutre
Directeur du Développement durable et de l'Environnement de Total. Elle a été Directeur Exploration en Norvège, avant de devenir en 2000, directeur Géosciences de Total aux États-Unis. En 2004, elle est directeur R&D de l'Exploration & Production de Total, responsable de l'ensemble des programmes visant à préparer les technologies et compétences futures nécessaires à l'exploration, la production et la valorisation des hydrocarbures, en intégrant les dimensions techniques, économiques et environnementales. Elle est diplômée de l'École nationale supérieure de géologie de Nancy (ENSG) et de l'École nationale supérieure des pétroles et des moteurs (ENSPM).

Jacques Lesourne
Industriel et économiste français. Président de l'association Futuribles, du projet FutuRIS et du comité scientifique du programme Énergie de l'Ifri. Il a été chef de service aux Charbonnages de France (1954-1957), président du groupe Sema (1958-1975), directeur du projet Interfuturs à l'Organisation de coopération et de développement économiques OCDE (1976-1979), président du département Economie et gestion au CNAM, Paris, directeur-gérant du *Monde* (1991-1994). Il est diplômé de l'École Polytechnique et de l'École des Mines de Paris.

Jean-David Levitte
Conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy. Diplomate depuis 1970, il a effectué ses premiers postes à Hong-Kong et Beijing. De 1988 à 1990, il occupe son premier poste d'Ambassadeur, comme Représentant permanent de la France auprès des Nations Unies à Genève. Il a été Ambassadeur de France aux États-Unis, Ambassadeur auprès des Nations Unies à New York, conseiller diplomatique et sherpa du Président Jacques Chirac. Il a occupé plusieurs fonctions importantes au ministère français des Affaires étrangères. Il est titulaire d'une licence de droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) où il a étudié le chinois et l'indonésien.

Pierre Lévy
Ambassadeur de France en République Tchèque. Ancien Directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère français des Affaires étrangères et européennes, secrétaire général de la commission du Livre blanc sur la politique étrangère et européenne de la France, Directeur du service de politique étrangère et de sécurité commune et Directeur adjoint du cabinet de Pierre Moscovici, Ministre délégué chargé des Affaires européennes. Diplômé de l'École européenne des affaires (ESCP-EAP) et de l'Institut d'études politiques de Paris, il est ancien élève de l'ENA.

André Lévy-Lang
Président du Conseil de Surveillance des *Echos*, il préside la Fondation du Risque et l'Institut Louis Bachelier. Il est également Vice-président de l'Institut Europlace de Finance et de l'Ifri. Il est professeur associé émérite à Dauphine. Il a occupé différentes fonctions dans le groupe Schlumberger. Il a été Président du directoire du groupe Paribas. Il a débuté comme physicien au CEA. Il est diplômé de l'École Polytechnique et Docteur (Ph.D. in Business Administration) de l'Université de Stanford.

Susan Liautaud
Fondatrice d'Imaginer Consulting Limited, organisation à but non lucratif. Elle a été Associate Dean for International and Graduate programs et Lecturer in Law, à la Stanford University Law School, où elle a développé le premier cours sur les organisations non gouvernementales internationales. Elle est Coprésidente du Board of Advisors de Doctors Without Borders/Médecins Sans Frontières aux États-Unis. Elle est titulaire d'un PhD en politique sociale, London School of Economics and Political Science ; d'un Juris Doctor, Columbia Law School ; d'un M.A. en études chinoises, London School of Oriental and African Studies, University of London ; de deux B.A.s et d'un M.A., Stanford University.

Hubert Loiseleur des Longchamps
Directeur Affaires publiques du groupe Total depuis 2010. Il occupait auparavant le poste de Directeur des Relations internationales du Groupe depuis 2005. Il a occupé différentes fonctions en administration centrale et à l'étranger comme attaché financier. Il a notamment été Directeur adjoint des Hydrocarbures au ministère de l'Industrie (1990-1994). Il a rejoint le groupe Elf en 1994 comme coordonateur Moyen-Orient à la direction du domaine minier d'Elf. Il a ensuite pris la direction Moyen-Orient gaz-électricité du Groupe TotalFinaElf avant d'être nommé en 2002 Directeur général de Total E&P Angola. Il est ancien élève de l'ENA, diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris, et titulaire d'un DESS de droit public.

Francis Lorentz
Président de LD&A (conseil stratégique, levées de fonds et fusions acquisitions pour les PME européennes de haute technologie) et Président de l'IDATE (Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe). Cet institut anime une plate-forme de réflexion réunissant les grands acteurs français et internationaux des technologies de l'information. Il a été Directeur Général Adjoint de la Lyonnaise des Eaux, Président-directeur Général de la RATP et Professeur associé à l'Université de Paris Dauphine. Il a restructuré la branche LaSer (services informatiques, CRM et commerce électronique) du Groupe Galeries Lafayette. Il est diplômé de HEC et ancien élève de l'ENA.

Jean-Hervé Lorenzi
Président du Cercle des Economistes, Professeur à l'Université Paris Dauphine, Conseiller du Directoire de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild. Il a commencé sa carrière en 1975 en tant que Professeur d'Economie à l'Université de Paris XIII et à l'école Normale Supérieure. Il a été Conseiller auprès du Président du Groupe Havas, Conseiller économique du Premier Ministre (industrie, services, télécommunications); Directeur Général de CEA Industrie. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles et participe à diverses émissions de radio et de télévision. Il est docteur en sciences économiques.

Kishore Mahbubani
Doyen et professeur d'administration publique à la Lee Kuan Yew School of Public Policy. Il a travaillé 33 ans pour le service des Affaires étrangères de Singapour et a été Secrétaire permanent pour le ministère des Affaires étrangères (1993-1998). Il a fait partie du top 50 des personnes pouvant influencer le débat sur le futur capitalisme (classement 2009 du *Financial Times*) et des 100 meilleurs Penseurs mondiaux (classement 2010 de *Foreign Policy*). Il est l'auteur de *Can Asians Think?*, publié à Singapour, au Canada, aux États-Unis, au Mexique, en Inde et en Chine, et ses articles sont parus dans une grand nombre de revues et journaux, dont *Foreign Affairs*, *Foreign Policy*, *Time*, *Newsweek* et *The New York Times*. Il est diplômé de philosophie à Singapour et au Canada.

Joseph Maïla
Directeur de la Prospective du Ministère des Affaires étrangères et européennes. Ancien recteur de l'Institut Catholique de Paris, ancien Directeur du Centre de recherche sur la paix et fondateur de l'Institut de formation à la médiation et à la négociation (IFOMENE). Spécialiste de l'islam et expert en médiation politique, il a été consultant de l'UNESCO pour le Centre International des Sciences de l'Homme de Byblos. Il a rejoint en 2009 la Direction de la prospective pour mettre en place le « Pôle Religions ». Lauréat de l'IEP, Docteur en philosophie et en sciences sociales, il est professeur invité au Centre de relations internationales de l'Université de Montréal (CERIUM), à l'Université de Lyon 3 et au Master européen de *Relations interculturelles* de l'Université de Tarragone.

Maj. Gen. (Res.) Danny Rothschild
Directeur de l'Institute for Policy and Strategy (IPS) et Président de la série de conférences d'Herzliya. Associé, NETACS, une société de conseil de sécurité mondiale et Président du Conseil d'administration de la Afeka School of Engineering. Il a été membre du Conseil consultatif de la Banque d'Israël. Il a servi pendant plus de 30 ans dans les Forces de défense d'Israël, à différents postes tels que Coordinateur des Activités du Gouvernement dans les Territoires Palestiniens, Commandant militaire de l'Unité de Liaison au Liban et Assistant au Chef d'État-major.

Thierry Malleret
Associé senior chez IJ Partners, une société d'investissement basée à Genève. Il a dirigé Rainbow Insight, une société de courtage en idées et en opinions à l'usage exclusif des décideurs et investisseurs de très haut niveau. Il a été à la tête du Global Risk Network du Forum Économique Mondial, Durant plusieurs années consécutives, il a aussi été responsable de la réunion de Davos. Il a travaillé pour des banques d'investissement (à Londres et Moscou), dans des think-tanks (aux États-Unis et en Grande-Bretagne), et au sein des services du Premier Ministre à Matignon.Il a publié plusieurs livres universitaires, ainsi que trois romans (dont deux sous pseudonyme). Il est docteur en sciences économiques (EHESS à Paris et St. Antony's College à Oxford).

Christophe de Margerie
Président-Directeur Général de Total depuis mai 2010. Il a rejoint le Groupe en 1974 et il a exercé différentes fonctions à la direction Financière de Total, ainsi qu'à la direction Exploration & Production. En 1995, il est nommé Directeur général de Total Moyen-Orient. En 2000, il devient Directeur Général adjoint de l'Exploration & Production du nouveau groupe TotalFinaElf. En 2002, il est nommé Directeur Général de l'Exploration & Production de TotalFinaElf qui prendra le nom de Total en 2003. En mai 2006, il est élu administrateur de Total et en février 2007, il devient Directeur Général de Total et dès lors préside son Comité exécutif. Il est diplômé de l'École Supérieure de Commerce de Paris en 1974.

Hervé Mariton
Député français, il est rapporteur spécial du budget des transports, conseiller politiques à l'UMP chargé de la défense ainsi que fondateur et Président du club politique « Réforme et Modernité ». Il est l'auteur de plusieurs rapports parlementaires sur le budget des transports, le financement du système ferroviaire, la politique tarifaire de la SNCF, les amendes radars et l'évolution de la fiscalité locale. Il est également Président du groupe d'amitié avec la Russie. Il a été Ministre de l'Outre Mer. Il est ingénieur en chef du corps des Mines, diplômé de l'École Polytechnique et de l'IEP de Paris.

Michael Metzeltin
Professeur titulaire de la chaire de linguistique et didactique des langues romanes à l'Université de Vienne depuis 1989. Il a donné des conférences dans presque tous les pays d'Europe, à Cuba, au Chili et au Pérou. Il est membre de l'Académie des Sciences Autrichienne et membre d'honneur de l'Académie des Sciences de Roumanie. Il est co-

fondateur et co-éditeur du *Lexikon der Romanistischen Linguistik*, du *Romanistisches Kolloquium* et des collections *Cinderella*. Il a fait des études de Philologie Romane dans les universités de Bâle, Zürich, Salamanque, Coïmbre et Padoue. Il a été reçu docteur en philologie ibéro-romane, en linguistique française et en littérature italienne en 1969.

Jean-Claude Meyer
Vice-président de Rotschild Europe. Il a précédemment occupé les postes d'associé gérant au sein de Rotschild & Cie, de Directeur aux Affaires internationales chez Lazard Frères & Cie et de Chargé de mission à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action régionale (DATAR, 1973-1976). Il est diplômé de l'IEP de Paris et est titulaire d'un doctorat en gestion de l'université Paris-Dauphine.

Jacques Mistral
Directeur des études économiques à l'Ifri. Il est membre du Cercle des économistes, président de la Société d'économie politique et il a été membre du Conseil d'analyse économique jusqu'en 2010. Il a été Ministre conseiller financier à l'ambassade de France à Washington et chercheur à la Kennedy School of Government à l'université de Harvard (2005-2006). Il est diplômé de l'École Polytechnique et il a un Doctorat de Sciences économiques de l'Université Paris I ainsi qu'un Doctorat d'économie appliquée de l'université Paris-Dauphine.

Dominique Moïsi
Membre fondateur de l'Ifri dont il est maintenant Conseiller spécial. Professeur invité à l'université d'Harvard, il publie régulièrement des chroniques dans *Les Echos* et *Project Syndicate*. Son dernier livre *La Géopolitique de l'émotion* a été publié chez Flammarion. Son prochain livre *Entre silence et secret* sera publié chez Flammarion en 2011.

Mansouria Mokhefi
Responsable du Programme Maghreb à l'Ifri. Elle a été professeur d'Études moyen-orientales au Vassar College, New York, et de relations internationales à l'université de New York. Elle a été membre du Cermom (Centre de Recherches Moyen-Orient Méditerranée) à l'Institut des Langues et Civilisations Orientales où elle a enseigné l'histoire de l'Afrique du nord. Elle est diplômée de Sciences-Po et de la Sorbonne (Paris IV). Elle est titulaire d'une maîtrise de l'université de New York et d'un doctorat sur les États-Unis et la guerre algérienne d'indépendance de Sciences-Po.

Theodore Moran
Professeur à l'université de Georgetown en économie et finance internationales (Chaire Marcus Wallenberg), chercheur non-résident au Peterson Institute for International Economics. Il est consultant pour les Nations Unies, des gouvernements en Asie et en Amérique Latine et le monde des affaires. Il a été conseiller économique au Centre d'analyse et de prévision du Département d'État. Il a obtenu son PhD à Harvard en 1971.

Philippe Moreau Defarges
Chercheur à l'Ifri et co-directeur du rapport annuel RAMSES. Diplomate et Ministre plénipotentiaire, il a occupé différents postes en lien avec le développement de la Communauté européenne. Il est professeur d'affaires internationales et du concept de « droit d'intervenir » à l'Institut d'études politiques de Paris (IEP). Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur les relations internationales, la géopolitique, la gouvernance mondiale et la construction de l'Europe. Il est diplômé de l'IEP-Paris et de l'École nationale d'administration. Ses ouvrages les plus récents sont : *La Mondialisation* (Globalisation), PUF, 2010; *La Gouvernance*, PUF, 2010.

Pierre Morel
Représentant Spécial de l'Union européenne pour l'Asie Centrale et Représentant Spécial de l'Union européenne pour la crise en Géorgie. Il a commencé sa carrière diplomatique au Quai d'Orsay en 1971. Il a été Premier Secrétaire puis Conseiller à l'Ambassade de France à Moscou. Il a également été Conseiller Diplomatique du Président Mitterrand. Ambassadeur de France en Russie (1992-1996), il était également accrédité en Géorgie, Moldavie, Mongolie, Tadjikistan, Turkménistan et Kirghizstan. Il a été ensuite Ambassadeur de France en République Populaire de Chine, puis près le Saint-Siège. Il est diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris, licencié en droit et ancien élève de l'École nationale d'administration.

Hugh M. Morgan
PDG de First Charnock, Australie. Il est également membre du conseil d'administration de la Reserve Bank of Australia, membre du conseil consultatif international de Lafarge, ainsi que membre du conseil de l'Asia Society New York, Président de l'Asia Society AustralAsia Centre, Président de la National Gallery of the Victoria Foundation et Président de l'Order of Australia Association Foundation. Il est diplômé en droit et commerce de l'université de Melbourne.

Tawfik Mouline
Chargé de mission au Cabinet royal, il dirige l'Institut royal des Études stratégiques, créé par le roi Mohammed VI. Après avoir assumé d'importantes responsabilités au sein du groupe ONA, il a rejoint en 1995 le ministère de l'Economie et des Finances. Très actif dans le domaine associatif et de la recherche il est co-auteur du Panorama économique du Maroc. Il est diplômé de l'École Polytechnique et de l'École des Mines de Paris.

Amr Moussa
6ème Secrétaire Général de la Ligue Arabe. Il a été Directeur des organisations internationales au sein du ministère des Affaires étrangères et Ambassadeur en Inde. En 1990, il devient représentant permanent de l'Égypte auprès des Nations unies à New York, puis Ministre des Affaires étrangères, un an plus tard. Il est diplômé de l'université du Caire, Faculté de droit L.L.B.

Rainer Münz
Responsable de la recherche fondamentale (Erste Group) et Senior Fellow à l'Institut d'économie internationale de Hambourg (HWWI). Il est expert sur les changements démographiques, les migrations internationales et le vieillissement démographique, leur impact économique et leurs implications pour la banque de détail et les systèmes de sécurité sociale. En 1979, il a rejoint l'Académie autrichienne des sciences. Il a été professeur invité à l'Université de Californie à Berkeley, à l'Université de Bamberg, Francfort, Klagenfurt, Vienne et Zurich. Il a travaillé comme consultant pour la Commission européenne, l'OCDE et la Banque mondiale. Il a été conseiller auprès des présidences grecque, néerlandaise et slovène de l'UE. Il a un doctorat de l'Université de Vienne.

Narayana Murthy
Président et fondateur d'Infosys depuis 1981, une société mondiale de services informatiques basée à Bangalore, en Inde. Il est conseiller informatique de plusieurs pays asiatiques. Il siège au conseil d'administration de HSBC, de la Fondation Ford et de la Fondation des Nations Unies. Il a été membre du conseil d'Unilever (2007-2010). Il siège également au conseil d'administration de la Wharton School, de l'Indian School of Business, Hyderabad, du Rhodes Trust, et de l'International Institute of Information Technology, Bangalore. *The Economist* l'a classé parmi les dix chefs d'entreprises les plus admirés au monde en 2005. Il est membre de l'Académie nationale d'ingénierie indienne et membre étranger de l'Académie nationale d'ingénierie américaine.

Mayankote Kelath Narayanan
Gouverneur de l'État du Bengale Occidental depuis 2010. Il a été le Directeur de l'Intelligence Bureau et il a également dirigé le Joint Intelligence Committee. Il a été à la tête du Groupe de Travail du Premier Ministre ayant pour but de développer une capacité intégrée à gérer les défis de la sécurité intérieure. Il a également été Conseiller du Premier ministre de l'Inde ainsi que son Conseiller pour la sécurité nationale. Il a été le Représentant spécial du Premier ministre concernant les discussions sur les limites géographiques avec la Chine. Il a géré de nombreuses affaires concernant la sécurité intérieure, nationale et extérieure du pays y compris certains aspects tels que la lutte contre le terrorisme, le contre-espionnage et l'analyse stratégique. Il a une maîtrise en économie de l'Université de Madras.

Ewald Nowotny
Gouverneur de la Banque nationale d'Autriche (OeNB) depuis 2008. Il a été PDG de la banque autrichienne BAWAG P.S.K. Bank für Arbeit und Wirtschaft, Vice-président et membre du Conseil exécutif de la Banque européenne d'investissement (BEI) et Président du Conseil d'administration de la Österreichische Postsparkasse (PSK). Il a également été député. Il a été professeur titulaire à la Vienna University of Economics and Business Administration, où il a également occupé le poste de vice-recteur. Il est diplômé en droit et sciences du gouvernement de l'Université de Vienne et en économie de l'Institute of Advanced Studies à Vienne. Il détient un doctorat en droit de l'Université de Vienne.

Eva Nowotny
Présidente de la Commission autrichienne pour l'UNESCO. Elle est entrée au Ministère des Affaires étrangères autrichien en 1973. Elle a été conseillère à la Mission permanente de l'Autriche auprès des Nations Unies à New York. Puis, elle a été nommée conseillère en politique étrangère auprès du Chancelier fédéral d'Autriche. Elle a été l'Ambassadeur d'Autriche en France (1992-1997) et l'Ambassadeur d'Autriche au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (1997-1999) et l'Ambassadeur d'Autriche aux États-Unis, et accrédité auprès du Commonwealth des Bahamas (2003-2008). Elle a quitté le ministère des Affaires étrangères en octobre 2008. Elle a étudié l'histoire et la littérature allemande à l'Université de Vienne et a reçu son doctorat en 1968.

Georgy Oganov
Conseiller auprès du PDG de Basic Element, M. Deripaska, et membre du conseil de surveillance de la société depuis 2005. Il siège également au conseil de la fondation Vol'noye Delo. Il a été Directeur Général adjoint chargé des Affaires internationales et des relations publiques à Basic Element (2003-2005), Vice-président de MIC Industries (États-Unis) et Co-président du Centre international de la presse et du Club «Moscou». Auparavant, il a occupé plusieurs postes diplomatiques au Ministère des Affaires étrangères. Il est diplômé en relations internationales de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO) et en diplomatie publique internationale et en relations publiques de l'Académie diplomatique de Moscou.

Dan Oiknine
Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Indienne depuis 2009. Il a fondé l'India Trade Centre en 2007. Il a travaillé dans les secteurs de la haute technologie et d'internet, où il a occupé des postes de management pour des leaders technologiques tels que Netapp et Enition. Il a débuté sa vie professionnelle dans l'industrie du luxe, où il a occupé plusieurs postes clés allant du marketing au développement commercial. Il a aidé à développer des marques prestigieuses telles que Cartier, Dior, Céline, Lagerfeld sur la zone Amérique. Il est titulaire d'une licence en économie de la Sorbonne et d'une master en sciences et techniques de l'université Paris-Dauphine.

Stewart M. Patrick
Senior fellow et Directeur du programme sur les institutions internationales et la gouvernance mondiale, Conseil des Relations étrangères (CFR). Auparavant, il était chercheur au Centre pour le Développement Global. Il a également travaillé à la direction de la prospective pour le Secrétaire d'État américain (2002-2005) et a été associé de recherche au Centre sur la Coopération internationale de l'université de New York, où il a aussi enseigné la politique étrangère (1997-2002). Il a écrit ou co-écrit quatre livres et tient le blog « The Internationalist ». Il est diplômé en biologie humaine de l'université de Stanford, titulaire d'un doctorat en relations internationales et de deux masters en relations internationales et en histoire de l'Europe de l'université d'Oxford.

Volker Perthes
Politologue allemand, spécialiste du Moyen-Orient. Président et Directeur de l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité (SWP) à Berlin. De 1992 à 2005, il y a dirigé l'unité de recherche sur le Moyen-Orient et l'Afrique. Il a enseigné à l'université américaine de Beyrouth et à celles de Duisbourg, Münster et Munich. Il enseigne à l'université Humboldt de Berlin.

Periclès-Paul Petalas
PDG de l'EFG Bank European Financial Group. Après avoir occupé divers postes à l'Union Bank of Switzerland, Zurich, et à la Banque de Dépôts, Genève, il a été nommé PDG et administrateur de diverses sociétés du groupe EFG. Il est titulaire d'un doctorat en physique théorique et diplômé en génie industriel et gestion du Swiss Federal Institute of Technology, Zurich.

William Pfaff
Il écrit régulièrement pour *The New York Review of Books*. Il a également écrit pour *The New Yorker* (1971-1992), *Foreign Affairs* (New York), *Commentaire* (Paris), *Neue Zürcher Zeitung, Politica Exterior* (Madrid), etc. Pendant vingt-cinq ans, il a tenu une chronique politique dans The International Herald Tribune à Paris. Auteur de neuf livres sur la politique étrangère américaine, les relations internationales, le nationalisme, le romantisme politique et l'utopisme, etc. Son dernier livre, *The Irony of Manifest Destiny: The Tragedy of American Foreign Policy*, qui traite de la crise américaine actuelle, a été publié l'été dernier chez Walker & Co, à New York.

Friedbert Pflüger
Directeur du Centre européen pour la Sécurité de l'Énergie et des Ressources (EUCERS), département des Études de Guerre, King's College de Londres. Il a précédemment occupé le poste de porte-parole du Président allemand Richard von Weizsäcker. Il a également été membre du Bundestag allemand (1990-2006) et Président du comité des Affaires de l'Union européenne au Bundestag (1998-2004). Depuis septembre 2009, il est professeur de relations internationales au département des Études de Guerre du King's College à Londres.

Vijay M. Phadke
Avocat près la Cour Suprême d'Inde & Fiscalité Comparée, Cabinet Phadke Law depuis 1976. En 1986, il a ouvert des bureaux à Paris pour conseiller les entreprises françaises et européennes qui font des affaires avec l'Inde. Phadke Law a une véritable expérience dans la résolution de conflits internationaux et dans l'arbitrage institutionnel dans les domaines de l'énergie, l'aviation et la construction. Phadke Law a également de l'expérience dans le monde politique ayant conseillé le Gouvernement indien lors de la prise de décisions concernant les impôts, la défense et l'aviation. Il est diplômé des universités de New Delhi, Cambridge et Genève.

Peter Praet
Membre du directoire de la BCE depuis juin 2011. Il a commencé sa carrière en tant que chercheur au Département d'économie appliquée et à l'Institut d'études européennes à l'Université de Bruxelles (ULB). Il a été économiste au Fonds monétaire international, Washington D.C. (1978-1980), Professeur d'économie à l'Université libre de Bruxelles (1980-1987), économiste en chef à la Générale de Banque, puis à Fortis Banque (1987-1999), Chef de cabinet du Ministre belge des Finances (1999-2000), Directeur à la Banque nationale de Belgique (2000-2011). Il a un doctorat en sciences économiques de l'Université de Bruxelles (1980).

Pierre Prieux
Président-fondateur du Groupe Alcen, constitué de sociétés de haute technologie actives dans les domaines de la défense, l'énergie, les machines médicales et l'aéronautique. Il a commencé sa carrière en tant que Président des sociétés Tabur Marine et Dufour. Il a occupé, au sein du Groupe Matra, la position de Senior Vice President, responsable de 4 divisions (électronique automobile, robotique, conception assistée par ordinateur et horlogerie). Il a fondé et dirigé un opérateur de télécommunications, Kaptech et un équipementier Cirpack. Il est diplômé de l'École Polytechnique et de l'Insead.

Qu Xing
Président de l'Institut chinois d'études internationales (CIIS). Professeur à la China Foreign Affairs University (CFAU), il enseigne principalement la diplomatie contemporaine chinoise et l'histoire des relations franco-chinoises. Il a été Vice-président de la CFAU et Ministre auprès de l'Ambassade de Chine en France. Il est diplômé de la Beijing Foreign Studies University (BFSU) en langue française et littérature, de la China Foreign Affairs University (CFAU) en histoire de la diplomatie, et de l'IEP de Paris.

Mireille J. Quirina
Conseiller spécial et administrateur de la direction de DuPont de Nemours International SA, Genève. Ancien Vice-président, Corporate Affairs Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA) chez DuPont de Nemours International SA, Genève. Originaire de Paris, Mme Quirina est titulaire d'une maîtrise de Lettres de la Sorbonne et d'un DESS en Droit international comparé et européen de la faculté de Droit de Paris.

Claus J. Raidl
Président de l'*Oesterreichische Nationalbank* depuis 2008. Il a été Président-Directeur Général de Böhler-Uddeholm AG (1991-2010), Vice-président de Voest-Alpine Stahl AG (1998-1992) et Vice-président de Voest-Alpine AG (1986-1988). Il a débuté sa carrière en tant qu'assistant à l'Institute for Applied Social and Economic Research (1970-1971). Il écrit de nombreux articles sur les questions économiques et financières actuelles dans des revues économiques. Il est titulaire d'une maîtrise en commerce et d'un doctorat en économie de la Vienna University of Economics.

William Ramsay
Directeur du Programme Énergie à l'Ifri. Il a été Directeur Exécutif Adjoint à l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) et responsable des relations avec les pays non membres. Il a également été Sous-secrétaire d'État au département d'État aux États-Unis et Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire en République du Congo ainsi que Directeur du Bureau des Pays Producteurs d'Énergie, présidant les discussions bilatérales sur l'énergie entre les États-Unis, le Mexique, le Vénézuela, l'Arabie Saoudite, le Conseil de coopération des pays du Golfe (GCC) et le Japon. Il est titulaire d'un MBA en marketing international de l'Université du Michigan. Il a également un Master de Commerce international et Matières premières de l'université de Stanford en Californie.

Anil Razdan
Ancien Ministre de l'Énergie de l'Inde. Expert en énergie et négociateur international. Il a été représentant de l'Inde au Conseil mondial de l'énergie, il dirige actuellement une étude mondiale, *Energy for Mega Cities* et est conseiller scientifique en technologie énergétique auprès du gouvernement indien pour le développement des technologies supercritiques avancées. Il a étudié la physique et le droit à l'université de Delhi et a été chercheur invité à l'université d'Oxford. Il a reçu, entre autres, la Hiralal Daga Gold Medal en Droit.

Mary Robinson
Présidente de la Fondation Mary Robinson, elle fait également partie du Conseil de la Fondation Mo Ibrahim. Ancienne Présidente et fondatrice de Realizing Rights, elle a été Présidente d'Irlande, mais aussi haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, législatrice (1969-1989), avocate (1967-1990) et Présidente du Conseil des femmes leaders dans le monde. Elle a aussi travaillé pour la Communauté européenne et pour les commissions parlementaires irlandaises. Elle a reçu de nombreux prix et récompenses internationaux, dont la médaille présidentielle de la Liberté, qui lui a

été décernée par le Président Obama. Elle est membre des Elders. Elle a fait ses études au Trinity College, au King's Inns, Dublin et à la faculté de droit de Harvard.

Adam Daniel Rotfeld
Vice-président du Working Group on Difficult Matters (Pologne/Russie), membre du Groupe d'experts de l'OTAN sur le nouveau concept stratégique d'alliance et membre de la Commission pour une initiative euro-atlantique de sécurité. Il était Ministre des Affaires étrangères de Pologne et Directeur de l'Institut international de Recherche sur la Paix de Stockholm. Il est également membre de nombreux autres conseils en Pologne et à l'étranger, et est professeur à l'université de Varsovie. Il est co-auteur, avec A. Torkunov, de l'ouvrage *White Spots – Black Spots. Difficult Matters in Polish-Russian Relations 1918-2008*, publié en 2010.

Kristina Julie Rüter
Directrice de recherche au sein de l'agence d'analyse et de notation ESG oekom research depuis 2003. Depuis 2009, elle participe au groupe de travail sur le supplément sectoriel de la Global Reporting Iniative (GRI). Avant de rejoindre oekom research, elle a participé à plusieurs projets de recherche, à l'institut de recherche des technologies de l'environnement et à l'institut Leibniz d'écologie aquatique à Berlin. Elle a ensuite poursuivi ses recherches au sein d'une compagnie publique de traitement des eaux à Recife (Brésil). Elle a un diplôme en ingénierie de l'environnement, université technique de Berlin (TU Berlin). Elle a également étudié à l'université technique d'Hambourg-Harburg et à l'université d'Aveiro (Portugal).

Jin Ryu
PDG de Poongsan Group, l'un des plus grands fabricants de produits métalliques et de munitions au monde. Il est notamment Président du Conseil international du cuivre ouvré, Président du Korea-Pacific U.S. States Economic Committee, Président de l'Association coréenne des métaux-non ferreux, Vice-président du Comité consultatif et industriel auprès de l'OCDE (BIAC), Vice-président du Conseil économique Corée-États-Unis. En outre, il soutient plusieurs organisations philanthropiques dans le monde entier. Il est aussi membre du conseil d'America's Promise, de la Korea Exchange Bank (KEB) Fondation et de la Korea Foundation, et Président de la Pyongsan Scholarship Foundation et de la Pearl S. Buck Foundation Korea.

Il SaKong
Président du Comité présidentiel pour le Sommet du G20. Il a été Conseiller économique spécial du Président de la Corée (2008-2009). Il a également présidé le Conseil présidentiel pour la compétitivité nationale (2008-2009). Au cours des fonctions-clés qu'il a occupées au sein du gouvernement coréen, il a été le principal acteur dans l'encadrement et la mise en œuvre des politiques de développement stratégique et économique les plus efficaces des années 1980. Il a été consultant pour le Fonds monétaire international (1989-98). Il est diplômé de l'université nationale de Séoul (1964), et est titulaire d'un MBA (1966) ainsi que d'un doctorat (1969) de l'université de Californie à Los Angeles.

Tadaktsu Sano
Avocat, Jones Day. Il s'occupe de la gestion des risques, du respect des dispositions réglementaires et de nombreuses réglementations gouvernementales. Il compte plusieurs grandes entreprises japonaises parmi ses clients. Il a travaillé pendant 35 ans au ministère du Commerce international et de l'Industrie du Japon, dans le domaine de la politique commerciale internationale. Il a été ancien chef du cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama (2009-2010), il a occupé plusieurs postes au ministère du Commerce international et de l'Industrie tels que vice-ministre des Affaires internationales et chef de cabinet du Premier ministre Morihiro Hosokawa (1993-1994). Il est diplômé de l'université de Kyoto.

Kevin Sara
PDG de Nur Energie et Vice-président de la Chambre de Commerce tuniso-britannique. Après avoir travaillé en tant que conseiller en management chez McKinsey & Co., il fut co-fondateur de European Telecom and Media Investment Banking chez Salomon Brothers (aujourd'hui Citigroup). Puis, il investit dans des entreprises de technologie émergentes en Europe et aux États-Unis. Durant son doctorat sur les politiques de l'énergie à l'Imperial College, il cofonda Hazel Capital, une entreprise de gestion d'investissement dans les technologies des énergies renouvelables. Kevin est licencié en physique au Vassar College (New York) et est titulaire d'un MBA de l'École nationale des ponts et chaussées.

Louis Schweitzer
Président du Conseil d'AstraZeneca et d'AB Volvo ; il est administrateur de BNP-Paribas, de l'Oréal, et de Veolia Environnement. Il est également Président du Conseil de surveillance du journal *Le Monde*. Il est membre du conseil de différents organismes d'intérêt général. Il a été Président de la HALDE, Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité après avoir été PDG et Président du conseil d'administration de Renault.

Narcís Serra
Président de la fondation CIDOB, Président de l'Institut d'études internationales de Barcelone (IBEI) et Président du conseil de surveillance du Museu Nacional d'Art de Catalunya. Il est également Vice-président de Telefónica Chile, Conseiller de Telecomunicaciones de São Paulo S/A – TELESP, Conseiller de Telefónica Internacional, S.A.U et Conseiller de Gas Natural S.A. Il a représenté la province de Barcelone au Congrès des députés. Il a été Président de la banque Caixa d'Estalvis de Catalunya, Vice-président du gouvernement espagnol, Ministre de la Défense, maire de Barcelone, Ministre catalan de l'Urbanisation et des Travaux publics. Il est titulaire d'une licence et d'un doctorat en économie de l'université de Barcelone.

Jean-Michel Severino
Gérant de *Investisseurs et Partenaires conseil* (I&P conseil), membre de l'Académie des technologies, inspecteur général des finances. Il a été Directeur du développement au ministère français de la Coopération, Vice-président pour l'Asie de l'Est à la Banque Mondiale, et Directeur Général de l'Agence Française de développement (AFD) (2001-2010). En 2007, il a lancé le Blog *Idées pour le développement* aux côtés de Josette Sheeran, Donald Kaberuka, Kemal Dervis, Pascal Lamy, Abdou Diouf et Supachai Panitchpakdi ; ils y partagent leurs visions des grands défis auxquels les pays en développement sont confrontés et des solutions pour y faire face. Il est diplômé de l'École Supérieure de Commerce de Paris, de l'Institut d'Études Politiques de Paris et de l'École nationale d'administration.

Meir Sheetrit
Membre de la Knesset israélienne pour le parti Kadima. Né au Maroc, il a émigré en Israël en 1957 et a occupé de nombreux postes à haute responsabilité au sein de cabinets, notamment Ministre de l'Intérieur, Ministre du Logement et du Bâtiment, Ministre des Finances, Ministre de la Justice, Ministre des Transports et Ministre de l'Éducation, de la Culture et des Sports. Elu pour la première fois à la Knesset en 1981, il a été maire de la ville de Yavne. Il est titulaire d'une licence et d'une maîtrise de l'université de Bar-Ilan.

Eugen Simion
Ancien président de l'Académie Roumaine (1998-2006). Actuellement président de la Fondation Nationale pour les Sciences et les Arts. Professeur de littérature moderne à l'Université de Bucarest, Docteur en Sciences philologiques. Entre 1970 et 1973 professeurs à Paris IV, Sorbonne. Critique littéraire. Il a publié environ 30 livres sur la littérature roumaine et européenne, parmi lesquels on peut citer **Ficţiunea jurnalului intim I-III** *(La fiction du journal intim I-III)*, **Genurile biograficului-II** *(Les genres du biographique I-II)*, **Tânărul Eugen Ionescu** *(Le jeune Eugène Ionescu)*, **Mircea Eliade un spirit al amplitudinii** *(Mircea Eliade un esprit de l'amplitude)*, **Întoarcerea autorului** *(sau Contre, Sainte-Proust)*.

Thierry Soret
Conseiller politique, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Avant d'intégrer le Bureau d'études sur le développement (ODS), il a occupé le poste de Délégué général du *think tank* européen Confrontations-Europe ; il a travaillé sur les réformes institutionnelles et démocratiques de l'Union européenne. Il a également été conseiller politique chargé des études théoriques sur les relations internationales et la mondialisation au sein du parti socialiste français et de plusieurs ONG. Il a été admis à l'ENA. Il a un master de sciences politiques et relations internationales, Science Po, Paris et une licence de philosophie de l'université Paris XII.

Walter Stadtler
Membre de l'Atlantic Council of the United States. Il a travaillé pendant 35 ans au ministère américain des Affaires étrangères où il a occupé différents postes au Royaume-Uni, en Allemagne, en Afrique du Sud, en Ethiopie, en Suède et au Bénin. Il a été conseiller du secrétaire américain à la Défense, conseiller européen de la mission américaine auprès des Nations unies, Vice-président de l'université nationale de Défense (NDU) à Washington DC et conseiller des dirigeants des pays baltes dans le développement de leur politique après la Guerre Froide. Il a été PDG de la National Defense University Foundation (2008-2010). Il est diplômé en lettres de l'université Fordham et de l'université de Columbia. Il a étudié à la Sorbonne et à l'université de Perugia en Italie. Il s'intéresse aux affaires politico-militaires, ainsi qu'aux enjeux de développement tels que les provisions d'eau potable et les renforcements des capacités des micro-entreprises.

Hans Stark
Secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Ifri. Expertise : Allemagne, intégration européenne, histoire de la construction européenne, politique étrangère et de sécurité commune, débat institutionnel. Chargé de cours en études européennes à l'IEP de Paris et à l'université Paris-III (Sorbonne-Nouvelle).

Tommy Steiner
Maître de recherche à l'Institute for Policy and Strategy (IPS) et à l'Interdisciplinary Center, Herzliya (IDC). Ancien Directeur Exécutif du Forum Atlantique d'Israël. Dans le cadre de son travail à l'institut, il dirige les programmes de recherche sur la politique étrangère israélienne et les relations de l'Union européenne et de l'OTAN avec Israël et le Proche-Orient. Il enseigne les relations internationales, les études gouvernementales et de sécurité à la Lauder School of Government, la diplomatie et la stratégie à l'IDC. Ses domaines de spécialisation comprennent la coopération régionale dans le bassin Méditerranéen et dans la région Asie-Pacifique. Il est titulaire d'une maîtrise (cum laude) en relations internationales de l'Université Hébraïque de Jérusalem.

Herbert Stepic
PDG de Raiffeisen Bank International depuis 2010. Il a rejoint Genossenschaftliche Zentralbank AG (aujourd'hui Raiffeisen Zentralbank Österreich AG, RZB) en 1973 et créé le département de la promotion du commerce extérieur. En 1987, il devient membre du conseil d'administration de RZB et a été nommé Vice-président en 1995. Il a été PDG de Raiffeisen International Bank-Holding AG (2001-2010). Il détient une maîtrise en administration des affaires (1968) et un doctorat en économie et commerce (1972), Vienna University of Economics and Business Administration.

Serge Sur
Professeur en droit public à la faculté de droit de Paris II Panthéon-Assas. Il dirige le master de recherche en relations internationales ainsi que le Centre Thucydide-Analyse et Recherche en relations internationales. Il est également Juge *ad hoc* à la Cour internationale de Justice de La Haye et rédacteur en chef de la revue *Questions Internationales*, publiée par La Documentation française. Il a reçu le prix Edouard Bonnefous de l'Académie des sciences morales et politiques, Institut de France, pour l'*Annuaire Français de Relations Internationales*. Il est agrégé de droit public.

Hannes Swoboda
Vice-président du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen, membre de la Commission des Affaires étrangères, de la Délégation aux commissions de coopération parlementaire UE-Kazakhstan, UE-Kirghizistan et UE-Ouzbékistan et pour les relations avec le Tadjikistan, le Turkménistan et la Mongolie, de la Délégation pour les relations avec les États-Unis et de la Délégation à l'Assemblée parlementaire Euronest. Il est député au Parlement européen depuis 1996, Vice-président du groupe du PSE au Parlement européen, Secrétaire du groupe PSE. Il a été Vice-président de la délégation interparlementaire pour les relations avec l'Europe du Sud-Est (1997-2004). Il a fait des études de droits et d'économie.

Riad Tabet
Président de Batiliban-France Consortium Franco-Arabe pour le développement, PDG de Berit International Holding SA, administrateur et membre du bureau exécutif de la Chambre de Commerce Franco-Arabe, Paris, administrateur et membre fondateur de la Chambre de Commerce Libano-Americaine, Beyrouth. Il a été Conseiller du Président de la République Libanaise pour la Francophonie (1986-1988), Conseiller du Ministre des Finances pour le secteur privé (1999-2001). Il est l'auteur de nombreuses publications et études dans les domaines du développement économique, de l'environnement et de l'aménagement du territoire. Il est diplômé de l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris-Sorbonne.

Anne-Claire Taittinger
Membre du Conseil de Surveillance de Carrefour, administrateur du Club Méditerranée, de Planet Finance & Financité et Président de Le Riffray. Elle a conduit, au sein de la Caisse des Dépôts et Consignations, différentes missions d'aménagement urbain et péri-urbain. À partir de 1979, elle a progressivement assumé au sein du Groupe du Louvre, puis du Groupe Taittinger, des responsabilités opérationnelles en entreprise parallèlement à des fonctions de « holding ». Jusqu'en 2006, elle a été PDG du Groupe Taittinger et du Groupe du Louvre. Elle a également été Directeur Général puis PDG de Baccarat. Elle est diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris, de H.E.C. (MBA). Elle est titulaire d'une maîtrise en sociologie urbaine (Paris V), et d'un DESS d'Urbanisme et d'Aménagement du Territoire.

York Chor Tan
Ambassadeur de la République de Singapour en France et au Portugal. Il a occupé les fonctions de Représentant Permanent de la République de Singapour auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève, ainsi qu'auprès de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique à Vienne (2007-2010). Il a rejoint la Fonction publique singapourienne en 1985 et occupé différents postes au sein du Ministère de la Défense et du Ministère des Affaires étrangères. Il a notamment été Premier Secrétaire à l'Ambassade de Singapour à Paris, Ministre Conseiller et Représentant Permanent Adjoint de la Mission de Singapour auprès des Nations unies à New York. Ancien élève de l'École Nationale Supérieure de Chimie de Strasbourg, dont il a obtenu le diplôme d'ingénieur en 1983.

Mostafa Terrab
Président et Directeur Général du groupe OCP. Il a été conseiller au sein du cabinet royal et secrétaire général du sommet économique du MENA. En 1998, il a été nommé directeur général de l'Agence nationale de réglementation des télécommunications. Il a ensuite rejoint la Banque mondiale comme spécialiste de la réglementation au service de l'Information et des communications internationales et a présidé le programme Informations pour le développement de la Banque mondiale. Il est titulaire d'une maîtrise et d'un doctorat en recherche opérationnelle du Massachusetts Institute of Technology et est diplômé de l'ENPC, Paris.

Yashwant Thorat
PDG de la Rajiv Gandhi Charitable Trust. Il a plus de trente-cinq ans d'expérience dans les domaines de la banque publique et de la microfinance. Ancien Directeur exécutif de la Reserve Bank of India où il a travaillé durant plus de trente années (dont plus de dix dédiées aux coopératives, aux crédits ruraux et à la microfinance), culminant au poste de Directeur exécutif. Plus récemment, il a été Directeur Général puis Président de la Banque nationale pour l'Agriculture et le Développement rural en Inde (NABARD, 2004-2007), Président d'Expert Groups on Credit Deposit Ratio and Investment Credit et Président du Micro Finance Development and Equity Fund. Il est titulaire d'un doctorat en économie de la Shivaji University (Kolhapur).

Anatoly V. Torkunov
Diplomate russe, expert en politique extérieure de la Russie. Recteur de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (université MGIMO). Membre du collège du ministère des Affaires étrangères, Directeur de l'Association russe pour les Nations unies, et Ambassadeur plénipotentiaire extraordinaire. En 2008 il a été élu membre de l'Académie des sciences russe. Il est professeur au MGIMO. Il a été Ambassadeur en République populaire démocratique de Corée et aux États-Unis. Il est diplômé en relations internationales de l'université MGIMO et docteur en sciences politiques.

Son Altesse Royale le Prince Turki Al-Faisal
Son Altesse Royale le Prince Turki Al-Faisal a été Ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite aux États-Unis d'Amérique du 13 Septembre 2005 au 2 Février 2007. Son Altesse Royale est impliquée dans différentes activités culturelles et sociales. Il est l'un des fondateurs de la Fondation du Roi Faycal et le Président du Centre du Roi Faycal pour la recherche et les études islamiques à Riyad. Il est également membre du Conseil d'administration du Centre pour les études contemporaines arabes à Georgetown, du Centre Oxford pour les études islamiques, et de la Fondation du Roi Fayçal. Il est diplômé de la Lawrenceville School à Lawrenceville, New Jersey. Il a ensuite obtenu un diplôme de premier cycle à l'Université de Georgetown à Washington, DC.

Hubert Védrine
Fondateur de Hubert Védrine Conseil. Conseiller diplomatique de François Mitterrand, porte-parole de l'Elysée puis secrétaire général, il entre au Conseil d'État en 1995. Il a été Ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002. Il est diplômé de l'École nationale d'administration et ses principaux ouvrages sont : *Les Mondes de François Mitterrand*, Fayard, 1996, *Mitterrand, un dessein, un destin*, Gallimard, 2005, *Continuer l'Histoire*, Fayard, 2007. Il a co-écrit avec Pascal Boniface *Atlas du monde global* (2008) et *Atlas des crises et des conflits* (2009).

Serge Villepelet
Président de PricewaterhouseCoopers France, membre du Conseil Stratégique mondial du réseau PricewaterhouseCoopers. Il a commencé sa carrière en 1979 chez Coopers & Lybrand en tant qu'Auditeur Junior dans la branche audit comptable et financier. En 1989, Serge Villepelet est coopté Associé. En 1990, il est le créateur du nouveau pôle Secteur Public. Il participe alors à diverses missions dans les collectivités locales et auprès du gouvernement (notamment dans le cadre de la réforme de la SNCF et de la création de Réseau Ferré de France). En 2007, il a créé la Fondation d'entreprise PricewaterhouseCoopers France pour la culture et la solidarité. En 2010, il a publié *Le patron qui aime les littéraires* (éd. Lethielleux/DDB). Il est diplômé de l'ESSEC.

François Wat
Associé-Gérant, Co-Head of Global Equity Advisory, Rothschild Paris depuis 2008. Il a été Managing Director chez Deutsche Bank, Responsable des Marchés de Capitaux (Equity Ca-

pital Market) pour l'Asie Pacifique, basé à Hong-Kong. En 1995, il a rejoint la Deutsche Bank en tant que Managing Director, Responsable des Marchés Actions à Paris. Il a été promu Head of European Equity Sales en 1998 et Head of European Equity en 2000. Il a également été Managing Director et Responsable du Marché des Actions Françaises chez S.G. Warburg Securities et Directeur à la banque Lazard & Cie à Paris. Il a une Maîtrise de Droit des Affaires et Fiscalité de l'Université de Paris et est diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris.

Bruno Weymuller
Administrateur de Déinove et de Kvaerner ASA, et membre du conseil d'administration de Coe-Rexecode. Il a été conseiller auprès du PDG et Directeur de la Stratégie et de l'Evaluation des risques chez Total (2000-2008). Il a occupé divers postes de direction au sein du groupe Elf Aquitaine de 1981 à 2000 dans la branche exploration-production puis comme Directeur financier du Groupe (1994-2000). Il a commencé sa carrière au ministère de l'Industrie (1972-1978), avant de rejoindre le cabinet du Premier ministre, Raymond Barre (1978-1981). Il est diplômé de l'École Polytechnique, de l'École des Mines de Paris et titulaire d'un Master of Science du Massachusetts Institute of Technology.

Michael Yeoh
Fondateur et Président Directeur Général de l'Asian Strategy and Leadership Institute (ASLI), un important think tank indépendant en Malaisie et dans l'ASEAN. Il est également fondateur et Président du World Chinese Economic Forum et de l'ASEAN Leadership Forum. Il a été Président de l'organisation de l'Asia Economic Summit, du Business Forum de l'Organisation des Pays Islamiques (OPI) et du World Islamic Economic Forum. Il est également Secrétaire général du Malaysia China Business Council et de l'ASEAN Business Forum. Il a étudié à l'Université Monash et à l'Aresty Institute of Wharton School et il a reçu cette année un doctorat honorifique en droit de l'Université de Nottingham.

Igor Yurgens
Président de l'Institut du Développement Contemporain, Vice-président de l'Union russe des industriels et des entrepreneurs et membre du Conseil consultatif auprès du Président de la Fédération de Russie pour le développement de la société civile. Il est titulaire d'un diplôme en sciences économiques de l'université d'État de Moscou. Il est professeur à l'École des Hautes Études en sciences économiques, et est l'auteur de nombreux articles et ouvrages. Il est chevalier de l'Ordre de l'Honneur de la Fédération de Russie.

Lionel Zinsou
Président de PAI partners depuis 2009. Il a démarré sa carrière comme maître de conférences en économie à l'Université de Paris XIII et membre du Cabinet du Ministre de l'Industrie et du Premier Ministre. En 1986, il rejoint Danone où il occupe plusieurs fonctions, notamment Directeur du développement, puis Directeur Général des filiales anglaises. En 1997, il rejoint, en tant qu'Associé Gérant, Rothschild & Cie, où il a créé et dirige le groupe sectoriel des biens de consommation ainsi que la région Afrique-Moyen Orient. Il est diplômé de l'École Normale Supérieure, Sciences Po, la London School of Economics et la Sorbonne en histoire et en économie. Il professeur agrégé de sciences économiques et sociales.

Marie-Cécile Zinsou
Marie-Cécile Zinsou, née en 1982, est à l'initiative de la Fondation Zinsou qu'elle a créé en juin 2005 et qu'elle préside depuis. Installée au Bénin, la Fondation Zinsou promeut l'Art contemporain en Afrique et mène une action culturelle, pédagogique et sociale ainsi qu'un programme de micro-finance. À ce jour, la fondation a accueilli 24 expositions et 3 000 000 de visiteurs.

Thierry de Montbrial

Thierry de Montbrial est le Directeur général de l'Institut français des relations internationales qu'il a fondé en 1979. Il est professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers. En 2008, il a lancé la *World Policy Conference*. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France depuis 1992 et membre associé de nombreuses académies étrangères dont l'Académie des sciences de Russie. Il siège au conseil ou au conseil consultatif de plusieurs entreprises ou institutions internationales.

Thierry de Montbrial a dirigé le département de sciences économiques de l'École Polytechnique entre 1974 et 1992. Il a été le premier Président de la Fondation de la recherche stratégique (1993-2001). Il a mis sur pied le *Centre d'analyse et de prévision* (*Direction de la Prospective* depuis 2009) du Ministère des Affaires étrangères et en a été le premier directeur (1973-1979).

Il est l'auteur de seize livres, certains traduits en plusieurs langues. Il est Commandeur de la Légion d'honneur, Grand Officier de l'Ordre national du mérite et titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères, ainsi que de neuf doctorats *honoris causa*.

Thierry de Montbrial est ancien élève de l'ÉcolePolytechnique, docteur en économie de l'Université de Berkeley (Californie) et ancien ingénieur général au corps des Mines.

DISCOURS D'OUVERTURE

Versions intégrales

Discours d'ouverture
Thierry de Montbrial

Mesdames, Messieurs, je suis heureux d'ouvrir cette 4e édition de la *World Policy Conference* et je voudrais commencer en exprimant mes remerciements à son excellence Monsieur Heinz Fischer, Président de la République d'Autriche. Je vous exprime toute ma reconnaissance pour avoir, quand je suis venu vous voir, il y a quelques mois, accepté de nous accueillir ici dans cette magnifique ville de Vienne, dans ce magnifique Hofburg. Je voudrais également exprimer mes remerciements très chaleureux au Président Abdullah Gül, Président de la République de Turquie. Le Président Gül avait déjà accepté de venir à la première réunion à Evian, il y a trois ans, et malheureusement un incident grave concernant la Turquie l'avait obligé à faire demi-tour le jour même de la conférence. Monsieur le Président, je vous remercie et j'ai le plaisir, en même temps, d'annoncer que la 5e édition de la *World Policy Conference* aura lieu l'an prochain à Istanbul. Je vois que les applaudissements montrent à quel point tout le monde est heureux de cette décision.

Je voudrais remercier aussi toutes les hautes personnalités qui sont avec nous aujourd'hui – je ne les mentionnerai pas toutes : le Président Ilves, Président de la République d'Estonie, qui a également participé à la première de ces conférences ; Sa Sainteté le Patriarche Bartholomée 1er, qui nous fait le grand honneur également d'être parmi nous. Je salue le Prince Turki Al-Faisal, également un ami de cette conférence, qui y participe pour la deuxième fois. Je remercie Monsieur Il Sakong, qui est ici en tant que représentant personnel du Président de la République de Corée, et Monsieur Peter Praet que je présenterai tout à l'heure et qui va remplacer Mario Draghi retenu toute la journée d'aujourd'hui par le Conseil européen. Vous savez qu'il traite d'enjeux vitaux pour l'avenir de l'Union européenne. Nous en reparlerons plusieurs fois au cours de cette conférence. Je salue le Président Ahtisaari, ancien Président de la République de Finlande, Prix Nobel de la paix, qui est également avec nous pour toute la durée de cette conférence.

Je souhaiterais dire quelques mots sur le contenu de cette conférence. Cette quatrième édition de la *World Policy Conference* abordera les thèmes fondamentaux de la gouvernance mondiale. À mon avis, il s'agit là du sujet le plus important qui soit, non seulement dans la situation qui est la nôtre actuellement, mais aussi pour les nombreuses années, voire décennies à venir. Permettez-moi de souligner trois points.

Tout d'abord, la mondialisation implique une interdépendance croissante, ce qui entraîne une complexité grandissante. Cette complexité produit de l'incertitude. Par essence, la complexité signifie que de toutes petites causes peuvent avoir des répercussions immenses sur la totalité d'un système. Or ces répercussions sont fondamentalement de nature imprévisible. Nous l'avons vu cette année avec les manifestations populaires connues sous le nom de « Printemps arabe », dont nous discuterons de manière approfondie cet après-midi. À l'origine de ces événements, le suicide d'un homme démuni au cœur de la Tunisie entraîne au final la déstabilisation de toute une région clé. À ce jour, nous ne savons toujours pas quelles seront les conséquences ultimes de cette déstabilisation.

Pour prendre un autre exemple, tiré cette fois du domaine économique : l'éclatement de la bulle spéculative financière a été fondamentalement imprévisible, eu égard aux circonstances particulières qui l'ont provoqué. L'éclatement de bulles spéculatives financières peut entraîner des situations critiques, telle que celle qui touche actuellement l'Union européenne dans son ensemble. Si l'Union européenne devait entamer un processus de désagrégation, le monde entier pourrait être gravement déstabilisé à son tour. Ainsi, le problème de la complexité est-il d'importance majeure. À ce propos, les économistes seraient bien avisés de faire preuve de davantage d'humilité, car il n'y a pas si longtemps encore la plupart d'entre eux, y compris des lauréats du Prix Nobel, pensaient avoir résolu définitivement les problèmes de fond de la politique économique. Or ce n'est pas le cas.

Voici mon deuxième point : du fait de cette incertitude croissante, la gouvernance est d'une importance capitale. Sans gouvernance, le système hautement interdépendant qui est le nôtre risque de se désintégrer. L'organisation actuelle de la gouvernance mondiale souffre d'une très grande faiblesse. Le G8 et le G20 sont des organisations faibles. Non seulement sont-elles faibles, mais elles sont, en outre, relativement pauvres, c'est-à-dire pauvres en termes d'efficacité et de légitimité. Nous devons travailler sur ces points. Nous savons que l'équilibre des pouvoirs à travers le monde penche de plus en plus en faveur des pays émergents. Incidemment, je préfère parler des BRITS plutôt que des BRICS, le « T » représentant la Turquie. Je trouve que la Turquie est trop souvent négligée dans nos discussions sur les puissances émergentes. Je souligne ce point, car dans quelques minutes, nous allons entendre l'allocution du Président Gül. Je pense que la Turquie représente aujourd'hui un pays majeur, non seulement au Moyen-Orient, mais aussi sur la scène mondiale. Par ailleurs, il est tout aussi vrai que le déclin du leadership de l'Occident n'a pas encore été compensé par le renforcement du leadership d'une autre puissance, et certainement pas par celui d'un pays tel que la Chine. Celle-ci n'a pas un passé d'exercice d'un leadership à l'échelle du monde : je pense que la Chine est davantage concentrée à l'heure actuelle sur sa situation et son développement propres. Cet état de fait entraîne un déficit énorme du leadership mondial, ce qui concourt, à mon avis, au problème de la gouvernance mondiale.

Notre façon de modeler une gouvernance mondiale plus soutenable ou durable est cruciale. Paradoxalement, aujourd'hui, nous pouvons affirmer que l'expérience de l'Union européenne peut potentiellement représenter un modèle pour le monde entier. J'affirme ceci en ce moment d'incertitude lié au résultat de la réunion du Conseil européen qui se tient aujourd'hui même.

Mon troisième et dernier point aborde la question de l'importance des valeurs. Il s'agit là d'un thème fondamental. Le monde n'est pas homogène. Il est constitué de cultures, de religions, de traditions religieuses et de types d'expériences différents. Cette pluralité devrait être perçue comme une source de richesse, et non pas comme une source de difficultés. Par ailleurs, nous n'avons pas l'habitude de travailler entre pays qui ont des valeurs profondément différentes, avec l'idée qu'aucun pays ne doive prétendre prévaloir sur les autres. Nous avons énormément à apprendre de ce point de vue.

Je terminerai en formulant un vœu. Nous connaissons la célèbre Déclaration universelle des Droits de l'Homme. J'ose soutenir ici et maintenant que cette Déclaration des Droits de l'Homme n'est pas absolument universelle. Elle ne l'est pas parce que les cultures et les traditions des pays n'appartenant pas au monde occidental n'ont pas été prises en compte quand elle a été rédigée.

J'aimerais qu'à un moment opportun nous puissions rédiger une déclaration des valeurs universelles. Il me semble que la plupart des traditions, y compris les traditions religieuses, partagent des valeurs communes qu'il serait relativement facile d'identifier, telle que la dignité humaine, voire une notion tel que le consentement. Les personnes ne devraient pas être forcées d'agir d'une manière inacceptable à leurs yeux. Peut-être qu'à un moment donné la *World Policy Conference* pourrait servir d'outil pour initier la rédaction d'une déclaration des valeurs universelles allant au delà des droits de l'homme. Cette dernière représenterait sans doute la meilleure condition préalable à la mise en œuvre d'un nouveau système durable de gouvernance mondiale.

J'ai maintenant le plaisir et l'honneur de convier le Président Heinz Fischer à faire son discours d'ouverture, après quoi je donnerai la parole au Président Gül. Je vous remercie beaucoup pour votre attention.

Discours d'ouverture
Heinz Fischer

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, pour commencer, de vous remercier de votre venue à Vienne et de votre participation à cette conférence. Je remercie tout particulièrement le Professeur de Montbrial, président et fondateur de la World Policy Conference, non seulement pour son discours d'ouverture, mais aussi pour avoir eu l'idée de tenir cette quatrième session de la World Policy Conference à Vienne, un haut lieu de réunions internationales.

Au cours des deux prochains jours, vous allez aborder et analyser les divers aspects de la gouvernance mondiale.

Cela me ravit car il n'est plus possible aujourd'hui d'aborder la moindre question sans la mettre en relations avec d'autres problématiques. Notre programme n'est pas uniquement de portée internationale, mais se veut également interdisciplinaire, et embrasse tous les niveaux de gouvernance.

Il existe, à mon sens, deux enjeux fondamentaux dans notre programme mondial : le premier est lié au besoin de développer notre cadre institutionnel et nos processus de prise de décision et de mise en œuvre à tous les niveaux ; le second concerne la nouvelle dimension sociétale de notre réponse aux défis.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes tous conscients du fait que le système westphalien traditionnel des États souverains a commencé à être partiellement remplacé par de nouveaux modèles d'interaction étatique et non étatique et de nouveaux flux d'informations. Les droits des États souverains ont diminué car de plus en plus de prises de décisions ont été transférées à des structures internationales et à des processus transnationaux. Ce « dépérissement » des responsabilités incombant aux États est lié à l'émergence d'acteurs non étatiques qui structurent de plus en plus nos schémas d'interaction, nos objectifs communs ainsi que leur réalisation.

Les gouvernements continuent à porter le poids de la responsabilité en matière de politiques publiques. Mais si nous analysons nos priorités mondiales, nous constatons que d'autres institutions ont endossé un rôle sans cesse croissant dans la définition des affaires mondiales. Le changement en profondeur des processus politiques mondiaux s'est manifesté par l'émergence d'acteurs et de partenaires nouveaux.

Tandis que, suite au Congrès de Vienne, la diplomatie multilatérale était jadis la clé des affaires internationales, nous constatons aujourd'hui des processus qui sont davantage comparables au jeu politique national – avec une phase de « détermination des enjeux », suivie d'une phase « d'articulation des enjeux », aboutissant à la prise de décision.

Les différents partenaires de la gouvernance mondiale jouent un rôle distinct dans ces processus politiques mondiaux. Il est intéressant de noter qu'aujourd'hui de nombreux enjeux sont identifiés par la société civile et par les institutions universitaires. Une fois qu'un problème a été identifié et largement compris, les praticiens expérimentés de la gouvernance mondiale, réunis en commissions ou panels internationaux, et bénéficiant du soutien d'universitaires, sont appelés à exprimer ces enjeux très clairement et à présenter les politiques possibles pour y répondre. Les rapports mondiaux soumis à la communauté internationale constituent alors le point de départ de la prise de décisions internationales sur des sujets précis.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

La société civile joue aujourd'hui un rôle primordial en tant que détentrice de certaines valeurs ou visions qui indiquent quelles questions globales doivent être traitées par la communauté internationale. En outre, les institutions de la société civile évaluent et portent des jugements sur des problématiques et des sujets spécifiques. Le monde universitaire, à son tour, fournit des connaissances et une compréhension indispensables face au programme de plus en plus complexe et interdépendant qui est le nôtre. Le secteur privé a compris la signification profonde et « infrastructurelle » des questions internationales et est devenu aujourd'hui un véritable partenaire en la matière.

Les parlementaires occupent une position clé à l'interface entre le programme des priorités mondiales et celui des priorités des politiques nationales.

La question qui se pose est la suivante : comment élaborer un processus coordonné et complémentaire de gouvernance mondiale face à une telle pléthore d'acteurs, d'intérêts, de visions et de pouvoirs ? Une chose est certaine : la bonne gouvernance mondiale ne se fera pas par un système d'obéissance et de commandement.

Du point de vue institutionnel, certains modes d'interaction et de consultation particulièrement créatifs ont vu le jour. Un exemple est donné par le Conseil de sécurité des Nations Unies qui invite des organisations non gouvernementales à participer à des discussions informelles au cours desquelles ces ONG peuvent transmettre des informations et des opinions d'expert au Conseil de sécurité sur des sujets tel que, par exemple, le rôle des femmes dans les conflits armés.

Pourtant, le véritable défi se situe dans les processus de mise en œuvre politique à divers niveaux et dans les différents domaines de la gouvernance, tels que la paix et la sécurité, le développement économique et social, la durabilité environnementale, le changement climatique, etc.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

La gestion industrielle moderne nous a fourni un modèle utile pour aborder toute la gamme nécessairement complexe des responsabilités, compétences et cadres institutionnels profondément différents auxquels nous sommes confrontés. Je fais ici référence au concept de « gestion par objectifs » élaboré pour la gestion des entreprises : un grand nombre d'acteurs distincts partagent les mêmes objectifs et aident à les atteindre par le biais de cadres normatifs et de responsabilités opérationnelles différentes. L'élément clé de la « gestion par objectifs » tient dans le partage de ses objectifs, ce qui cadre très bien avec les capacités opérationnelles limitées de notre système international.

La puissance d'influence douce des Nations Unies découle des valeurs, principes et objectifs communs de paix et de sécurité internationale, de droits humains, d'égalité de développement économique et social, et de développement et d'utilisation durables de nos ressources naturelles et environnementales. N'oublions pas, à ce titre, la résolution de l'Assemblée Générale contenant la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Aujourd'hui, les outils à la disposition de la communauté internationale sont tout à fait conformes au concept de gestion par objectifs, et ladite communauté se sert des confé-

rences internationales et des réunions au sommet pour approuver l'expression claire des objectifs internationaux.

Excellences,

Mesdames et Messieurs

L'Autriche a soumis une idée très intéressante qui n'a malheureusement pas été retenue : elle visait à permettre au Secrétaire général des Nations Unies de coordonner les multiples rapports élaborés par les diverses entités organisationnelles du système des Nations Unies, chacune ayant des échéanciers et des couvertures géographiques très différentes, en intégrant leurs données et analyses dans un « rapport global sur l'état du monde ». Un tel rapport offrirait pourtant à la communauté internationale un cadre cohérent pour la mise en œuvre décentralisée de notre action internationale par les différents partenaires interétatiques, nationaux et non étatiques impliqués dans les affaires du monde.

Par ailleurs, l'objectif principal de nos politiques mondiales a subi une réorientation radicale avec le passage d'une approche centrée sur les États à une approche centrée sur les citoyens. L'être humain est désormais la préoccupation essentielle de notre programme. D'où le rôle primordial dévolu aux droits humains, au développement humain et à la sécurité humaine dans notre programme.

Cette nouvelle orientation de nos priorités mondiales doit être également comprise comme le reflet d'une autre dimension aux défis que nous relevons. Le citoyen est devenu un élément primordial du développement économique et social, de la durabilité environnementale ainsi que de la paix et de la sécurité. Le citoyen est non seulement la première victime, mais aussi, et surtout, l'acteur et l'auteur de tout ce qui contribue à définir la qualité de la société.

De fait, la plupart des sociétés font aujourd'hui l'expérience d'une désintégration sociétale. Les inégalités croissantes s'accompagnent de processus d'exclusion et d'humiliation sociétale qui entraînent des guerres civiles, la violence intra-sociétale, le crime organisé et l'insécurité économique.

Notre expérience concrète dans les différentes régions du globe, en particulier dans les zones qui sortent de périodes de conflit, a mis en évidence la nécessité de mettre en place des processus de « renforcement du sentiment de la dignité humaine » par le biais de l'apprentissage et de la compréhension de sa propre dignité humaine et de celle des autres, telle qu'elle est garantie par notre système des droits de l'homme.

Le respect des droits de l'homme dans la ville se mesure à l'aune d'un critère relativement simple : ce respect existe au sein de communautés dans lesquelles la municipalité, en partenariat avec la société civile, le secteur privé et les universités, œuvrent pour que tous les membres de la communauté, par le biais de l'éducation, de l'enseignement et de la socialisation, puissent comprendre et vivre leur dignité humaine, telle qu'elle est garantie par les droits de l'homme.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

J'ai mentionné au début de mon discours le rôle croissant des acteurs non étatiques en matière de gouvernance mondiale. Aujourd'hui, l'idée selon laquelle les acteurs privés sont allés beaucoup trop loin dans le domaine financier semble communément admise. Le glissement des pouvoirs réglementaires des autorités étatiques aux réseaux privés ayant leurs propres règles auto-définies et leurs propres formes d'autorégulation est l'une des causes majeures de la crise financière. Les institutions privées sont devenues des autorités de poids en matière de politique économique.

Les marchés financiers, libérés de toute réglementation, ont affaibli le pouvoir des parlements. Ils mettent sérieusement en danger la primauté de la politique. La gouvernance par des sources privées d'autorité a sapé les mécanismes traditionnels de responsabilité démocratique incombant aux État-nations.

Le rétablissement de la primauté de la politique est un défi majeur, et nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas saisir l'occasion qui se présente à nous de le faire. À la fin de 2008, le G20 a lancé une initiative ambitieuse visant à réglementer de nouveau les marchés financiers. Des milliers de pages de textes législatifs furent alors rédigées. Il semble pourtant que les règles du jeu soient restées globalement les mêmes. Des intérêts privés puissants ont bloqué toute réforme de fond. Des pans de la société civile répondent avec colère et un sentiment d'impuissance. Parallèlement, suite à la crise, nous constatons une rupture du lien social et un processus de diminution de la solidarité.

Permettez-moi de terminer par quelques mots au sujet de l'Europe. Depuis ses tous débuts, l'Union européenne a traversé des périodes de reculs et des périodes d'avancées majeures qui ont permis de faire progresser le projet européen. Par exemple, la fin douloureuse du mécanisme de change européen (MCE) au début des années 1990 a donné une impulsion décisive à la création d'une monnaie unique.

Ces derniers mois, nous avons vu des compromis de dernière minute sur le minimum de réglementation nécessaire pour dompter les marchés – du moins temporairement. Mais je pense qu'au final l'idéal européen est d'une telle puissance que la crise en Europe induira une restructuration en profondeur de l'organisation de la gouvernance européenne. J'ai pour espoir que plus d'Europe, et non pas moins d'Europe, sera la réponse.

Discours d'ouverture
Abdullah Gül

Monsieur le Président Fischer,

Monsieur le Président Ilves,

Monsieur de Montbrial,

Éminents invités,

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux de me retrouver parmi vous aujourd'hui dans ce cadre somptueux. Je garde encore de très agréables souvenirs de ma visite officielle à Vienne en mai dernier en qualité d'invité du président Fisher. À chacune de mes visites à Vienne, je ne peux m'empêcher d'être impressionné par la splendeur et la beauté de cette ville historique.

Nous sommes rassemblés ici pour débattre surtout des nouveaux défis et des perspectives intéressantes qui s'offrent à nous. Nous ne sommes peut-être pas encore d'accord sur le qualificatif le plus approprié pour décrire ce qui s'est passé durant les deux dernières décennies, mais je pense que nous assistons à la naissance d'un nouvel ordre mondial.

À cet égard, nous sommes réunis ici dans un lieu très significatif. Il y a près de deux cents ans, en 1815, à la fin des guerres napoléoniennes, les puissances dirigeantes se rassemblèrent à Vienne pour discuter de la mise en place d'un nouvel ordre européen. Comme nous le savons tous, un nouvel équilibre du système international finit par voir le jour et une longue période de stabilité relative s'ensuivit.

Depuis, tant de choses ont changé, mais une grande et même question reste posée.

Je veux parler du choix de l'équilibre entre la liberté et la sécurité. Les artisans du nouvel ordre international issu du Congrès de Vienne choisirent de poser les fondations d'un système stable, mais préjudiciable aux libertés.

Néanmoins, ce système s'avéra incapable de contenir la volonté libertaire des peuples et finit par s'effondrer.

À cette époque, la question de l'équilibre du système international était essentiellement abordée sous l'angle du territoire.

Aujourd'hui, l'impact profond de la mondialisation entraîne un glissement paradigmatique dans notre compréhension du monde en général. De toute évidence, la mondialisation représente bien plus qu'un simple état de fait économique.

Du point de vue politique aussi, les territoires ne sont plus le bouclier sacré de la souveraineté nationale. Même les démocraties les plus solides subissent le processus de montée de la responsabilité et de la visibilité mondiale. En outre, les glissements tectoniques qui affectent le système politique et économique mondial rendent les structures de gouvernance mondiale anachroniques.

En présence de nouveaux protagonistes, de puissances émergentes et d'équilibres en mouvement, les vieilles règles se décomposent ou perdent de leur pertinence.

D'où le besoin pressant de réévaluer le fonctionnement du système mondial.

Lors d'une conférence à Chatham House l'an dernier, j'ai soutenu l'idée selon laquelle le système international actuel était dans un état d'« équilibre imparfait », tridimensionnel, dans les domaines politique, économique et socio-démocratique.

Depuis, outre les déficits écologiques, toutes les divergences évoquées ont gravement touché le système international.

Donnons quelques exemples : nous avons eu le Printemps arabe, la crise de la dette souveraine en Europe, des tensions alarmantes entre l'Iran et d'autres pays, un regain des attaques terroristes en Irak, en Afghanistan et au Pakistan, une famine tragique en Somalie et enfin, la contamination nucléaire au Japon.

Tous ces facteurs pourrait potentiellement faire basculer le système international d'un état d'« équilibre imparfait » à un état de « parfait déséquilibre ». En conséquence, nous devons être extrêmement vigilants quant à la gouvernance mondiale de ces problèmes.

Permettez-moi de développer mon point de vue sur les insuffisances de l'ordre politique international.

La plupart des structures internationales actuelles en matière de sécurité politique ont été élaborées à l'époque de la guerre froide. Ces structures subissent une pression croissante pour se transformer, et ce en accord avec une dynamique mondiale en pleine mutation.

Il est également convenu qu'aucune puissance à elle seule ne peut relever tous ces défis.

Il est donc nécessaire de mettre en place un multilatéralisme réellement efficace, avec la participation des puissances émergentes.

À cet égard, l'Organisation des Nations Unies, en tant que vaisseau amiral du système international et de la gouvernance mondiale, a certainement besoin d'une réforme en profondeur, et il est impératif que cette réforme comprenne celle du Conseil de Sécurité.

Malheureusement, jusqu'à ce jour, les Nations Unies n'ont pas réussi à s'adapter aux réalités changeantes de notre temps.

Je dois dire que la perception la plus communément partagée des Nations Unies aujourd'hui est celle d'une structure internationale qui sert les intérêts des puissances dominantes.

Cependant, après avoir mis les Nations Unies au centre du système international, il ne faudrait pas méconnaître pour autant la pertinence, l'efficacité, la responsabilité et la légitimité des autres institutions internationales.

Éminents participants, la seconde insuffisance que je voudrais aborder touche la sphère économique mondiale.

Quatre ans après le début de la crise financière mondiale, l'économie mondiale vient de nouveau d'entrer dans une phase dangereuse.

Des facteurs tels que la crise de la dette souveraine en Europe et la faiblesse des performances économiques des États-Unis font craindre une nouvelle récession mondiale.

Il devient de plus en plus évident que l'impact de la crise actuelle durera plus longtemps que prévu.

De nombreux pays européens sont aux prises avec des niveaux de dette énormes et des déficits budgétaires excédant les critères de Maastricht.

Je pense que la négligence de l'Union européenne, qui n'a pas respecté ses propres critères de convergence économique, est à l'origine de la situation difficile actuelle.

De plus, le manque de volonté politique et l'incapacité à engager des actions courageuses face à ces problèmes n'ont fait qu'aggraver la situation dans les pays de la zone euro.

Ces économies en faillite risquent d'entraîner toute l'Union européenne à leur suite. En

fait, l'unité même de l'Union est en jeu en raison de divergences entre les membres de la zone euro et les autres membres de l'Union européenne.

Les problèmes économiques actuels de l'Europe menacent l'économie mondiale dans son ensemble, compte tenu de la très forte interdépendance entre les continents en termes de commerce extérieur, de finance internationale et d'investissements.

En conséquence, la perception de la menace sérieuse d'une crise mondiale a eu un impact négatif sur les perspectives des consommateurs, des producteurs et des investisseurs à travers le monde entier.

À mon avis, l'économie mondiale est dans un état d'« équilibre de la terreur économique » qui pourrait bien se transformer en une récession mondiale à part entière.

Aussi, tant que nous ne ramènerons pas le système économique mondial à un nouvel équilibre durable, nous devrions peut-être subir des chocs économiques symétriques, tant au niveau mondial qu'au niveau régional.

Pour ramener le système économique mondial à un équilibre durable, le nouvel ordre économique mondial doit rectifier ces déséquilibres et créer un nouveau cadre qui permette aux économies développées et en développement de relever ces défis dans un véritable esprit de partenariat.

Il ne fait aucun doute que le G20, du fait de sa composition équilibrée entre les économies développées et les économies émergentes, pourrait fort bien jouer un rôle moteur dans la gouvernance de l'économie mondiale.

Éminents invités, si nous voulons un système international durable, nous devons également penser à créer de nouveaux projets de coopération pour sortir des milliards d'individus de la pauvreté.

Nous devons garder à l'esprit que le développement et la sécurité sont directement liés et se renforcent mutuellement.

Personne ne peut dormir paisiblement dans ce monde tant que plus d'un milliard d'individus vivent avec moins d'un dollar par jour.

La Turquie considère l'engagement auprès des pays les moins avancés comme une priorité.

À cet égard, nous avons accueilli en mai dernier la quatrième Conférence des Nations Unies sur les Pays les moins avancés (LDC-IV).

À cette occasion, nous avons intensifié nos efforts pour aborder les problèmes des pays les moins avancés en élaborant le Programme d'Action d'Istanbul.

Selon cet engagement, et grâce à la contribution d'ONG turques, notre aide globale au développement atteint environ deux milliards de dollars par an.

Pour revenir à mon point précédent, il ne fait aucun doute que le meilleur remède pour l'élimination de la pauvreté réside dans un système de libre échange international qui fonctionne.

Mesdames et Messieurs, le monde traverse, sans aucun doute, une période de transition historique. Notre manière d'aborder les événements d'aujourd'hui aura un impact crucial sur la vie de plusieurs générations à venir.

De l'Afrique à l'Asie, de l'Europe au Moyen-Orient, l'ordre ancien est en train de changer. Bien entendu, l'expression la plus marquante de ce nouveau climat stratégique est celle du Printemps arabe.

De mon point de vue, le Printemps arabe, qui s'est longtemps fait attendre, est désormais un processus irréversible. Il s'agit tout simplement de la normalisation de l'histoire dans cette partie du monde.

Après tout, le sud de la Méditerranée a été le berceau de nombreuses civilisations.

Dans ce sens, qui peut nier l'importance de la Bibliothèque d'Alexandrie, la plus grande archive de toutes les connaissances du monde antique ?

Il convient également de noter que la région a donné naissance à de nombreux philosophes de renom tels que Farabi et Ibn Khaldoun. Leur influence dans les domaines de la sociologie, des sciences politiques et de l'éducation s'est ressentie depuis des générations.

Ainsi peut-on soutenir que la région a toujours disposé du capital historique et des ressources intellectuelles nécessaires à l'épanouissement de l'idéal d'une démocratie pluraliste.

Ce qui se déroule actuellement, sur la base d'une dynamique véritablement d'origine locale, représente une rectification de l'histoire et du cours de la civilisation humaine.

Néanmoins, il est encore trop tôt pour prédire avec justesse ce qui va se passer dans les pays emportés dans la tourmente du changement.

Certes, en chemin, il y aura quelques revers, mais chaque pays trouvera un équilibre fondé sur des conditions qui lui sont propres.

Cependant, nous pensons que nous avons aujourd'hui une occasion en or pour mettre un terme à des décennies de misère dans la région. Nous espérons que le désir sincère des individus de vivre dans la dignité se concrétisera.

Nous ne pouvons passer sous silence les épreuves considérables qui nous attendent en matière économique et sociale si l'on veut vaincre la pauvreté.

Lorsque la ferveur révolutionnaire retombera, les nouveaux dirigeants se retrouveront face à l'immense défi de créer des débouchés économiques pour tous.

Nous tous, en tant que communauté internationale, devons résolument aider les nouvelles démocraties de cette région. De la sorte, nous pourrons créer un cycle vertueux dans lequel la croissance économique et la consolidation démocratique se renforceront mutuellement.

L'expérience turque montre que les valeurs traditionnelles et spirituelles peuvent être en parfaite harmonie avec les normes contemporaines en matière de mode de vie et de modernité.

Il n'est guère surprenant que les démocraties émergentes de la région du Moyen-Orient-Afrique du Nord interrogent l'expérience démocratique turque et son organisation institutionnelle. Pour elles, la Turquie est une source d'inspiration.

Tout particulièrement, notre approche de la liberté religieuse et de la laïcité, et la façon dont nous avons fait de ces notions une garantie de pluralisme démocratique et d'harmonie entre l'État et la société, sont d'une très grande pertinence.

Cette approche donne l'exemple aux pays de la région qui peinent à trouver le bon équilibre entre la foi religieuse et la politique.

Éminents participants, le pessimisme croissant généré par la crise économique d'aujourd'hui en Europe est en train de remodeler sa vie politique. Il existe des manifestations grandissantes d'intolérance et de discrimination au sein de la plupart des pays européens.

Les partis politiques qui décrivent l'immigration comme la cause principale d'insécurité, de chômage, de criminalité, de pauvreté et de problèmes sociaux enregistrent des hausses de popularité électorale.

En conséquence, nous sommes très préoccupés par la montée de tendances xénophobes et islamophobes. L'effroyable acte terroriste commis en Norvège en juillet 2011 a rappelé que la menace de l'extrémisme de droite ne doit jamais être sous-estimée.

Malheureusement, il existe des signes impressionnants de complaisance, particulièrement lorsque la conscience collective européenne refuse d'accepter que le recours à la terreur peut naître en son sein et chez ses autochtones.

Nous savons tous que l'usage de la terreur est en soi un acte de folie. Néanmoins, si nous ne punissons pas les auteurs en raison de leur soi-disant folie, le combat contre le terrorisme deviendra impossible.

Plus récemment, nous avons été de nouveau choqués par la nouvelle des meurtres cruels perpétrés par des néo-nazis en Allemagne entre 2000 et 2006. Nous avons été particulièrement attristés par le fait que huit des dix victimes étaient d'origine turque.

L'inquiétude des communautés d'immigrants grandit, non seulement en Allemagne mais à travers toute l'Europe.

À cet égard, je loue le président Wulff pour les efforts entrepris afin de découvrir toute la vérité sur ces attaques et de panser les plaies des familles des victimes.

J'espère que la position politique prise par le président Wulff par rapport aux menaces représentées par les mouvements d'extrême droite aura force d'exemple pour toutes les personnalités et les partis politiques en Europe.

Mesdames et Messieurs, je dois reconnaître que j'ai donné jusqu'ici une image plutôt morose des affaires internationales. Bien entendu, nous avons de bonnes raisons de nous inquiéter.

Cependant, il ne faut pas céder au pessimisme. La semaine dernière, je me suis rendu au Kirghizistan pour assister à la cérémonie de passation du pouvoir présidentiel à Bichkek.

Bien qu'elle soit passée inaperçue, cette transition pacifique et démocratique, effectuée en à peine 18 mois au cœur de l'Asie, est tout à fait louable.

Dès lors, je pense que le Kirghizistan mérite l'aide de tous ceux qui font à travers le monde la promotion d'une transition démocratique.

La crise économique actuelle ne doit pas éclipser l'impératif stratégique de soutenir la démocratie, la paix et la stabilité dans le monde.

L'histoire regorge de leçons démontrant le prix à payer lorsque l'on cède à l'inaction.

Comme l'a écrit Mark Twain : « *L'histoire ne se répète pas, mais elle rime.* »

Je suis convaincu que les décisions que nous prenons et les actions que nous menons aujourd'hui auront une influence décisive sur les résultats du changement de dynamique mondiale qui est actuellement à l'œuvre.

J'espère que les idées qui ressortiront de cette conférence contribueront modestement à ce résultat positif.

Merci.

Discours du dîner du vendredi 9 décembre
Herbert Stepic

Cher Monsieur Thierry de Montbrial,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur de prendre la parole aujourd'hui devant un tel parterre de personnalités aussi éminentes.

Cher Monsieur de Montbrial, pour préparer cette conférence, j'ai lu votre message sur le site web dans lequel vous exprimez l'espoir que la *World Policy Conference* puisse jouer un rôle modeste mais significatif dans la prévention, entre autres malheurs, de la désintégration de l'Union européenne, de l'écroulement de l'alliance euro-atlantique, et de l'éclatement du monde en raison de la primauté accordée à l'égoïsme des intérêts nationaux (plus ou moins) purs engendrant des guerres, de l'agitation sociale, etc.

Vous affirmez qu'il nous faut retrouver des moyens de gouvernance mondiale qui aboutissent à des situations « gagnant-gagnant » par opposition aux situations « perdant-perdant », qui semblent constituer le risque dominant à l'heure actuelle.

Je partage absolument votre avis : il faut trouver des solutions « gagnant-gagnant », notamment en Europe, où une accélération de la crise aurait un impact majeur sur le reste du monde.

Mesdames & Messieurs, je suis un banquier européen ; je me concentrerai donc sur la gouvernance européenne et les questions de macroéconomie européenne, car les deux sont intimement liées.

L'avenir de l'euro

L'avenir de l'euro est l'une de nos principales préoccupations lorsque nous sommes face à des clients et autres investisseurs internationaux.

La plupart des gens savent que je suis banquier. À la maison, ma famille et mes amis me posent souvent les questions suivantes:

- l'euro va-t-il perdurer ?
- que dois-je faire de mon argent ?
- devrais-je investir dans l'or ?
- devrions-nous acquérir des biens fonciers ?

Je mets habituellement fin à la conversation, car je ne parviens pas à les convaincre de quoi que ce soit. Alors, je leur dis : écoutez, mes amis, laissez l'argent sur votre compte d'épargne et attendez des jours meilleurs.

De toute évidence, nous faisons actuellement face à des risques économiques et politiques majeurs dans la zone euro, ce qui génère des craintes et une grande instabilité sur les marchés.
Cette peur est alimentée par les rapports et les analyses des médias qui agitent le spectre d'une fin de la monnaie européenne. Mais que se passe-t-il vraiment à l'heure actuelle ? L'enjeu actuel n'est pas de savoir s'il faut maintenir ou abandonner le projet de l'euro, mais d'éviter les conséquences économiques douloureuses des faillites souveraines.

La question étant de savoir comme éviter la faillite de certains de ses membres les plus faibles, la zone euro, en tant que zone de monnaie commune, est même globalement relativement forte.

- La zone euro a, au total, un niveau de dette publique relativement faible de 88% du PIB (2011), en bonne posture par rapport aux États-Unis (100%) et au Japon (233,1%).
- Le déficit budgétaire est encore plus vertueux, à 4,1% du PIB dans la zone euro (2011) contre 9,3% aux États-Unis et 10,3% au Japon.
- En outre, la zone euro n'a pas besoin de financements externes considérables : le compte courant de la zone euro (-0.8% du PIB en 2011) se compare favorablement aux grands besoins nets de financement externe (déficits courants) qui prévalent au Royaume-Uni (-2,5%) et aux États-Unis (-3,1%).

En moyenne, les fondamentaux de l'euro sont très bons en comparaison d'autres monnaies. Ainsi, lorsque mes amis me demandent si l'euro va conserver sa valeur, je leur demande toujours : par rapport à quoi ? Le dollar est très faible et je n'investirais pas dans le yen non plus.

Malheureusement, cette solidité fondamentale moyenne de la zone euro dans son ensemble n'exclut pas des problèmes de financement dans tel ou tel pays (voire, dans le cas de la Grèce, des problèmes de restructuration de la dette). Ainsi, on peut avancer les points suivants.

1. Le défaut de paiement d'un pays membre de la zone euro ne met pas automatiquement en danger l'euro en tant que tel ni sa valeur.

a. Les pays ne peuvent pas individuellement se sortir de la crise en « faisant marcher la planche à billets » et en dévaluant l'euro.

b. En cas de défaut de paiement d'un ou plusieurs pays de la zone euro, ce qui, j'en suis convaincu, peut-être, et sera évité, sauf dans le cas de la Grèce, les conséquences affecteraient le système financier (il faudrait faire face à des pertes de capitaux importantes) et l'économie réelle (avec une lourde et longue récession), mais pas la stabilité des cours de la monnaie. Dans un tel cas de figure, le risque de déflation serait plus élevé, comme au Japon dans les années 90.

2. Un éclatement de la zone euro est tout-à-fait improbable car les coûts d'une sortie de la zone seraient exorbitants

a. En effet, les États membres dépendent tous de leurs performances à l'exportation.

b. Et surtout, après 12 ans d'intégration des marchés financiers, l'éclatement de l'euro entraînerait une dévaluation massive des monnaies faibles, des retraits massifs de fonds, une récession et un manque de possibilités de refinancement. La plupart des banques dans ces pays nécessiteraient alors une restructuration, entraînant des pertes de capitaux énormes même au cœur de l'Europe, notamment en Allemagne et en France. Il faudrait nationaliser de nombreuses banques françaises et allemandes, ce qui engendrerait une récession profonde et prolongée.

Un éclatement de la zone euro est une situation typiquement « perdant-perdant » dont les coûts financiers et économiques, associés au défaut de paiement d'un grand État membre de la zone euro, seraient tellement élevés pour TOUT LE MONDE, que cette éventualité sera évitée.

Il n'est pas aisé de s'accorder sur les moyens de prévention, car les pays qui privilégient la stabilité ont peur qu'un « filet de sécurité » au profit des pays membres de la zone euro ne soit une incitation à accroître des niveaux d'endettement déjà élevés.

Nous avons donc indiscutablement besoin de réformes en profondeur.

Mais quels types de réforme sont nécessaires ? Des reformes entraînant davantage ou moins d'intégration ?

Comme nous l'avons vu, moins d'intégration, à savoir l'éclatement de la zone euro, constituerait une épreuve très douloureuse qui nous ferait probablement reculer de 20 ans. Nous avons donc besoin de plus d'intégration. Ce qui implique des politiques économiques et budgétaires coordonnées, l'élimination des paradis fiscaux et la mise en œuvre de certains mécanismes entraînant un « transfert des compétences budgétaires » des États membres vers Bruxelles. Sans cela, une monnaie commune ne peut pas fonctionner.

Cependant, il existe de multiples possibilités pour structurer une union budgétaire de cet ordre (degré de centralisation, mécanismes déclencheurs, seuils déclencheurs, tous les membres de l'Union budgétaire pourraient être soit des États membres de l'UE soit des États membres de la zone euro).

D'après les résultats de la négociation de la nuit dernière, l'intégralité de la zone euro va établir une « union budgétaire » qui reposera sur des traités distincts de ceux de l'UE. Tous les autres membres de l'UE, à l'exception du Royaume-Uni, sont disposés à rejoindre cette union budgétaire ; ils consulteront leurs parlements et seront impliqués dans les négociations.

Ce résultat n'est pas parfait, mais il constitue pour l'euro une avancée dans la bonne direction. L'union budgétaire est la condition préalable à la création d'euro-obligations qui seront vraisemblablement mises en œuvre ultérieurement.

Cet accord distinct sera en négociation jusqu'au mois de mars ; le délai est donc court, car il d'agit de se mettre d'accord sur des mécanismes d'abandon de « droits souverains » au profit d'une « institution européenne dirigeante ».

La question de l'effort d'assainissement budgétaire exigée de chaque pays est également sujette à controverse. Une réduction des dépenses pure et simple ne constitue pas non plus un remède ni une réponse aux défis actuels. Je reviendrai sur ce sujet un peu plus tard.

Tout ceci demande du temps ! Les accords doivent être mis en œuvre par les gouvernements à un moment où ils ne portent pas très haut le drapeau européen. Il faut donc du temps pour modifier le système alors que les marchés financiers ne tolèrent pas les longs processus de changement. Ils continueront à mettre les pays endettés sous le feu de rapports négatifs, et les agences de notation feront le reste.
Il faut donc du temps et des mesures transitoires!

3. Les achats d'obligations d'État par la BCE continueront à être un moyen essentiel pour donner aux pays comme l'Italie et l'Espagne le temps d'assainir leurs budgets et d'engager des réformes

a. Je suis absolument persuadé que tous les pays, hormis la Grèce, seront en mesure de se restructurer d'une façon qui leur permettra de sortir de la crise, à la condition qu'ils parviennent à se refinancer à des taux acceptables.

b. Les fonds non disponibles via le Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) devront être fournis par la BCE.

Vous allez bien sûr me poser la question suivante : ces achats d'obligations souveraines vont-ils mettre en péril le pouvoir d'achat et la stabilité de l'euro ? En théorie, oui. Mais que se passe-t-il actuellement ?

a. Le système bancaire européen réduit ses prêts face à la pression de nouvelles réglementations – j'y reviendrai – et la demande de crédit recule, étant donnée la crise en cours.

b. Par conséquent, il y a moins de liquidités pour alimenter l'économie réelle et les achats d'obligations d'État par la BCE aideront à combattre la déflation, qui représente actuellement un risque plus important que l'inflation.

Mesdames & Messieurs, permettez-moi de résumer brièvement ce que j'ai dit jusqu'ici.

a. L'éclatement de la zone euro ou la faillite d'un membre important de la zone euro seraient extrêmement coûteuses pour tout le monde et sont donc très peu probables.

b. Nous avons les moyens de combattre la crise ; utilisons-les. En conséquence, je ne doute pas que les politiques continueront à opter pour la solution « gagnant-gagnant » d'un renforcement de l'intégration et de la solidarité.

Jusqu'ici, tout va bien ! MAIS …

Toutes les réformes demandées se concentrent particulièrement sur la réduction des coûts ! Or l'Europe a besoin, à la fois, d'assainissement budgétaire, principalement par le biais de réformes structurelles, mais aussi de croissance.

Il faut donc créer des emplois et des programmes tournés vers l'avenir ; si le chômage grimpe et si les inégalités sociales se creusent, les troubles sociaux constitueront la menace la plus importante.

Cela signifie aussi que toute réforme de la gouvernance de l'Union européenne, telle que l'union budgétaire qui a été proposée, doit prendre en considération le cycle conjoncturel afin d'éviter des mesures procycliques. Or ce n'est pas ce que nous constatons jusqu'ici.

La réglementation de l'Autorité bancaire européenne et la problématique de la croissance

Eu égard à la croissance, je souhaite m'opposer fermement à la nouvelle réglementation de l'Autorité bancaire européenne (l'ABE), publiée le 27 octobre, qui stipule que toutes les grandes banques systémiques doivent respecter un ratio minimal de solvabilité (fonds propres durs) de 9% d'ici au 30 juin 2012, qu'elles soient ou non exposées à des pays périphériques de la zone euro et, par conséquent, à des risques de dépréciation d'actifs ou de pertes sur prêts.

Ne vous méprenez pas. Je suis totalement en faveur d'une stabilisation du système financier et de la réduction du risque inhérent à l'économie mondiale. Mais ce processus doit s'inscrire dans la durée. Cela ne fonctionne pas du jour au lendemain.

Ainsi, de nouvelles réglementations bancaires « mondiales », à savoir Bâle 3, ont été mises au point suite à la faillite de Lehman Brothers, qui prévoient un ensemble de mesures parmi lesquelles une augmentation graduelle du ratio de fonds propres durs sur une période plus longue.

D'après la nouvelle réglementation de l'ABE, les banques doivent atteindre les objectifs de Bâle 3 de 2019 dans les huit mois qui viennent.

Mesdames & Messieurs, des ratios de fonds propres plus élevés en pleine crise de la dette sont totalement contre-productifs, car les banques seront au final obligées de réduire l'octroi de prêts.

Voici ce qui va se passer.
Morgan Stanley estime que le marché bancaire européen va se désendetter de 1,5 à 2,5 billions d'euros sur les 18 mois à venir.
Cela aura un effet à long terme important sur le développement économique de l'Europe. La crise ne se résoudra pas par des augmentations hatives des ratios de fonds propres, car ce qui constitue le cœur du problème c'est la méfiance des marchés face à la solvabilité

de la dette publique. Le problème clé est celui de la liquidité, suivi en seconde position seulement par celui des fonds propres.

Europe centrale et orientale (ECO)

Comme je suis profondément impliqué dans l'ECO permettez-moi donc de faire quelques remarques à son sujet.

Dans le contexte de la nouvelle réglementation de l'Autorité bancaire européenne, certains commentateurs internationaux ont parlé des effets de désendettement qui seront particulièrement négatifs pour l'Europe centrale et orientale qui, à leur tour, constitueront un risque important pour la stabilité de l'Autriche en raison de l'implication des banques autrichiennes dans l'ECO. Permettez-moi de clarifier ce point.

Bien entendu, l'Europe orientale, tout comme l'Europe occidentale, sera touchée par la crise. Mais sachez, Mesdames et Messieurs, que les pays de l'Europe centrale et orientale sont bien mieux préparés à un scénario de crise qu'en 2008/09 : ils ont utilisé intelligemment le temps dont ils disposaient et ont prolongé les échéances de la dette publique.

L'ECO dépend beaucoup moins des financements externes : il y a eu un renversement de tendance salutaire du ratio de la dette externe sur le PIB, accompagnée d'une productivité du travail très élevée. Ces pays sont très compétitifs et disposent d'une population active très instruite.

Les marchés de l'Europe centrale et orientale sont moins endettés, à l'exception de la Hongrie, avec moins de 50% du niveau d'endettement moyen des pays de l'Union européenne. En observant l'Europe centrale et orientale, on voit à l'œuvre le processus de conversion inhérent vers lequel l'Europe s'oriente.

Si, à 26 ans, vous vivez toujours chez vos parents et grands-parents dans un appartement de 65 mètres carrés, vous aurez vraiment envie d'avoir votre propre appartement. C'est le moteur inhérent du processus de conversion. Vous voulez y arriver.

Vous voulez voir le processus se réaliser. Vous voulez le faire. Et vous en avez les capacités intellectuelles.
Ainsi le « processus de conversion » va-t-il perdurer.

L'ECO a été et restera le moteur de la croissance de l'Europe, car elle représente un marché de plus de 300 millions de consommateurs qui auront tôt fait de rattraper l'Europe occidentale. Le PIB par habitant de la zone euro (28 755 euros) est plus de 3,5 fois plus élevé que celui de l'ECO (7 879 euros). Cet écart montre le potentiel de convergence entre ces deux régions.

En comblant l'écart, l'Europe orientale fera preuve d'un différentiel de croissance du PIB durable d'environ deux pourcent par rapport à la zone euro.

Mesdames et Messieurs, outre le processus indispensable d'assainissement budgétaire, nous devons nous concentrer sur des programmes stratégiques de croissance. Cela ne se fera qu'au travers de la solidarité. Sans quoi nous serons confrontés à des troubles sociaux sans précédent. Car il s'agit en fait du problème de la redistribution de la richesse.

La solidarité paneuropéenne et, dans un second temps, une intégration européenne accrue sont les seuls moyens d'éviter une situation « perdant-perdant » et même d'atteindre une situation « gagnant-gagnant », pour permettre à toutes les parties prenantes de sortir de la crise actuelle.

Merci !

Discours du Dîner de gala
Martti Ahtisaari

Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'étendue des sujets que nous avons couverts hier et aujourd'hui est époustouflante. En rajouter un ou deux à cette longue liste, à l'heure qu'il est, serait contre-productif. Pour cette raison, je ne vais pas aborder de nouvelles questions de fond. Mon intention est de partager avec vous des idées qui m'ont récemment beaucoup donné à réfléchir. Le contexte à l'origine de ces idées n'est pas seulement l'atmosphère de crise financière et politique qui nous préoccupe actuellement, bien qu'elle joue indéniablement un rôle. Permettez-moi de vous dire le fond de ma pensée.

Nos journaux et nos débats télévisé regorgent de nouvelles sur des mouvements protestataires divers et variés. Les manifestants sur les barricades réelles ou virtuelles expriment leur déception. Leurs attentes n'ont pas été satisfaites et leurs espoirs anéantis. Ils sont en colère. Même chez moi en Finlande, où les manifestations sont rares et perturbent rarement l'ordre public, des manifestants ont dressé leur tente devant le Parlement.

Certains adressent leur mécontentement à la classe politique, d'autres aux chefs d'entreprises. Dans les deux cas, le son de cloche est le même : on nous a trompés, on nous a mentis. Ces divers groupes de protestataires, allant du mouvement *Occupy Wall Street* au *Printemps arabe*, ont-ils quelque chose en commun ? C'est possible.

Tous les manifestants semblent penser que ceux qui sont au pouvoir ne les ont pas écoutés, que la classe dirigeante politique ne répond pas aux besoins des citoyens. Il est vrai, bien entendu, que ces citoyens en colère ont parfois des souhaits contradictoires qui risquent de s'exclure mutuellement. On ne peut pas faire plaisir à tout le monde !

Néanmoins, ces groupes en colère formulent des récriminations semblables à l'encontre de la situation actuelle. Ils semblent penser que ceux qui sont au pouvoir se sont comportés de manière irresponsable ou que les dirigeants ont été déraisonnables. Les banquiers ont fait preuve d'irresponsabilité en accordant des crédits à des clients qui n'étaient probablement pas en mesure d'honorer leurs dettes. Les hommes politiques ont fait preuve d'irresponsabilité en promettant plus qu'ils ne pouvaient donner. Les consommateurs ont contracté plus de dettes qu'ils ne pouvaient assumer, ce qui est également irresponsable. L'atmosphère politique semble être empoisonnée par des promesses non tenues et des attentes déçues.

Ce n'est cependant pas le cas partout. Tout au moins, pas dans la même mesure. Il existe un certain nombre de pays dans lesquels la relation entre la classe politique et les citoyens semble globalement meilleure. Dans ces pays, les inégalités ne sont pas assez criantes pour générer une culture du mécontentement et de la protestation.

****

Qu'est-ce que j'entends par le mot « inégalités » ? A la fois l'égalité et l'inégalité des revenus. Il existe évidemment diverses manières d'exprimer les différences de revenu. Pour faire vite, j'ai consulté des statistiques qui divisent divers groupes sociaux, de sorte que nous puissions commencer notre analyse en évaluant le revenu des 20% de la population aux revenus les plus élevés dans une société donnée. Quelle est leur part du PNB du pays en question ? Nous évaluons ensuite la part du PNB qui revient aux 20% de la population aux revenus les plus bas. Il s'agit d'une méthode assez simpliste, pas très académique ni scientifique, mais assez fiable pour nous donner une idée générale de la relation entre ces deux groupes.

Si l'écart de revenu est très élevé entre ces deux groupes, c'est le signe d'une inégalité économique. Inversement, plus l'écart est faible plus l'égalité économique est forte.

Quels enseignements pouvons-nous tirer de ces informations ? Richard Wilkinson et Kate Pickett ont illustré ces questions dans leur ouvrage intitulé *The Spirit Level. Why Equality is Better for Everyone* (*Une question d'équilibre. Pourquoi l'égalité est préférable pour tout le monde*). Ce livre est sorti il y a deux ans. Ses auteurs débattent des conséquences de l'inégalité et basent leurs observations sur des statistiques émanant de sources fiables. Ils dressent la liste de neuf catégories distinctes de phénomènes sociaux et comparent ces indicateurs à des indicateurs d'inégalités de revenu. Passer en revue l'intégralité des neuf catégories prendrait beaucoup trop de temps. J'ai donc décidé d'en choisir trois: le niveau de confiance, l'espérance de vie liée à la mortalité infantile, et la mobilité sociale.

Le test du niveau de confiance au sein de diverses sociétés s'est effectué de façon simple afin que les résultats de divers pays puissent être croisés au maximum. Le postulat de départ était : « On peut faire confiance à la plupart des gens ». Dans les pays ayant un degré élevé d'inégalités de revenu, le niveau de confiance était assez bas. Inversement, dans les pays ayant des différences de revenu moins marquées - en d'autres termes, les pays qui sont plus égaux en la matière - le niveau de confiance était bien plus élevé.

Ainsi, des inégalités importantes engendrent des écarts de confiance importants. Les auteurs de ce livre ont tenté d'établir un lien de cause à effet entre l'inégalité et la confiance. La confiance renforce-t-elle l'égalité ou est-ce l'inverse ? Ils arrivent à la conclusion que l'égalité génère la confiance. Cette conclusion s'appuie sur des recherches sociales poussées.

Qu'en est-il de l'espérance de vie et de la mortalité infantile ? Encore une fois, les résultats sont conformes aux observations déjà décrites. Des niveaux peu élevés d'inégalité vont de pair avec des perspectives positives en matière d'espérance de vie et un taux peu important de mortalité infantile. Le lien de cause à effet est évident.

Qu'en est-il alors de la mobilité sociale ? Dans certains pays, le dogme de l'égalité des chances est un article de foi. Si l'égalité des chances signifie non seulement que les êtres naissent égaux, mais qu'ils ont, en outre, les mêmes possibilités de réussir dans la vie, alors nous croyons aux contes de fée. La mobilité sociale va de pair avec l'égalité de revenu. Plus les sociétés sont égales en termes de revenu, plus la mobilité sociale est susceptible d'être importante.

Comme je vous l'ai déjà dit, ces trois cas sont extraits d'une liste de neuf catégories. Les autres – qui vont de la réussite scolaire au degré de criminalité – ont tous un rapport semblable avec l'inégalité de revenu. En bref, l'égalité est bénéfique pour le bien-être social.

****

La question qui se pose naturellement est la suivante : qu'en est-il des incitations si le degré d'égalité de revenu est élevé ? N'est-ce pas un fait avéré que les différences significatives en matière de salaires augmentent la productivité ? Je ne remettrais pas cette affirmation en question à la lumière de ce que je sais. La question est néanmoins la suivante : qu'est-ce qui constitue une incitation suffisante ? Assurément, la réponse varie selon les pays. Les pratiques différentes en matière de système d'imposition dans chaque pays jouent un rôle majeur. Il serait trompeur de citer des chiffres ou des pourcentages. Voyons plutôt à quoi ressemble la vraie vie dans un certain nombre de pays.

Je commencerai par une région que je connais le mieux: la Scandinavie. En guise de contexte, je voudrais commencer en décrivant en quelques mots ce qui fait de la Scandinavie une région à part entière, non seulement en termes géographiques, mais également culturellement, socialement et politiquement.

Cette région partage un socle historique commun. En ce qui concerne les relations qu'entretiennent entre eux les pays scandinaves, les 500 années qui viennent de s'écouler ont été pacifiques. En revanche, et ce fait est moins connu du reste du monde, les Scandinaves ont été des précurseurs en matière d'intégration européenne. Un marché du travail commun a été créé dès 1954. Notre espace Schengen ou Union nordique des passeports remonte à 1957. Un traité de 1972 scelle une coopération culturelle étroite. Je pourrais poursuivre, mais ces quelques exemples montrent d'ores et déjà que l'intégration a été et reste le maître mot de notre région. Cette intégration a été possible parce que les sociétés scandinaves partagent des valeurs communes, non seulement en théorie, mais également dans la pratique. À bien des égards, ces sociétés sont semblables, bien qu'elles ne soient aucunement identiques. Du Danemark à l'Islande, de la Norvège à la Finlande en passant par la Suède, tous ces pays ont des inégalités de revenu mineures.

Est-ce à dire qu'en termes de productivité, ils ont de moins bons résultats que les sociétés dans lesquelles les écarts de revenu sont importants dans le but d'encourager la productivité ? Pas du tout. La productivité scandinave est suffisamment solide pour que chacun puisse prétendre à une vie agréable. Les impôts sont effectivement élevés, très élevés, mais ils sont bien dépensés pour financer l'éducation, les infrastructures, les services sociaux et le système de santé. Bref, si nous revenons un instant sur les trois marqueurs du bien-être (la confiance, l'espérance de vie et la mobilité sociale), nous observons une certaine uniformité. Ces cinq pays ont de bons résultats, nettement au-dessus de la moyenne des pays membres de l'OCDE.

Si nous prenons en considération d'autres indicateurs mentionnés plus tôt, telles que la réussite scolaire ou la criminalité, une fois encore les résultats montrent que la Scandinavie réussit bien. Le nombre de crimes violents est bas et la population carcérale est très peu nombreuse comparativement aux autres pays. En matière d'éducation, les résultats des études du PISA parrainées par l'OCDE sont excellents.

Les Scandinaves réussissent-ils bien par rapport aux critères que j'ai utilisés parce que leur société a eu pour objectif de réduire l'inégalité de revenu ? Je pense que oui. D'autres facteurs ont pu contribuer, conditionnés par la culture et la tradition, au système scandinave ou nordique. Ces facteurs trouvent probablement leur origine dans la religion, la vie politique et dans l'histoire. Quelles que soient leurs origines, leur impact actuel est une réalité.

Je ne suis pas en train de vous dire que notre région froide et sombre ouvre les portes du paradis sur terre. Certainement pas. Nous aussi comptons notre lot de mécontents, et tous ne sont pas des dissidents professionnels. Nous savons que nous allons faire face à des problèmes sociaux et économiques sérieux dans notre société vieillissante. Les régimes publics actuels de retraite subissent déjà une forte pression. La nécessité d'étendre les services de santé publique est évidente. Le problème ne touche pas uniquement l'accessibilité aux services. Il nous faut également reconvertir le corps médical pour faire face aux besoins d'une population vieillissante. Une notation triple A peut sembler impressionnante, mais elle ne garantit en rien l'excellence des résultats futurs.

****

Au cours de ces dix ou vingt dernières années, nous avons été témoins de vifs débats dans les zones développées du monde sur la construction d'un modèle social qui soit juste et équitable, tout en étant productif et compétitif. En ce qui concerne la productivité et la compétitivité, le défi à relever provient surtout d'Asie. Dans un laps de temps incroyablement court, des sociétés jusqu'alors à la périphérie du développement économique sont

devenues des moteurs de la croissance. Dans beaucoup de ces pays, le modèle social est radicalement différent du nôtre, et en tout état de cause différent du modèle scandinave.

La question clé est la suivante : pouvons-nous conserver notre modèle face à cette concurrence mondiale ? Est-ce au-dessus de nos moyens ou au contraire une source de force ? Ma réponse est simple. Aucun modèle social ne peut être éternel dans un monde en proie au changement et à l'agitation sociale. Le défi est de trouver un équilibre, et un éqilibre meilleur qu'actuellement, entre la sécurité et la performance.

Dans mon pays, les problèmes qui font actuellement débat ne sont pas très éloignés de ceux des autres pays européens. Des questions sensibles telles que l'âge idéal de la retraite sont l'objet de discussions animées. Heureusement, notre service de santé publique est tel que davantage de personnes sont aujourd'hui en mesure de travailler plus longtemps et de manière plus productive. L'âge de la retraite peut être repoussé pour garantir la disponibilité de la main d'œuvre dans une société où le taux des naissances est en deçà du niveau nécessaire au renouvellement de la population. L'équilibre idéal entre les services fournis par le secteur public et l'externalisation desdits services au profit du secteur privé constituent une autre pomme de discorde.

Lentement mais sûrement, de plus en plus de personnes prennent conscience de la gravité de ces problèmes. Ainsi se sentent-elles contrariées et mal armées pour affronter un avenir bien moins prometteur qu'elles ne le pensaient. C'est dans ce terreau que les populistes et les charlatans prospèrent. Dans la plupart des pays européens, et en particulier ceux dont la situation économique et sociale est sous tension, les populistes sont devenus une force que nous ne pouvons ignorer. Ils proposent des solutions simples à des problèmes complexes. Ils offrent des réponses toutes faites à un ensemble de problèmes sans assumer la responsabilité de ce qu'ils avancent.

Il me semble qu'au cours de ces dernières années, au sein d'un trop grand nombre de pays, les valeurs mêmes qui fondent nos systèmes politiques et sociaux ont été remises en cause – pas de manière violente, comme ce fut le cas pendant la première moitié du siècle dernier – mais d'une façon qui pourrait rendre très difficile l'élaboration de solutions rationnelles aux problèmes de notre temps. Si les personnes pensent que les privilèges immérités et une distribution arbitraire des richesses est la norme, leur colère sera difficile à calmer. Je souligne ici les mots « privilèges immérités ».

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes tous ici des gens privilégiés. Sans quoi nous ne serions pas ici. C'est pour cette raison qu'il est de notre devoir de travailler afin de mériter nos privilèges. Demain marquera notre troisième jour de conférence à Vienne. Ce sera l'occasion de mobiliser nos ressources intellectuelles et notre imagination afin de rechercher des solutions aux innombrables problèmes qui requièrent notre attention.

Je vous remercie pour votre attention.

Les enjeux de la guerre civile syrienne dépassent la Syrie

Jim Hoagland, *Washington Post*,
15 décembre 2011

VIENNE, Autriche – Il s'agit d'un véritable tremblement de terre arabe. Ce ne sont pas des expressions telles que « printemps arabe », ni « vague de réformes », ni même « réveil des consciences » qui peuvent rendre le mieux compte du bouleversement systémique qui embrase la Syrie, pays sur lequel d'autres nations arabes font activement pression pour renverser le régime de Bachar al-Assad. Parler de « tremblement de terre arabe », c'est appeler un chat un chat.

Pour Turki bin Faisal, l'un des princes les plus importants du Royaume d'Arabie Saoudite, ancien chef du service des renseignements saoudien, ancien ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington et un homme qui pèse ses mots, « le gouvernement d'Assad est devenu une machine à tuer. La tuerie doit cesser… Ce mode de leadership est inacceptable. Le changement est désormais inévitable en Syrie. »

Turki a fait ces déclarations lors de la *World Policy Conference*, une réunion de représentants et d'experts du monde entier qui a eu lieu le week-end dernier à Vienne, organisée par l'Ifri, un *think tank* français de premier plan.

Les forces en présence et les enjeux de la guerre civile naissante en Syrie dépassent de beaucoup les limites de ce pays. Contrairement aux bouleversements qui ont fait chuter les dirigeants bien en place de la Tunisie, de l'Égypte, de la Lybie et (apparemment) du Yémen, les événements en Syrie vont changer le rapport des forces dans une guerre civile plus large au sein de l'Islam qui fait rage depuis plus de 30 ans. Ces événements auront des conséquences autrement plus graves et incertaines que ceux qui les ont précédés dans le monde arabe, comme viennent subitement d'en prendre conscience les dirigeants arabes.

Dégoutés par les massacres et se sentant personnellement trahis par Bachar al-Assad, les pays à dominante sunnite situés dans et autour de la péninsule arabique ont une autre raison de se battre pour un changement de régime à Damas : L'Arabie-Saoudite, le Qatar, les Émirats Arabes Unis et d'autres États membres de la Ligue Arabe ont atteint le point de non-retour dans leur lutte plus large avec le régime shiite révolutionnaire en Iran, l'allié étranger le plus important de la Syrie.

« L'Iran est un tigre de papier, mais elle a des griffes d'acier», a ajouté Turki. Le prince saoudien ne faisait pas seulement référence à la Syrie, mais aussi à la milice lourdement armée du Hezbollah au Liban et au mouvement palestinien du Hamas, lesquels se sont alignés sur les extrémistes shiites qui ont pris le pouvoir à Téhéran en 1979 et ont entrepris depuis d'exporter leur révolution à travers tout le monde arabe.

A l'instar de Damas, ils sont désormais la cible d'une contre-révolution sunnite qui a atteint une intensité critique au moment où l'Iran continue d'être accusé de se doter de l'arme nucléaire et où les troupes américaines se retirent d'Iraq, nation à majorité shiite qui sera de plus en plus soumise à l'influence et à l'ambition de l'Iran.

La Russie semble également consciente du fait que les enjeux du conflit syrien sont internationaux. « Pour Vladimir Poutine, l'issue de la guerre civile libyenne représente une victoire pour l'Occident et donc une défaite pour la Russie », affirme un ambassadeur européen qui suit de près les rapports des services de renseignements sur le Kremlin. « Poutine est décidé à renverser la tendance en s'opposant par tous les moyens à toute intervention collective extérieure contre Bachar al-Assad. »

En revenant à un jeu à somme nulle où il n'y a ni gagnant ni perdant, qui rappelle celui de la guerre froide, Poutine a jeté une ombre sur les discussions informelles secrètes entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France et sur celles avec les principaux pays arabes dirigés par les Sunnites au sujet des actions à mener pour accélérer la chute de Bachar al-Assad. Aussi, par égard pour les sensibilités russes, ces pourparlers ont évité toute discussion sur une intervention extérieure coordonnée telle que celle de l'OTAN en Libye. Cependant, selon des sources diplomatiques, il y aurait un échange actif de renseignements et des discussions préliminaires sur d'éventuelles opérations conjointes militaires, ainsi qu'une intensification des efforts communs pour aider l'opposition émergente en Syrie à mieux s'organiser et à devenir plus efficace.

Le lendemain de la prise de parole de Turki à la réunion de Vienne, le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, a fait écho à la prédiction du prince saoudien sur le régime de Bachar al-Assad : « Il est condamné. Il va disparaître en quelques semaines. »

Je doute que Bachar al-Assad ne prête une oreille attentive à ce consensus grandissant. Son père, Hafez, avec lequel je me suis entretenu trois fois, n'en aurait certainement tenu aucun compte et aurait continué à faire couler le sang jusqu'à ce que ses opposants soient éliminés. Hafez al-Assad était convaincu que ce serait un suicide si son clan des Alaouites cédait le pouvoir à la majorité sunnite du pays.

Mais Hafez avait des capacités de survie que peu d'êtres humains, même son fils, ne possèdent, et il vivait à une autre époque. Entendre un prince saoudien et un ministre israélien de la Défense faire essentiellement la même analyse en public de la fin prochaine d'un dictateur arabe fut une expérience inédite pour moi. Quand j'ai demandé à Ehud Barak, en insistant, pourquoi la Ligue arabe, qui avait auparavant toujours manqué de cran, avait été la première à appliquer une condamnation internationale et à punir l'un de ses membres, la réponse de Barak contenait une lueur d'espoir, pourtant rare en ce moment au Moyen-Orient : «Dans le monde arabe d'aujourd'hui on ne peut pas tuer 4 000 personnes et faire comme si de rien n'était ou penser que les gens oublieront. Ils le sauront et ne l'accepteront pas. »

Imaginez mon émotion !

Une victoire à la Pyrrhus pour l'Allemagne en Europe

William Pfaff, *Tribune Media Services*,
14 décembre 2011

VIENNE, Autriche – La grande crise économique a engendré une union monétaire plus restreinte et plus étroite en Europe, sous l'influence d'une Allemagne victime d'une certaine mise à l'écart de la part de ses partenaires européens. Cela représente un pari potentiellement dangereux sur la destinée de l'Union européenne (l'UE), destinée que tous ne souhaitent peut-être pas.

Le week-end dernier à Vienne, les participants à la quatrième édition de la *World Policy Conference*, parrainée par l'Institut français des Relations internationales (l'IFRI) en tant que véhicule de communication et de coopération européenne entre l'UE et les pays en développement, dont les BRICS, ont concentré toute leur attention sur Bruxelles et sur les États membres de la zone euro de l'Union européenne. Un représentant de la France ayant participé à la négociation qui a duré presque toute la nuit à Bruxelles s'est rendu à Vienne pour en informer les participants à la WPC, lesquels ont exprimé des sentiments très mitigés sur le fait que l'Allemagne ait réussi à imposer ses propres normes économiques à une UE en détresse.

Comme nous le savons tous, l'Allemagne pose un problème, notamment du fait de la puissance disproportionnée de ce pays depuis sa réunification. Rappelons que l'OTAN fut créée d'abord pour contenir l'Allemagne, et seulement ensuite pour empêcher la venue des Russes et le départ des Américains. Contenir l'Allemagne impliquait de trouver le moyen de l'intégrer dans une Europe de l'Ouest à laquelle elle n'avait jamais pleinement appartenu auparavant. En effet, ses chevaliers chrétiens défenseurs du Saint Empire romain et ses marchands ont préféré explorer l'Est de la Baltique, convertir les païens et créer les villes autonomes de la Hanse.

En 1945, l'inquiétude venait de la crainte que l'Allemagne finisse un jour par revendiquer de nouveau la domination sur l'Europe établie d'abord par Bismarck, qui créa une Allemagne unie et impériale en 1871. Or, elle fut privée de cette domination après avoir perdu la Première Guerre mondiale et après avoir été dévastée par l'armée soviétique et par les bombes incendiaires britanniques et américaines larguées sur ses villes lors de la Seconde Guerre mondiale. Tout ceci fut la conséquence du désir guerrier d'Hitler de doter les Allemands de leur « espace vital » (Lebensraum) et de faire triompher la race allemande en conquérant l'Europe de l'Est et en assujettissant les peuples slaves jugés « inférieurs ».

Après la Seconde Guerre mondiale, les Européens de l'Ouest et de l'Est firent tout pour empêcher l'Allemagne de tenter pour la troisième fois de dominer l'Europe. Ainsi, Staline créa son bouclier de pays de l'Est sous contrôle soviétique, séparant la Russie de l'Allemagne occupée. En réponse, les Américains créèrent l'OTAN, une alliance défensive qui, en réalité, finit par leur permettre d'occuper presque toute l'Europe de l'Ouest, ce qu'ils continuent de faire, bien que cette occupation tende à se réduire aujourd'hui. Les Européens cherchèrent une solution durable plutôt que temporaire au problème de l'Allemagne. Ils la trouvèrent grâce à une idée lancée par le banquier français Jean Monnet, puis présentée officiellement par le gouvernement français au chancelier allemand Konrad Adenauer : elle consistait à intégrer l'Allemagne dans ce qui était censé être une union politique inaliénable, scellée par le contrôle conjoint des ressources et des capacités industrielles de l'Europe de l'Ouest nécessaires à la conduite d'une guerre.

Ce plan donna naissance à la Communauté européenne du charbon et de l'acier (la CECA) lors du Traité de Paris en 1951, à laquelle se joignèrent les États du Benelux et l'Italie. Lorsque Monnet présenta sa proposition à Adenauer, celui-ci répondit : « Cela fait 25 ans que j'attends un tel changement. L'Allemagne sait à présent que son destin est lié à celui de l'ensemble de l'Europe de l'Ouest.»

Ceux qui jouèrent un rôle actif dans les relations extérieures entre l'Europe et les États-Unis au début de l'après seconde guerre mondiale voient en les accords de Bruxelles d'octobre 2011 le triomphe de cet esprit de solidarité. Comme l'a dit Jean-Dominique Giuliani (membre de la Fondation Robert Schuman), le résultat de ces accords reflète une « volonté politique de briser la spirale du doute, de l'indécision et de la division. » Pour ceux qui considèrent que l'élargissement de l'UE et le renforcement de ses compétences et de son autorité sont essentiels pour le devenir de la paix en Europe, cet événement revêt une importance cruciale puisqu'il survient à un moment où l'UE semble menacée au pire d'une implosion et au mieux d'un échec cuisant.

En revanche, pour ceux qui éprouvent un malaise face à l'ambition considérable des eurocrates à Bruxelles, lesquels croient que l'élargissement de l'UE et le renforcement de ses compétences en sont les objectifs essentiels, cela semble dépasser les bornes.

La série de réunions entre chefs d'États et de gouvernement européens qui n'avaient pas été mandatés par leurs peuples pour s'engager autant qu'ils l'ont fait en faveur d'une intégration plus poussée de l'UE rappelle la période fâcheuse d'avant la ratification de l'actuel Traité de Lisbonne, qui fut initialement rejeté par les Néerlandais et les Français. Les accords de Bruxelles impliquent des révisions constitutionnelles dans chaque État-membre.

Il y a quelques semaines, le premier ministre de la Grèce, Georges Papandreou, a proposé la tenue d'un référendum sur ces problèmes pour clarifier le mandat du peuple grec, mais cette proposition a été jugée inacceptable par les gouvernements français et allemand. Lorsque l'Irlande a organisé son référendum sur la ratification du Traité de Lisbonne, le peuple irlandais a dit « non ». Dès lors, Bruxelles et presque tous les gouvernements des États membres de l'UE ont demandé aux Irlandais d'y réfléchir de nouveau et de refaire un référendum dont le résultat serait « satisfaisant ».

Les accords de Bruxelles imposent un programme durable d'austérité économique aux citoyens de l'UE fondé sur les doctrines monétaristes classiques en vogue ces dernières décennies, celles-là même qui ont engendré la crise actuelle. Le keynésianisme fait toujours l'objet d'un interdit intellectuel. La relance de la croissance et l'amélioration du bien-être des citoyens sont donc subordonnées aux notions de discipline nationale et de sacrifice, ce qui rassure les Allemands. Or, ce sont les économiquement faibles qui doivent faire les sacrifices nécessaires.

La Grande-Bretagne, naturellement, a choisi de faire autrement, puisque la City rejette une Europe étatiste. Que ce choix soit bon ou mauvais, il était inévitable. Ainsi, comme Jonathan Powell l'a écrit dans le *Financial Times*, depuis la bataille de Waterloo la Grande-Bretagne cherche à jouer un rôle de premier plan en Europe, tout en refusant de laisser les pays du continent européen se mêler de ses propres affaires.

Accès à la revue de presse

HUFFINGTON POST
États-Unis • 12/12/2011

Optimism for the Euro and Europe: The Win-Win Situation
(…) Last weekend I attended a fascinating conference, and surely one of the most uplifting, where our common future is concerned. It was here in Vienna that I heard a banker say those words, «redistribution of wealth» and actually mean it. It was a very practical, sane kind of conference, less rushed and more in-depth than many other conferences of its kind. The topics ranged from the Arab Spring, to the future of alternative energy, global governance and the environment, and corporate responsibility, but began with the economy, the Eurozone and the future of the Euro as a currency. (…)

BLOOMBERG BUSINESSWEEK
États-Unis • 09/12/2011

Turkish president criticizes EU 'negligence'
(…) Abdullah Gul also called for revamping the U.N. Security Council, suggesting its permanent members no longer reflected the shift in influence from the postwar equation when the five nuclear powers effectively steered world policy. His comments, to the World Policy Conference's three-day session, were a restatement of Turkey's claim to prominence — in the Middle East, the Mediterranean, and beyond. (…)

LAVANGUARDIA.COM
Espagne • 28/12/2011

Dos trimestres de contracción
(…) Esa es una de las claves del ciclo que se inicia en España, en un escenario mundial que – según la reciente World Policy Conference– tiene que adaptarse a la emergencia de los poderes emergentes y con un giro global hacia Asia, porque en Occidente habita sólo un doce por ciento de la población del planeta. Pero no se sabe cual será el nuevo orden resultante. (…)

LEFIGARO.FR
France • 09/12/2011

Printemps arabe: «Israël doit changer»
L'ex-secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa, qui affiche ses ambitions pour la présidence en Égypte, a estimé aujourd'hui à Vienne qu'à la suite du «printemps arabe», le changement devait toucher tous les pays de la région, y compris Israël. «Nous connaissons un changement historique et sérieux», a déclaré Moussa lors d'une conférence sur les relations internationales (World Policy Conference) organisée par l'Institut français des relations internationales (Ifri). (…)

AMEN.GR
Grèce • 11/12/2011

Βαρυσήμαντη ομιλία του Προκαθημένου της Ορθοδοξίας στη Διεθνή Διάσκεψη «World Policy Conference» Τελευταία Ενημέρωση
Για τη διακονία του Πρώτου Θρόνου της Ορθοδοξίας δια μέσω των αιώνων και ιδιαιτέρως στον σύγχρονο κόσμο αναφέρθηκε ο Οικουμενικός Πατριάρχης Βαρθολομαίος, στην ομιλία του, το απόγευμα του Σαββάτου, ενώπιον της ολομέλειας της Δ' Διεθνούς Διασκέψεως «World Policy Conference» που πραγματοποιείται στο Παλάτι Hofburg, στην Βιέννη. (…)

JEUNE AFRIQUE
France • 12/12/2011

« Nous ne voulons plus vivre sous des dictatures et l'ensemble du Moyen-Orient doit changer », a lancé Amr Moussa, lors de la World policy conference à Vienne (Autriche), qui s'est tenue du 9 au 11 décembre. Et l'ancien secrétaire général de la Ligue arabe, candidat déclaré à la prochaine présidentielle égyptienne, d'ajouter : « Les changements toucheront à des degrés divers tous les pays. »

EGYPT BULLETIN
Égypte • 09/12/2011

After Arab Spring, Israel should change too: Arab leader
This year's Arab Spring uprisings should affect the whole region, including Israel, Amr Mussa, the former secretary general of the Arab League and a candidate for the Egyptian presidency, said Friday. «We are seeing a historic and serious change,» Mussa said at the World Policy Conference in Austria's capital. «Israel should change too.» (…)

THE ECONOMIST
Royaume-Uni • 12/12/2011

Printemps arabe: «Israël doit changer»
CASSANDRA has just been taking part in the World Policy Conference in Vienna—a meeting where the great and good, from the presidents of Turkey and Estonia to the Ecumenical Patriarch of Constantinople, swap speeches and ideas on the state of the world and how to improve it. Inevitably, today's reality tended to cast its shadow on tomorrow's possibilities. (…)

HAARETZ.COM
Israël • 12/12/2011

Ehud Barak in Vienna: Assad's downfall will be 'blessing for the Middle East'
Syrian President Bashar Assad's regime could come crashing down within a few weeks, Defense Minister Ehud Barak said yesterday at the World Policy Conference in Vienna. «The falling down of this family is a blessing for the Middle East,» Barak said during a question-and-answer session at the conference. (…)

TVN24
Pologne • 12/12/2011

Izrael: Upadek Asada to byłoby błogosławieństwo
Upadek prezydenta Syrii Baszara el-Asada będzie «błogosławieństwem dla Bliskiego Wschodu» - powiedział minister obrony Izraela Ehud Barak. Poruszył też problem Iranu i choć wezwał do zastosowania sankcji wobec Teheranu, to nie wspominał nic o możliwości ataku na ten kraj. Szef izraelskiego resortu obrony wypowiadał się w Wiedniu na zakończenie trzydniowej dorocznej konferencji na temat polityki światowej (World Policy Conference - WPC), na którą przybyli politycy, by omówić szereg najbardziej palących problemów. (…)

L'ORIENT LE JOUR
Liban • 09/12/2011

Après le «printemps arabe», Israël doit «aussi changer» (Amr Moussa)
L'ex-secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa, qui affiche ses ambitions pour la présidence en Égypte, a estimé vendredi à Vienne qu'à la suite du «printemps arabe», le changement devait toucher tous les pays de la région, y compris Israël. « Nous connaissons un changement historique et sérieux», a déclaré M. Moussa lors d'une conférence sur les relations internationales (World Policy Conference) organisée par l'Institut français des relations internationales (Ifri). (…)

NEWS.RU.CO.IL
Russie • 11/12/2011

Эхуд Барак: падение режима Асада – благословение для Ближнего Востока
Министр обороны Израиля Эхуд Барак заявил в ходе выступления на международной конференции в Вене (World Policy Conference), что падение режима Башара Асада, которое произойдет, по его подсчетам, в ближайшие несколько недель, станет «благословением для всего Ближнего Востока». Об этом сообщают в воскресенье, 11 декабря, зарубежные новостные издания и, в частности, немецкое информационное агентство DPA. (…)

KURIER
Autriche • 11/12/2011

Chinas Vize-Außenministerin über Krise
Fu Ying spricht im Interview über Europas Schuldenkrise, das Verhältnis zur EU und die Entwicklung ihres Landes. China ist derzeit die einzige Lokomotive der Weltwirtschaft, Exportweltmeister und in Krisenzeiten gefragter Geldgeber und Investor. Die für Europa zuständige Vize-Außenministerin Fu Ying nahm am Wochenende an der World Policy Conference in der Hofburg teil. Der KURIER traf die Karriere-Diplomatin in Wien zum Interview. (…)

CHOSUN BIZ, 연지연,
Corée du Sud • 08/12/2011

한국무역협회는 사공일 회장이 9일부터 11일간 오스트리아 빈에서 열리는 제4차 세계정 책 회의 에 대 통 령 특 사 자 격 으 로 참 석 한 다 고 8 일 밝 혔 다 .(…) 세계정 책회의는 프랑스 국제관계연구소가 주관하는 심포지엄으로 글로벌 거버넌스에관한 핵심 국제 정책토론의 장으로 부상하고 있다. (…)

新华网 刘钢
Chine • 12/12/2011

正在维也纳出席第四届世界政策大会的中国外交部副部长傅莹10日指出，中国是国际社会支持欧洲克服危机的积极参与者，同时也希望欧方为中欧扩大互利合作，特别是为吸引中国等发展中国家的投资创造良好氛 围。(…)

CUMHURIYET
Turquie • 09/12/2011

Gül'den Hırvatistan yorumu
Cumhurbaşkanı Abdullah Gül, Dördüncü Dünya Siyaset Konferansı'na katıldığı Viyana'da, bir gazetecinin Türkiye ile aynı tarihte müzakerelere başlayan Hırvatistan'ın AB üyeliğine kabul edilmesini nasıl değerlendirdiğine ilişkin sorusunu yanıtlarken, büyük ülkelerin AB ile müzakerelerinin her zaman sancılı olduğunu belirtti. (…)

REPUBLIKA.CO.ID
Indonésie • 12/12/2011

Ehud Barak Berbagi Strategi Lumpuhkan Iran: Serang Perdagangan dan Bank Sentralnya!
Israel mengajak sekutunya untuk tak hanya beretorika tapi memberikan sanksi yang 'melumpuhkan' terhadap Iran. Hal ini dikemukakan Menteri Pertahanan Israel Ehud Barak saat menghadiri sidang pleno pada Konferensi Kebijakan Dunia di istana bersejarah Hofburg di Wina. (…)

WPC TV

La crise de la zone euro nous touche tous, car nous sommes interdépendants. Je vous rappelle que nous sommes membres de l'union douanière européenne. Dès lors, si les économies allemande, française et grecque vont bien, notre économie va bien également. Nous espérons donc que tous les autres États prendront des décisions fermes et sortiront de cette crise.

Abdullah Gül

Si les pays qui entrent en guerre utilisent l'internet comme une arme et perturbent ce moyen de communication ils interrompront aussi les services téléphoniques des citoyens(...) On commence donc à se demander sérieusement comment on pourra être sûr que le bon fonctionnement de l'internet ne sera pas perturbé par des actions gouvernementales.

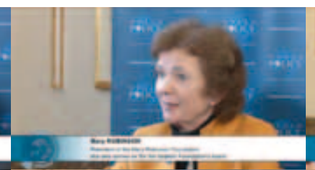
Scott Charney

Je ne pense pas que le Printemps Arabe ou la recherche par l'Iran de la puissance nucléaire résultent de notre incapacité à mettre fin au conflit avec les Palestiniens, mais ce conflit sert très souvent d'excuse aux extrémistes pour mobiliser les sentiments populaires contre d'autres acteurs de la vie politique intérieure, ce qui est assez inquiétant.

Ehud Barak

Le Moyen-Orient d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celui d'hier. Les responsables israéliens devraient donc repenser leur politique. Ce serait l'occasion pour nous tous de nous réunir et de bâtir un avenir meilleur pour notre région, et les Israéliens savent à quelles conditions cela se fera. Il faudra résoudre la question palestinienne.

Amr Moussa



Vivre en harmonie et être bien considérée par la société est extrêmement important si une entreprise veut être un acteur sur le long terme. C'est pourquoi je crois que la responsabilité sociale des entreprises, qui est un instrument au service de la réputation de l'entreprise aux yeux de la société, est un concept qui devient extrêmement important.

Narayana Murthy

Je suis optimiste. Je pense que le Printemps Arabe engendrera un système plus démocratique et ouvert comme il en existe déjà dans de nombreux pays, y compris le Maroc. Il se traduira par une meilleure représentation du peuple. Donc, je suis optimiste.

Mostafa Terrab

A mon sens, dans la déclaration universelle se trouveraient des valeurs qui s'accordent avec toutes les cultures et avec toutes les traditions religieuses. (...) Je pense à une sorte de charte que les représentants de tous les gouvernements garderaient en tête lorsqu'ils œuvrent pour le bien de la gouvernance mondiale.

Thierry de Montbrial

Tout au long de notre histoire, nous avons beaucoup souffert de la répression et des interventions extérieures. Nous ne voulons donc pas infliger aux autres ce dont nous avons tant souffert nous-mêmes. (...) Cette idée est largement partagée par le public chinois. Cela dit, nous participons très activement aux affaires internationales, tant qu'existe un consensus. (...) Nous voulons être impliqués d'une manière constructive et positive.

Fu Ying

Le monde riche consomme une part trop importante du budget carbone par habitant, ce qui affecte les moyens de subsistance des populations les plus pauvres. Cette question exige un débat sur les valeurs et sur la justice sociale. (...) Il est nécessaire d'associer les droits humains, le développement, l'environnement, le changement climatique, les écosystèmes et la façon dont nous traitons notre monde.

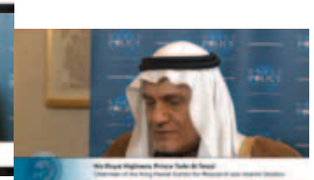
Mary Robinson

Si Israël acceptait l'initiative de paix arabe et signait un traité de paix avec le monde arabe, il y gagnerait sa reconnaissance et des relations normales, non seulement avec 22 pays arabes, mais aussi avec les 56 pays musulmans membres de l'Organisation de la Coopération Islamique. Dès lors, Israël n'aurait plus besoin d'avoir des armes de destruction massive.

Prince Turki Al Faisal

L'UE offre un exemple de grande réussite en matière de coopération régionale. Cependant, après de nombreuses décennies d'existence, elle est devenue un club de pays chrétiens puisqu'elle n'a pas été capable d'intégrer un seul État non chrétien. Par contre, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (l'ANASE) a parmi ses membres des pays chrétiens, hindous, musulmans, bouddhistes, confucianistes, taoïstes et communistes.

Kishore Mahbubani



PARTENAIRES & ORGANISATION

SPONSORS

Le groupe OCP est le leader mondial de l'industrie du phosphate et de ses produits dérivés. Ces produits sont fondamentaux pour la sécurité alimentaire mondiale et la productivité agricole, car ils fournissent des éléments nutritifs essentiels à l'agriculture et participent à la reconstruction des sols. Entreprise marocaine détenue par l'État, OCP fournit un réseau de plus de 130 clients dans les 5 continents, et à travers eux des millions d'agriculteurs aux quatre coins du monde.

Fondé en 1920, l'OCP a su évoluer d'une entreprise d'extraction minière à une entreprise responsable, producteur et fournisseur d'une large gamme de produits dérivés de phosphates, répondant aux besoins divers du marché.

L'OCP joue avec fierté un rôle important dans le développement économique et la compétitivité mondiale du Maroc. Il s'agit de la plus grande entreprise du pays, avec ses 18 000 emplois directs et ses 40 000 emplois indirects au Maroc. L'OCP représente approximativement 3.5% du PIB marocain et compte pour 1/4 des exportations du pays. L'OCP soutient activement le plan national de développement de l'agriculture, le « Plan Maroc Vert ».

Agir de manière responsable pour l'accès à l'énergie du plus grand nombre dans un monde où la demande ne cesse de croître.

C'est la mission que s'est fixée Total.
Notre ambition est d'être une Energy Company, l'une des premières compagnies pétrolières internationales, acteur mondial du gaz, de la pétrochimie et demain, de la biomasse et de l'énergie solaire.

Notre stratégie :
Pour accomplir notre ambition, nous nous appuyons sur notre modèle intégré, tirant ainsi parti des synergies qui existent entre nos différentes activités.
L'éthique, la sécurité, la responsabilité sociétale et environnementale forment le socle commun de nos quatre axes stratégiques :

- Assurer une croissance rentable et durable dans nos activités d'exploration-production.
- Développer des plateformes de raffinage et de pétrochimie compétitives de premier niveau.
- Répondre aux besoins de nos clients en leur apportant des solutions innovantes notamment en termes d'efficacité énergétique.
- Miser sur le solaire et la biomasse pour préparer l'avenir énergétique.

RUSAL est le premier producteur d'aluminium au monde. Il représente approximativement 10% de la production mondiale de l'alumine et 10% de la production mondiale d'aluminium. RUSAL emploie environ 76 000 personnes dans 19 pays différents, répartis sur 5 continents. RUSAL vend ses produits sur les marchés européens, asiatiques et nord américains. Les actions ordinaires de RUSAL sont cotées à la Bourse de Hong-Kong et les actions dépositaires globales qui représentent les actions ordinaires de RUSAL sont cotées à la division professionnelle d'Euronext Paris.

Sanofi-Aventis est un leader mondial et diversifié de la santé, centré sur les besoins du patient. Le Groupe s'appuie sur trois axes pour atteindre ses objectifs et assurer une croissance pérenne : accroître l'innovation en R&D, saisir les opportunités de croissance externe, s'adapter aux enjeux et opportunités à venir. Sanofi possède des atouts fondamentaux dans le domaine de la santé avec ses plateformes de croissance : les marchés émergents, les vaccins humains, la santé grand public, le diabète, les produits innovants et la santé animale. Avec Genzyme, Sanofi renforce son expertise dans le domaine de la biotechnologie et des maladies rares. Chiffres clés : environ 110 000 collaborateurs répartis dans 100 pays ; chiffre d'affaires 2010 : 30,4 Mds d'euros.

Leader mondial des matériaux de construction, Lafarge occupe une position de premier plan dans chacune de ses activités : ciment, granulats & béton et plâtre. Avec 76 000 collaborateurs dans 78 pays, le Groupe a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de 16,2 milliards d'euros. Lafarge a été classé 6e au sein du « Carbon Disclosure Project » et a rejoint l'indice mondial du « Dow Jones Sustainability Index » en 2010 pour ses actions en matière de développement durable. Doté du premier centre de recherche au monde sur les matériaux de construction, Lafarge place l'innovation au coeur de ses préoccupations, au service de la construction durable et de la créativité architecturale.

EADS est un leader mondial de l'aéronautique, de l'espace, de la défense et des services associés. En 2010, le Groupe – qui comprend Airbus, Astrium, Cassidian et Eurocopter – a dégagé un chiffre d'affaires de 45,8 milliards d'euros, avec un effectif de près de 122 000 personnes.

La Fondation Zinsou, première fondation privée du Bénin, tournée vers la culture et l'art contemporain africain a ouvert ses portes à Cotonou en juin 2005. La mise en valeur du patrimoine artistique africain, l'éducation, le développement et la réduction de la pauvreté sont au coeur du projet de la Fondation Zinsou.

La Fondation Latsis Internationale, institution non lucrative d'intérêt public, créée en 1975, a instauré les Prix Latsis en Suisse dès 1983. Elle attribue annuellement quatre Prix Latsis Universitaires, un Prix Latsis National et un Prix Latsis Européen. Ces prix ont pour but principal d'apporter aux chercheurs un encouragement et une récompense en reconnaissance de contributions scientifiques et technologiques exceptionnellement importantes et prometteuses effectuées en Suisse et en Europe. La Fondation Latsis Internationale est associée avec la John S. Latsis Public Benefit Foundation qui est principalement active en Grèce dans les domaines de la recherche scientifique, l'éducation, la protection de l'environnement et l'assistance sociale.

PARTENAIRES MÉDIAS

Novartis propose des solutions thérapeutiques destinées à répondre aux besoins en constante évolution des patients et des populations dans le monde entier. Novartis, dont le siège social est situé à Bâle, Suisse, propose un portefeuille diversifié de produits susceptibles de satisfaire ces besoins : médicaments innovants, génériques peu coûteux, vaccins préventifs, instruments de diagnostic ainsi que produits pharmaceutiques en automédication et pour la santé animale. Novartis est le seul groupe à occuper une position de leader dans ces domaines. En 2010, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires net des activités poursuivies s'élevant à USD 50,6 milliards et a investi environ USD 9,1 milliards (USD 8,1 milliards hors charges pour pertes de valeur et amortissements) dans la recherche et le développement (R&D). Le Groupe Novartis emploie quelque 121 000 collaborateurs équivalents plein temps et déploie ses activités dans plus de 140 pays.

Fondée en 1968, Poongsan Corporation est aujourd'hui la plus grande entreprise coréenne de fabrication de cuivre et de produits en cuivre allié. Elle occupe une position majeure au sein d'un large éventail de secteurs industriels, de l'industrie lourde jusqu'au secteur high-tech avec l'électronique et les semi-conducteurs. Sa gamme de produits inclue un large spectre de cuivre et de produits en cuivre allié tels que des feuilles, des bandes, des tuyaux, des tringles, des barres, des fils, des outils de forgeage de précision ainsi que des munitions, autant pour un usage militaire que sportif. Poongsan est également le premier fournisseur mondial de pièces de monnaie vierges. Partout dans le monde, des gouvernements confient à Poongsan le soin de leur fournir des matériaux de grande qualité afin de battre monnaie. L'entreprise exploite un lieu de production de cuivre, deux usines d'armement et travaille avec six partenaires locaux en Corée. Par ailleurs, Poongsan détient huit filiales à l'étranger, la plus importante d'entre elles étant PMX Industries, Inc. située aux États-Unis.

L'Alliance Renault Nissan est un partenariat stratégique entre le groupe Renault, basé à Paris et le Groupe Nissan, basé à Yokohama au Japon et ce depuis 1999. Ensemble, ces deux groupes vendent une voiture sur 10 dans le monde sous 5 marques (Renault, Nissan, Renault Samsung Motors, Dacia et Infiniti) et emploient 350 000 personnes. En 2010, le Groupe Renault et le Groupe Nissan ont vendu 7,28 millions de véhicules, faisant de l' Alliance le 3e plus grand constructeur mondial. Depuis sa création, il y a maintenant 12 ans, cette Alliance multi culturelle s'est étendue géographiquement et en particulier dans les pays émergents. L'Alliance est le leader de l'industrie automobile en ce qui concerne la mobilité durable et le seul groupe à avoir mis sur le marché des véhicules zéro émission abordables pour tous.

Raiffeisen Bank International AG (RBI) considère l'Autriche ainsi que l'Europe centrale et orientale (PECO), comme son marché national. Dans les PECO, la RBI dispose d'un réseau à mailles serrées de sociétés de prestations de service financiers, et ce sur 17 marchés. RBI est la seule banque autrichienne présente non seulement dans les centres financiers mondiaux, mais également en Asie, l'autre marché géographique clé du groupe, par le biais de filiales et de représentants. Près de 60 000 employés conseillent environ 13,5 millions de clients dans quelques 3 000 agences.

GDF SUEZ, acteur mondial de l'énergie et l'environnement, inscrit la croissance responsable au coeur de ses métiers pour relever les grands enjeux énergétiques et environnementaux : répondre aux besoins en énergie, assurer la sécurité d'approvisionnement, lutter contre les changements climatiques et optimiser l'utilisation des ressources.

Reconnu comme l'un des magazines les plus influents de l'année 2011 par Adweek, Bloomberg Businessweek est une source fiable d'informations indispensables sur lesquelles s'appuient les hommes d'affaires. Bloomberg Businessweek offre une perspective globale qui permet aux dirigeants d'entreprise de prendre rapidement des décisions plus intelligentes car mieux informées. Fondé en 1929, le magazine est un leader du marché, avec plus de 4,7 millions de lecteurs chaque semaine dans 140 pays. S'appuyant sur plus de 2300 journalistes dans 146 bureaux à travers 72 pays, Bloomberg Businessweek couvre le monde des affaires comme aucun autre magazine. Bloomberg.com et Businessweek.com combinés touchent plus de 20 millions de personnes chaque mois.

Le Chosun Ilbo est reconnu comme étant le quotidien le plus influent en Corée du Sud. Avec 48 à 64 pages d'information chaque jour, il est distribué à 2 millions d'exemplaires quotidiennement. Il se classe depuis 10 ans N°1 en termes d'abonnements et de lectorat, et demeure aujourd'hui le journal le plus lu par les leaders d'opinions. Le Chosun Ilbo est également le premier journal national privé en Corée du Sud. Fondé le 5 mars 1920, il a été suspendu quatre fois pendant la période coloniale japonaise. Il a surmonté ces épreuves et s'est renforcé au travers d'une histoire presque centenaire.

CNBC, première chaîne d'information économique et financière dans le monde, est le principal diffuseur international d'actualités économiques et financières, avec des reportages en direct des plus grandes places financières sur trois réseaux : l'Asie ; l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique ; et les États-Unis. En Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, CNBC est le seul réseau pan-régional d'informations économiques et financières en temps réel, dédié aux PDG, aux cadres supérieurs, à l'industrie des services financiers et aux investisseurs. La chaîne est diffusée dans plus de 130 millions de foyers, 1 400 banques et institutions financières et dans les grands hôtels à travers l'Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. En outre, CNBC.com vous donne accès à la diffusion en direct des trois réseaux régionaux de CNBC, ainsi qu'aux archives d'informations économiques et financières les plus complètes jamais rassemblées au monde.

El País est le journal leader dans le monde hispanophone. Créé le 4 mai 1976 par un large groupe de professionnels, intellectuels, journalistes et politiciens, il est rapidement devenu le journal le plus influent et le plus lu d'Espagne. Quelque 400 000 exemplaires sont en circulation chaque jour pour un lectorat quotidien de plus de 2 millions de personnes. El País est un journal global en espagnol et imprime ses propres éditions dans différents pays d'Europe et en Amérique Latine. El País s'est adapté aux temps nouveaux et s'est largement impliqué dans les nouvelles technologies. Son site Internet www.elpais.com a vu son nombre de visiteurs considérablement augmenter ces dernières années.

France 24 est la chaîne d'information internationale 24h/24 et 7j/7 diffusée en français, en anglais et en arabe. Sa mission est de couvrir l'actualité internationale avec un regard français fait de diversité des opinions, de débats contradictoires et de confrontation des points de vue. France 24 propose un décryptage à travers ses journaux télévisés et fournit des éléments de repère et d'analyse à travers des magazines thématiques, des reportages et des débats. Disponible partout dans le monde sur le satellite, le câble, les réseaux ADSL, France 24 est aussi sur les smartphones et sur france24.com. Aujourd'hui, France 24 est regardée par 30 millions de téléspectateurs hebdomadaires.

Distribué dans plus de 80 pays et lu chaque semaine par près de 800 000 personnes, l'hebdomadaire Jeune Afrique propose une couverture objective de l'actualité africaine et internationale ainsi que des pistes de réflexion originales sur les enjeux politiques et économiques du continent. Jeune Afrique est édité par Le Groupe Jeune Afrique. Premier groupe de presse spécialisé sur le continent africain, il réalise un chiffre d'affaires de 25 millions d'euros, avec 130 collaborateurs répartis dans 15 pays.

Institut français des relations internationales

L'Institut français des relations internationales (Ifri), créé en 1979 par Thierry de Montbrial, est indépendant de toute tutelle administrative ou politique. C'est un centre de recherche et de débats traitant des questions internationales majeures. En 2011, pour la cinquième année consécutive, l'Ifri est classé par l'Université de Pennsylvanie parmi les *think tanks* les plus influents au monde.

L'Ifri réunit une trentaine de chercheurs à temps plein et de nombreux chercheurs associés, français et étrangers. Ses travaux, orientés vers l'action *(policy-oriented)*, se poursuivent dans différents groupes de recherche, régionaux et transversaux. L'Ifri suscite des échanges de tous niveaux entre chercheurs, experts et décideurs des secteurs privé et public. L'Ifri organise quotidiennement des conférences, colloques internationaux et rencontres avec des chefs d'État ou de gouvernement ou de hautes personnalités françaises et étrangères.

Les travaux et les débats de l'Ifri sont publiés dans la presse et notamment dans sa revue trimestrielle *Politique étrangère*, ainsi que dans son rapport annuel *RAMSES*. Son site Internet www.ifri.org est une riche banque de données et le premier outil de diffusion de ses activités.

L'Ifri affirme sa dimension européenne avec son antenne de Bruxelles, Ifri Bruxelles, ouverte en mars 2005. Fort de son expérience, avec son équipe venant de tous les horizons, couvrant une large palette de thèmes et lié à de nombreux réseaux internationaux, l'Ifri est aujourd'hui un *think tank* européen majeur résolument tourné vers la prospective et vers l'action.

WPC

Thierry de Montbrial
Président

Nicolas de Germay
Délégué général

Song-Nim Kwon
Directeur des programmes

Press/Média
FTI Consulting

Contact :
Dr Song-Nim Kwon : +33 (0)1 40 61 72 81
E-mail : kwon@worldpolicyconference.com

Pour plus d'informations :
www.worldpolicyconference.com
www.worldpolicyconferencetv.com

Crédits

Direction éditoriale
Song-Nim Kwon

Crédits photos
CLASH VISUEL © Bahi et **© Christophe Peus**

Réalisation
World Policy Conference, Paris
Imprimé en France – Avril 2012

Tous droits réservés
ISBN 978-236567-008-1

27 rue de la Procession - 75740 Paris Cedex 15 - France
Tel.: 33 (0) 1 40 61 60 00 - Fax: 33 (0) 1 40 61 60 60
www.ifri.org